

UNIVERSITE D'ANTANANARIVO
FAC D E G S

Département de Sociologie

**Evolution des idées, problèmes pathologiques
en milieu rural et pouvoir politique
à Madagascar**

**Document de Synthèse
Pour l'obtention
De l'Habilitation à Diriger des Recherches**

Présenté et Soutenu

Par

RASAMOELINA Henri

**Sous la direction scientifique de RAJAOSON François
Professeur titulaire**

Membres du jury :

Pr. Ramandimbiarison Jean Claude, président (Université d'Antananarivo)

Pr. Rajaoson François, rapporteur interne (Université d'Antananarivo)

**Noel Jean Gueunier (docteur d'Etat), rapporteur externe (Université de
Strasbourg)**

Pr. Rabearimanana Lucile, examinateur (Université d'Antananarivo)

Sambo Clément (docteur H.D.R), examinateur (Université de Tuléar)

Date de soutenance : 09 Juin 2006

Année Universitaire 2005 – 2006

A ma femme et mes enfants

REMERCIEMENTS

Ma reconnaissance va tout d'abord à mes parents et grands-parents qui m'ont envoyé à l'école, plus les enseignants qui ont pris part à ma formation : de l'enseignement primaire à l'université.

Je remercie plus particulièrement ma femme qui m'a toujours encouragé à aller de l'avant dans le travail quelles que soient les difficultés qu'on a passées ensemble depuis voilà plus de trente ans.

Merci aux responsables de l'Université de Fianarantsoa et d'Antananarivo qui ont facilité la tenue de cette soutenance.

Merci au professeur Rajaoson François d'avoir accepté d'être mon rapporteur interne , mon directeur de recherches et de faire partie du jury de cette soutenance.

Merci à M. Noël Jean Gueunier de ne pas avoir hésité à être mon rapporteur externe et de faire partie aussi du jury de cette soutenance.

Merci au professeur Ramandimbiarison Jean Claude d'avoir accepté de présider le jury de cette soutenance.

Merci au professeur Rabearimanana Lucile d'avoir accepté de faire partie du jury de cette soutenance

Merci à M. Sambo Clément de ne pas avoir refusé de faire partie également du jury de cette soutenance.

Ma reconnaissance en tout cas à tous ceux qui ont, de près ou de loin, contribué à la finition de ce travail.

CURRICULUM VITAE

Nom et Prénom : RASAMOELINA Henri

Né le : 07 Juin 1954 à Alakamisy Itenina Fianarantsoa II

Marié + 4 enfants

Cursus Universitaire :

- 1975 : Bacc Série A2 – Mention A.B.
- 1980 : Licence en Sociologie EESDEGS Antananarivo
- 1983 : Maîtrise en Sociologie EESDEGS Antananarivo
- 1984 : D.E.A en Sociologie Université de Paris VII
- 1985 : D.E.A en Histoire des Civilisations, Université de Paris VII
- 2000 : Doctorat de Sociologie et Sciences Politiques, Université de Perpignan -
Université de Fianarantsoa.

Cursus professionnel :

1981 – 1983 : Chef de Division du Personnel à l'Office Militaire pour la Production Agricole (Descentes sur terrain à Tsiroanomandidy, Madirovalo, Marovoay, Fanambana et première expérience sur le problème de l'insécurité dans les zones reculées ayant entraîné le choix du sujet de recherche.

1984 – 1985 : Pigiste à l'hebdomadaire **Réforme** à Paris (première expérience dans le journalisme)

1986 – 1991 et 1998 – 2001 : Chroniqueur à **Lakroan'i Madagasikara** . Expérience ayant permis le contact permanent avec le milieu rural.

1989 jusqu'à aujourd'hui : Enseignant – Chercheur à l'Université de Fianarantsoa
Enseignement et recherche à l'Université

-Octobre à décembre 1991 : membre de la Haute Autorité de l'Etat.

-1991 – 1993 : Ministre du Commerce et Porte-Parole du Gouvernement de Transition,
(Expérience du pouvoir très importante pour la compréhension du fonctionnement de l'Etat)

- Création en 1992 du Centre des Techniques Professionnelles en Exportation CTPEX devenu depuis le CTPCI au Ministère du Commerce pour former des professionnels dans l'exportation
- 1992 à 1994 : membre de la Délégation Spéciale faisant fonction de Comité de Gestion de la SIRAMA.
- 1992 à 1996 : président du Conseil d'Administration de la SOMACODIS.
- Visite des pays étrangers dans le cadre de mission gouvernementale à Taïwan, Côte d'Ivoire, France, Suisse, Belgique et Iran.
- 1993 – 1998 : Député de Madagascar (Membre de la Commission Défense et Sécurité. Co-concepteur de la mise en place du Détachement Autonome de Sécurité, (DAS). Mise en place de nouvelles Brigades de Gendarmerie et Détachement Autonome de Sécurité et Ouverture de neuf (9) Collège d'Enseignement Général à Fianarantsoa II. Expérience ayant facilité la poursuite des Recherches)
- 1998 à aujourd'hui : Retour à l'Université et soutenance de la thèse en cotutelle entre l'Université de Perpignan et l'Université de Fianarantsoa.
- 2002 : Elu membre du Conseil d'Administration de l'Université de Fianarantsoa.
- 2003 : Elu Membre correspondant de l'Académie Malgache.
- 2003 jusqu'à aujourd'hui : Correspondant de la **Gazette de la Grande-Ile**.
- 2003 : élu membre du conseil d'administration du C.E.D.I.I (Centre d'Echanges, de Documentation et d'Information Inter-Institutionnelle) de Fianarantsoa.
- 2004 jusqu'à aujourd'hui : Concepteur de l'ouverture et chef du Département Sciences Sociales du Développement à l'Université de Fianarantsoa

Publications Scientifiques

1983 :

- **Exploitations et transformations sociales. Le cas du Sud – Betsileo**,
Mémoire de Maîtrise de Sociologie, EESDEGS. Université d'Antananarivo.

1984 :

- **Les communautés villageoises et la crise du monde rural malgache**,
Mémoire pour le DEA de Sociologie, Université Paris VII.

1985 :

-**Contestation paysanne et brigandages. L'exemple des Hautes Terres centrales malgaches au 19^{ème} siècle** Mémoire pour le DEA d'Histoire des Civilisations. Université de Paris VII.

1986 :

-« Razzias et brigandage sur les confins du Betsileo au milieu du 19^{ème} siècle », in **Omaly sy Anio** , n° 23-24, Antananarivo , 1986, pp.217-227.

1988 :

-« Les sources et les parties constitutives de la mentalité malgache contemporaine », in **Présence Africaine** n°146, 2^{ème} trimestre 1988, pp.127-137.

- « L'évolution de la situation matérielle des paysans dans le Sud-Betsileo . L'exemple du fokontany de Vohitraivo », **Lakroan'i Madagasikara** du 24 et 31 juillet 1988, p.3.

1993 :

-« Le vol de bœufs en pays betsileo », **Politique Africaine**, n°52, décembre 1993, pp20-30

1994:

- **Fianarantsoa** , Ed Ambozontany Fianarantsoa, 1994, 65 p.

1997 :

- « Ny tananan'i Fianarantsoa », (La ville de Fianarantsoa), **Bulletin de l'Académie Nationale des Arts, des lettres et des sciences**, tome LXX II / 1- 2 , 1994 , Antananarivo 1997 , pp 33-37.

- « Insécurité et vols de bœufs dans le Betsileo sous la colonisation (1936 – 1953) », **Bulletin de l'Académie Nationale des Arts, des Lettres et des Sciences**, tome LXX II/ 1 – 2, 1994, Antananarivo 1997, pp 75 – 79.

2000 :

-**Etat, communautés villageoises et banditisme rural. L'exemple du vol de bœufs dans la Haute Matsiatra** , thèse pour le doctorat de sociologie et Sciences politiques, Université de Perpignan-Université de Fianarantsoa, décembre 2000.

2003 :

- « Législation et feux de brousse à Madagascar », **Mémoires de l'Académie Nationale des Arts, des lettres et des Sciences**, Fascicule LI , Antananarivo 2003 , pp 177 – 182

- « Le reboisement industriel de la Haute Matsiatra : bilan et perspectives », **Mémoires de l'Académie Nationale des Arts, des Lettres et des Sciences**, Fascicule LI , Antananarivo 2003, pp 185 – 189 .
- « Société betsileo et premiers chercheurs aux XIX et XX è siècles », **Mémoires de l'Académie Nationale des Arts, des Lettres et des Sciences**, Fascicule XLVII, Antananarivo, 2003, pp 199 – 209.
- **Projet Vohijoro Iboaka : étude de faisabilité.Diagnostic social et culturel**, (en collaboration avec Rasolonjatovo Fulgence et Rasoamalalavao Claire), Ministère de l'Enseignement Supérieur.

2004 :

- « les sciences sociales et l'évolution du monde rural à Madagascar », **Communication présentée à l'Académie Malgache** (section Fianarantsoa) , le 30 janvier 2004.
- « Insécurité et vols de bovidés dans le Nord – Betsileo à la fin du XIX è siècle (1880 – 1900) », **Bulletin de l'Académie Nationale des Arts, des Lettres et des Sciences**, tome LXXXII / 1 – 2, Antananarivo (2003) 2004, pp 313 – 317.
- « Réflexion sur le problème du vol de bœufs à Madagascar », **Bulletin de l'Académie Nationale des Arts, des Lettres et des Sciences** , tome LXXXII / 1 – 2 , Antananarivo (2003)2005 , pp 319 – 323

2005 :

- « Dahalo », in **Rakibolana miraki-pahalalana** , *Académie Malgache* Antananarivo , 2005 , p.213
- « Jirika », in **Rakibolana miraki-pahalalana** , op cit , p555.
- « Sonjoa », in **Rakibolana miraki-pahalalana** , p 931.
- « Etat, communautés villageoises et phénomènes pathologiques en milieu rural malgache (vol de bœufs et feux sauvages à Madagascar) », Communication présentée au **Colloque International sur les sciences sociales** du 23 au 27 mai , Antananarivo , 2005 .
- « Couvert forestier, pluviométrie et problème d'eau dans la Haute Matsiatra », communication présentée à **l'Académie Malgache** le 27 octobre 2005.

2006 :

- « Les prisonniers politiques dans le Betsileo au XIX° siècle », **Bulletin de l'Académie Nationale des Arts des Lettres et des Sciences**, 83/2 2004 (2005).

-« Surplus monétaire et développement rural L'exploitation de la tourmaline à Vohitraivo (Alakamisy-Itenina , Fianarantsoa Madagascar) », in **Talily** n° 11-12,2006, pp.117-129.

-« Lucien Xavier Michel-Andrianarahinjaka : homme de sciences, homme de lettres et homme politique », in **Etudes offertes en hommage au professeur L.X Michel - Andrianarahinjaka** , F.T.M, 2006,pp.29-38 .

- « Faits historiques et chansons populaires en pays betsileo » in **Etudes offertes en hommage au professeur L.X.Michel-Andrianarahinjaka** , F.T.M, 2006, pp.139-146.

- « Ny fiaraha-miasa ho amin'ny fikarohana.taratasin-dRainjoelina sy Ranaivozanany ho an-dRainhifina », in **Etudes offertes en hommages au professeur L.X.Michel-Andrianarahinjaka**, F.T.M., 2006, pp. 223-231.

Autres écrits

-Pour des raisons de commodité ceux – ci seront publiés par thème dans : « Orientations bibliographiques ».

Direction et encadrement de mémoires *

- ANDRIANANDRAINA Aldine Bernadette, **Gouvernance du périmètre de reboisement de la Haute – Matsiatra : cas de Mandaratsy** ,mémoire de maîtrise, Faculté de Droit et des Sciences Sociales , Université de Fianarantsoa 2003 – 2004 , (Mention très Bien) .

- RAMBINA Danielle Oméga , **La loi n° 2004 – 001 du 17 juin 2004 relative aux régions** ,mémoire de maîtrise, Faculté de Droit et des Sciences Sociales , Université de Fianarantsoa , 2003 – 2004 (Mention très Bien)

- RAZAFIMALALA Marguerite, **Renforcement des compétences des paysans sur le système de riziculture intensive (S.R.I) dans le District d'Antsiranana** ,mémoire de maîtrise, Ecole Nationale Supérieure Université de Fianarantsoa , 2003 – 2004 (Mention Très Bien)

- Zaozara , **La communication et l'information au service du développement régional** , mémoire de maîtrise,Ecole Nationale Supérieure , Université de Fianarantsoa , 2003 – 2004 , (Mention Très Bien)

* NB – Le département de Sciences Sociales de l'Université de Fianarantsoa n'est qu'à sa 3^{ème} année

-Razafitody Judicael Fabrice, **L'incidence du fihavanana sur la justice à Madagascar. la corruption**, mémoire de maîtrise, Faculté de Droit et des Sciences Sociales de développement, 2003-2004 (mention bien).

-RAVOKATRAMALALA Hobiarisoa , **Le droit des enfants naturels** , Faculté de Droit et des Sciences Sociales , Université de Fianarantsoa , 2004 – 2005 (Mention Très Bien)

- SOLOFONIRINA Sandro , **La violence contre l'enfant et sa protection** , Faculté de Droit et des Sciences Sociales , Université de Fianarantsoa , 2004 – 2005 (Mention Très Bien)

- SEVA Stanislas Marcel, **Le statut de l'Université de Fianarantsoa**, Faculté de Droit des Sciences Sociales , Université de Fianarantsoa , 2004 – 2005 (Mention Très Bien)

-VELOMARO Lydia , **Institutions traditionnelles et droits fondamentaux : le rejet des jumeaux dans le district de Mananjary** , Faculté de Droit et des Sciences Sociales de Madagascar , Faculté de Droit et des Sciences Sociales , Université de Fianarantsoa 2004 – 2005 (Mention Très Bien)

- RAVAONORO Marie Jeanne, **L'armée et les trois crises (1972 – 1991 – 2002)** , Faculté de Droit et des Sciences Sociales , Université de Fianarantsoa , 2004 – 2005 (Mention Bien)

- RAHIZIANAO Zandrimahasandratra et RAFALIARISOA Volantiana Hortensia , **Le droit de l'Informatique à Madagascar**, Faculté de Droit et des Sciences Sociales , Université de Fianarantsoa , 2004 – 2005 (Mention Très Bien).

-Rasolomamonjy Herindrainy, **Monographie de Tanambao Fianarantsoa, Rapport d'enquête sociologique**, Faculté de Droit et des Sciences Sociales de Développement, Université de Fianarantsoa août 2005.

-Ranarivelo Romain, **Les grèves au sein de l'enseignement supérieur**, mémoire de maîtrise, Faculté de Droit et des Sciences Sociales de Développement, Université de Fianarantsoa, 2005-2006 (mention très bien).

-Tsaranirina Marc Aurèle dit Marco, **La délinquance juvénile**, mémoire de maîtrise, Faculté de Droit et des Sciences Sociales de Développement, Université de Fianarantsoa, année 2006 (mention très bien).

Participation à des jurys de soutenance de mémoire

-Soazara Harizafy Adéline, **La gestion des produits dans la société JIRAMA**, mémoire en vue de l'obtention du diplôme de technicien supérieur, Centre de Formation Continue(C.F.C), Université de Fianarantsoa, 2000-2002.

- Ramampiava Gégé Froebel et Zafinimbiny Marc, **Culture d'entreprise au sein de la JIRAMA Fianarantsoa**, mémoire en vue de l'obtention du diplôme de technicien supérieur, C.F.C, Université de Fianarantsoa, 2001-2002.
- Kajy Georgette et Landy Herindraza Francia, **La gestion de l'information juridique à la cour d'appel de Fianarantsoa**, mémoire en vue de l'obtention du diplôme de technicien supérieur, C.F.C, Université de Fianarantsoa, 2001-2002.
- Razafimalala Jeanne Honorine, **La gestion des carrières chez TELMA Fianarantsoa**, mémoire en vue de l'obtention du diplôme de technicien supérieur, C.F.C, Université de Fianarantsoa 2002-2003.
- Rafara Wilda, **Gestion des productions de l'agence ARO Fianarantsoa**, Mémoire en vue de l'obtention du diplôme de technicien supérieur, C.F.C, Université de Fianarantsoa, 2002-2003.
- Rafaravololona Sarindra Lovasoa et Randrianarivony Hasiniaina Soanalitiana, **Le marché du vin à Fianarantsoa**, mémoire en vue de l'obtention du diplôme de technicien supérieur, C.F.C, Université de Fianarantsoa, décembre 2003.
- Randriamamaonjy Marie Lucienne, **Marketing de la TELMA Fianarantsoa**, mémoire en vue de l'obtention du diplôme de technicien supérieur, C.F.C, Université de Fianarantsoa, décembre 2003.
- Andrianarison Heriniaina Martial Freddy, **La mort chez les malgaches**, mémoire de maîtrise, Faculté de Droit et des Sciences Sociales de Développement, Université de Fianarantsoa, 2004-2005.
- Rasolofoniaina Fanomezantsoa Sitraka Tantely, **Gestion du personnel à l'université de Fianarantsoa**, mémoire en vue de l'obtention du diplôme de technicien supérieur, C.entre Universitaire de Formation Professionnalisante (C.U.F.P), Université de Fianarantsoa, janvier 2005.
- Rakotomanirisoa Juste Angelo, **Gestion locale sécurisée des ressources naturelles renouvelables**, mémoire en vue de l'obtention du diplôme de technicien supérieur, C.U.F.P., Université de Fianarantsoa, janvier 2005.
- Razafisoananahary Andoniaina Nanou, **L'assitance au département commercial (cas Corporate)**, mémoire en vue de l'obtention du diplôme de technicien supérieur, C.U.F.P, Université de Fianarantsoa , janvier 2005.

-Ramampiononasolo Vonji Ariline Riri Esther et Rajoma Zafindrainilambo Ilda, **La réalisation du plan de développement institutionnel de l'Université de Fianarantsoa**, mémoire de passage en troisième année en Administration Economique et Sociale, C.U.F.P, Université de Fianarantsoa, novembre 2005.

-Andriarimalala Ravaka Tiana Tahina, **Organisation d'un système d'information pour le suivi évaluation d'un projet**, mémoire de passage en troisième année en Administration Economique et Sociale, C.U.F.P, Université de Fianarantsoa, novembre 2005.

Introduction

Il n'est pas facile de résumer plus de vingt années de recherches et de productions intellectuelles. En effet, les sujets sur lesquels j'ai travaillé sont très divers et à première vue pour une partie sans véritable fil conducteur. Les thèmes traités dans les articles et communications sont différents et, au moment de les rédiger, on n'a pas cherché à développer un thème unique.

Néanmoins, il existe un socle unique à tout mes travaux intellectuels : la sociologie politique de Madagascar. Chaque fois que j'ai écrit, le rôle et la place de l'Etat n'a jamais été absente. J'ai même suivi l'évolution du pouvoir à Madagascar à travers des chroniques de 1985 à 1991 puis de 1998 à 2001 : pour le compte de **Réforme** à Paris d'abord et ensuite de l'hebdomadaire **Lakroan'i Madagasikara** et cinq ou six fois pour **la Croix** de Paris.

Ma carrière professionnelle a été de ce fait entrecoupée par des entrées en politique en tant que membre du gouvernement et député de Madagascar. La réflexion sur le thème politique non seulement y a conduit, mais également ne s'est jamais séparée de ma subconscience. L'expérience a en tout cas enrichi la compréhension des faits étudiés, si l'on peut parler ainsi.

Mais comme il a été déjà signalé plus haut, le journalisme également ne s'est jamais séparé de ma carrière. Celui – ci vous oblige en effet à être proche des réalités qui, qu'on le veuille ou non, ont des rapports avec notre objet d'étude quel que soit le sujet traité. J'ai écrit dans plusieurs journaux à Madagascar et en France.

En plus de **Lakroan'i Madagasikara**, j'ai déjà publié divers articles dans **Réforme** et **La Croix** de Paris, mais aussi dans **Madagascar Matin**, **Ny Malagasy**, **Madagascar Tribune**, **Midi Madagasikara**, **l'Express de Madagascar** et depuis 2003 dans **La Gazette de la Grande – Ile**.

Les travaux dont j'essaierai de faire la synthèse aujourd'hui sont donc formés en plus des textes publiés dans des Revues et bulletins à Comité de lecture comme **Omaly sy Anio**, **Présence Africaine**, **Politique Africaine**, **Bulletin et Mémoires de l'Académie Malgache**, **Talily** et autres ouvrages collectifs, de plusieurs centaines d'articles de presse. Des dossiers et des chroniques, de même que des courts écrits, pour des quotidiens où je peux affirmer que l'universitaire n'a jamais été absent.

A défaut de pouvoir montrer tous ces articles, nous publierons les plus représentatifs pour chaque thème traité dans le second volume de ce travail.

Pour pouvoir faire une synthèse de tout cela, le présent document se présentera avec quatre chapitres. Tout d'abord, l'étude de l'évolution des idées et de la recherche à Madagascar et dans le Betsileo pour pouvoir se situer avant d'aborder dans le deuxième et troisième chapitres les véritables sujets traités sur le plan universitaire : notamment la question des communautés villageoises, les problèmes du vol de zébus plus les feux de brousse et enfin dans le dernier chapitre les chroniques politiques et autres dans **Réforme, La Croix** de Paris et **Lakroan'i Madagasikara** ajoutés des autres écrits journalistiques dans les quotidiens de la place.

Chap. I L'évolution des idées et de la recherche à Madagascar et dans le Betsileo

Deux raisons expliquent pour moi, lors de mes recherches, la nécessité d'étudier l'évolution des idées et celle de la recherche. Premièrement pour pouvoir se situer par rapport aux idées dominantes du moment ; et deuxièmement parce que les idées et les recherches ont des influences sur l'évolution de réalités à Madagascar comme ailleurs, surtout en ce qui concerne les phénomènes politiques.

A – L'évolution des idées

Ayant été formé à l'Université de Madagascar de 1975 à 1983, j'ai été comme mes collègues marqué par le marxisme avec ses schémas d'analyse de la société. Celui – ci a fini par être mis en doute cependant au moment où nous avons commencé à faire nos recherches. Mes écrits seront donc marqués au début par l'étude des différents éléments de la mentalité malgache contemporaine avec celui du retour au libéralisme dans le monde et à Madagascar depuis voilà plus de vingt ans. Les recherches sur terrain pour mon mémoire de maîtrise, plus un travail documentaire et les enquêtes journalistiques ont facilité la tâche. La presse permet surtout, en effet, de suivre l'évolution des idées et l'opinion des gens si on le fait sur plusieurs années. Il appartient alors à l'universitaire de les synthétiser.

En fait pour systématiser, on peut dire que l'évolution des idées à Madagascar est marquée d'une part par l'idéologie ancestrale, le christianisme, le marxisme et le libéralisme ou l'individualisme .

L'idéologie ancestrale

L'idéologie traditionnelle est dominée par le culte des ancêtres ou les **razana**, le respect des aînés et le fihavanana ou solidarité familiale. Des caractéristiques assez générales des sociétés qui connaissent un faible niveau technique et scientifique. Cette façon de penser persiste encore à Madagascar, surtout en milieu rural.

Les ancêtres sont ceux qui ont transmis la terre ou le tanindrazana et donné les savoirs et savoir – faire pour pouvoir vivre ultérieurement sans problème. Ces savoirs ont été passés aux aînés pour la perpétuation des descendances. On appelle ancêtres ou razana les membres du groupe ou du lignage et de la famille déjà morts.

Omettre de remercier ces ancêtres expose les groupes à leurs semonces et reproches ainsi qu'à celles des vivants. C'est donc un devoir de faire des cérémonies et des fêtes pour eux si non ils vous lâchent et vous serez soumis aux esprits mauvais et aux sorciers.

En dehors de cette justification du point de vue des ancêtres, ces fêtes qu'elles soient des **lanonana** ou remerciements aux ancêtres collectives et **famadihana**, retournements des morts sont également des réjouissances ¹ collectives lorsque les récoltes sont bonnes, les troupeaux se multiplient ou encore à l'occasion des naissances ou d'une guérison après une grave maladie. Elles ont donc aussi pour finalité de maintenir la cohésion de la grande famille et du village. A ce qu'on a pu le constater plusieurs fois, le milieu rural multiplie ces fêtes traditionnelles chaque fois qu'il se sent envahi par la modernisation ou encore pour refuser en quelque sorte les directives de l'Etat.

Le pouvoir des aînés se base sur le fait que ce sont eux qui ont le monopole des savoirs et savoirs – faire liés à la connaissance de la nature, des plantes, des animaux, de l'eau, du temps, etc. Le respect de ces aînés ou des plus âgés est donc la règle dans les relations sociales. Age, savoir et pouvoir vont ensemble.

Littéralement le mot **fihavanana** veut dire relation de parenté entre deux ou plusieurs individus. Mais il a été également appliqué pour désigner les relations réciproques de collaboration entre personnes du même village ou du même territoire et entre simples connaissances. Les bonnes relations de réciprocité sont les plus chères pour un ancien malgache. « **Mieux vaut perdre quelque argent que de détériorer les bonnes relations** » dit le proverbe local. Ou encore « **C'est le fihavanana qui a existé avant le commerce** ». Les mauvaises actions contre les autres ont toujours, pense-t-on ici, des conséquences néfastes pour soi-même. Le **fihavanana** a été souvent cité comme l'âme profonde ou la philosophie du peuple malgache ². Cette idéologie traditionnelle persiste jusqu'à aujourd'hui surtout en milieu rural, bien que d'autres façons de voir vont s'y ajouter.

1 - Voir Rajaoson F.(1969), **Contribution à l'étude du famadihana**, Thèse de doctorat de troisième cycle de sociologie, Paris, 1969.

2 – Sur ce sujet voir Sambo C. (2004), **Tradition et oralité à Madagascar (document de synthèse d'ensemble de travaux)**, Thèse en vue de l'obtention du diplôme H.D.R, Université de Toliara, Madagascar, année 2003 – 2004.

L'influence du christianisme

Le christianisme fait partie de l'histoire de Madagascar depuis presque deux siècles déjà. La pensée chrétienne a eu donc le temps de s'introduire dans les rouages et les fonctionnements de la société malgache. Elle a non seulement donné une vision de l'existence humaine mais est devenue un certain mode de vie. Bien qu'on ne puisse pas dire que celle – ci a détruit l'essentiel des fondements de l'idéologie ancestrale malgache. Malgré l'apparition de tensions lors des crises politiques, la plupart des malgaches continuent à observer en même temps les diverses pratiques traditionnelles et les pratiques chrétiennes. Les églises chrétiennes ont, en tout cas, joué un rôle important dans la vie politique jusqu'à aujourd'hui

a- Brève histoire de la pénétration chrétienne à Madagascar³.

Après les passages plus ou moins sans suite des pères lazaristes dans le Sud de Madagascar au cours du XVIIe siècle, ce n'est qu'en 1820 que les missionnaires de la London Missionary Society arrivent en Imerina. Radama Ier roi d'alors désirant ouvrir son peuple aux techniques et savoirs – faire occidentaux, les reçoit d'une manière amicale dans le cadre d'une coopération technique et économique avec les Anglais de l'Ile Maurice. Les premiers missionnaires ont ouvert une école et ont commencé le travail de transcription de la langue malgache en s'attelant à la traduction de la Bible.

Leurs travaux d'évangélisation et de scolarisation seront stoppés en 1836, quelques années après l'arrivée au pouvoir de la Reine Ranavalona Ière hostile à la pénétration étrangère et chrétienne. Mais malgré la persécution et l'exécution d'un grand nombre de chrétiens, le christianisme ne s'est pas éteint. Les chrétiens se sont dispersés en Imerina et en provinces (surtout en pays Betsileo) et se sont réunis en cachette pour partager leur foi. Ce qui aura pour conséquence que malgré ses origines étrangères, le christianisme va prendre ses racines en terre malgache au XIXe siècle. Selon Maminiaina Razafindrabe, la nouvelle religion promet un salut, une égalité et une équité dans une situation de misère et l'injustice⁴.

3 – Sur ce sujet voir à titre d'exemple Raison – Jourde F. , **Bible et pouvoir à Madagascar au XIX è siècle (Invention d'une identité chrétienne et construction de l'Etat)** , Kart hala ,Paris 1991.

4 – in **Les cahiers des Sciences Sociales**, n°1, Tananarive, 1984.

Après l'avènement du roi Radama II en 1861, les missionnaires anglais de la L.M.S vont revenir et les catholiques et luthériens arrivent pour poursuivre l'évangélisation de Madagascar, suivis par d'autres encore jusqu'à maintenant.

Après une certaine rivalité au 19^e siècle les diverses confessions vont se rapprocher surtout à partir des années 60. L'oecuménisme a fait même un grand pas entre ces anciennes confessions chrétiennes à Madagascar car en 1980 est né le Conseil des Eglises Chrétiennes de Madagascar ou le F.F.K.M.

Le problème qui se pose à celles – ci depuis quelques années est celui de l'apparition des sectes de diverses dénominations. Tout se passe comme si une partie importante de la population ne trouve plus, avec les difficultés de la vie, des ressources spirituelles suffisantes auprès de ces anciennes églises.

Ce qu'on peut avancer c'est qu'il peut s'agir là d'un mouvement de « contestation » qui cherche à instaurer un « nouvel ordre évangélique » et une nouvelle pratique pastorale, parallèlement à la recherche d'un nouvel ordre social.

a- La chrétienté au quotidien

Ici, on doit dire tout d'abord que nous ne ferons pas de distinction entre ce qui se fait en ville et ce qui se passe dans les campagnes. Les ressemblances dominent les spécificités qui peuvent bien sûr, exister

Bien des habitudes dites chrétiennes sont adoptées par un grand nombre de gens. La paroisse ou le temple avec son prêtre ou son pasteur en est le centre. Le dimanche est accepté depuis longtemps, après quelques passions au début, comme le jour de Dieu même par les non – chrétiens.

Nombre d'évènements de la vie sont devenus également des occasions de culte. Un enterrement sans prière chrétienne, même si celui – ci sera suivi de pratiques ancestrales, est aujourd'hui impensable dans bien des régions.

Le christianisme est devenu un certain mode de vie tant pour la société que pour l'individu. Ce qui explique d'ailleurs le fait que les Eglises chrétiennes jouent un rôle politique importante dans la vie du pays.

Dans sa vie quotidienne, en effet, le chrétien doit adopter un certain comportement conformément à ce qui est exigé par la Bible et les « Dix commandements ». Des questions sont souvent posés aux chefs religieux ces derniers temps sur la multiplication des crimes et actes de banditismes car à part le devoir de l'individu, les chrétiens ont toujours eu aussi des responsabilités historiques dans la société, bien qu'on ne puisse pas dire aujourd'hui que le christianisme malgache ait affirmé viser directement le pouvoir en tant que tel, du moins jusqu'à maintenant car de nombreux dirigeants de sectes pensent de plus en plus à entrer en politique.

Le marxisme et ses avatars locaux

Le marxisme a également marqué en effet la vie politique à Madagascar pendant plus d'un demi-siècle. Sous la Deuxième République de 1975 à 1991 le socialisme a été même une idéologie d'Etat. Des partis politiques s'y sont référés.

a – L'arrivée des idées de gauche à Madagascar

Si l'on se réfère à Spacenski, dans son livre intitulé **Madagascar : cinquante ans de vie politique (de Ralaimongo à Tsiranana)**⁵, le « virage » à gauche du nationalisme malgache date du début des années 20, dès le retour de France après la Première Guerre Mondiale de personnalités historiques comme Ralaimongo qui ont reçu l'appui de plusieurs partis de gauche ou même communistes. Et ce passage à gauche va se poursuivre avec l'apparition et l'action des syndicalistes malgaches plus ou moins liés aux syndicats ouvriers français. Action continuée à travers les journaux par divers groupes de pression et syndicats jusqu'à l'indépendance. Ce qui a atteint si l'on se réfère encore à Spacenski « **une partie de la jeunesse intellectuelle, ainsi qu'une frange de la bourgeoisie et quelques militants syndicalistes** » ayant adopté le marxisme- léninisme.

De nouvelles tendances apparaissent vers la fin des années 60 avec des professeurs et étudiants formés dans les disciplines nouvellement implantées à l'Université de Madagascar comme l'économie et la sociologie. Tout le travail idéologique et pratique de ces divers groupes a été en partie à l'origine des mouvements politiques de 1971 et 1972 qui ont mis fin à la Première République. Ce sont ces groupes qui sont à l'origine de la vulgarisation de vocables nouveaux comme les notions de **mpangorokarena** ou bourgeois, **madinika** ou prolétaire, **rotaka** ou manifestation, etc.

5 - Nouvelles Editions Latines, Paris, 1970

Avec le choix de 1975 effectué par le nouveau pouvoir d'alors, le socialisme est devenu une idéologie d'Etat et de nouvelles tendances comme le Djouché Coréen seront entendues dans le pays.

b – La pénétration du marxisme dans la société malgache

Comme le socialisme est devenu une idéologie d'Etat, il a constitué alors le fondement des discours officiels des dirigeants même ceux considérés comme chrétiens. A ce groupe s'est ajoutée une partie des universitaires et de la petite bourgeoisie intellectuelle. A quoi on peut ajouter les ouvriers et paysans formés à l'idéologie marxiste.

Le marxisme sera enseigné non seulement à l'Université et dans les Lycées à Madagascar. Plusieurs jeunes seront aussi envoyés dans les pays de l'Est et à Cuba pour poursuivre leurs études universitaires. On croit savoir alors que celles – ci sont basées essentiellement sur l'enseignement de la philosophie marxiste et le matérialisme historique.

L'expérience commence cependant par être contestée depuis le milieu des années 1980, avec le retour en force du libéralisme dans le monde et, peu à peu, à Madagascar et prend fin totalement avec le mouvement populaire de 1991.

Depuis cette date, bien qu'on ne parle plus d'idéologie deux conceptions semblent coexister à Madagascar tant au niveau de l'Etat que des citoyens. Le retour aux valeurs autochtones et l'adoption pure et simple des pratiques occidentales. En tout cas, l'argent semble devenir de plus en plus l'élément essentiel qui guide les actions de nombreux citoyens, notamment les jeunes.

J'ai personnellement étudié à travers plusieurs écrits cette évolution des idées à Madagascar dans le choix des thèmes sur lesquels seront basées mes recherches jusqu'à maintenant. Travaux qui seront axés plus particulièrement sur les phénomènes pathologiques, en milieu rural dans la Grande Ile.

B – L'évolution de la recherche en sciences sociales

Connaître l'évolution des idées en général est importante pour tout chercheur et autres quelque soit la discipline qu'il a choisie. Comment celle – ci s'est effectuée réellement en sciences sociales ? C'est le deuxième point que j'ai dû aborder surtout pour connaître ce qui a déjà été fait avant et autour de moi à Madagascar. Et comme j'ai choisi d'étudier surtout le monde rural, il a été plus que nécessaire pour moi de connaître les diverses étapes connues par la recherche sur ce milieu. Ceci a même fait l'objet de mon D.E.A de sociologie déjà cité plus haut présenté à Jussieu en 1984 sous la direction du professeur Fougeyrollas.

La persistance des communautés villageoises sous la colonisation

La persistance des rapports de production dits lignagers ou des structures sociales traditionnelles à côté d'un secteur urbain capitaliste ou moderne a généralement constitué en effet un point d'accord entre les différents chercheurs, sur l'époque coloniale et même tardivement quelques fois au début de l'indépendance à propos du monde rural malgache. Ce qui les différencie, c'est au niveau des explications.

Trois explications majeures ont été, en effet, avancées pour étayer l'idée de la permanence de l'organisation sociale traditionnelle au niveau des campagnes malgaches de l'époque.

La première thèse part de considérations psychologiques. Le maintien des structures anciennes est attribué au fait qu'un esprit conservateur presque inné sinon viscéral serait caractéristique des paysans et ne leur aurait permis, de s'adapter aux exigences de la société moderne ; Les croyances religieuses, souligne-t-on, priment et obstruent l'adoption de techniques, d'activités et organisation économiques nouvelles. Ce qui expliquerait le refus de l'acquisition des outils, et le mépris du travail salarié, qualifié de modernes. De tels préjugés n'ont pu alors que déboucher sur l'affirmation de la supériorité de la mentalité européenne, et en fait de justifier la dite mission civilisatrice coloniale qui a mélangé, soulignons-le, un certain prosélytisme chrétien et les travaux forcés¹.

Notons que cette idée rejoint pleinement ces diverses conclusions des responsables coloniaux de l'époque ; Sur le problème de la main-d'œuvre, par exemple, une conférence économique effectuée à Tananarive, le 25 Janvier 1919, proposait qu'il faut « inculquer une saine doctrine de travail, et c'est en particulier faute d'avoir méconnu cette nécessité d'une période transitoire que la question de la main d'œuvre a revêtu une (.) acuité, dès le début de la colonisation dans ce pays. Qui dit évolution, dit passage graduel d'un état à un autre, avec le temps nécessaire à l'adaptation »⁶.

6 – cf. **Archives de la République Malgache** : Question de la main – d'œuvre, série D 364, 1^o chemise .

La seconde explication provient de ce qu'on nomme la vision dualiste ou pluraliste des sociétés « sous – développées ». Il s'agit d'affirmer que deux ou plusieurs milieux étanches entre eux, coexistent dans ces pays. Chacune de ces parties, a – t – on ajouté ici, a des caractéristiques inhérentes qui tendent à se reproduire perpétuellement. Généralement, pour ce point de vue, le monde rural constitue la « *société traditionnelle* » et la ville le secteur moderne. Et, contrairement à ce dernier, l'autre partie ne connaît pas de dynamisme de changement social.

Ce sont donc les contradictions entre ces deux sociétés de par la coercition nécessaire – qui constitueraient alors le fondement de l'histoire récente et du devenir du pays. Les transformations capitalistes entreprises, conclue – t – on, n'ont pas pu venir à bout des communautés villageoises, dans la mesure où celles – ci ont été élaborées dans une perspective non seulement inconnue, mais surtout hors du possible de la dynamique interne de la société rurale. Telle est, par exemple, la conclusion de Gérard Althabe, à la suite des études qu'il a menées auprès des communautés villageoises Antemoro et Betsimisaraka de la côte orientale malgache ⁷. C'est aussi le fondement de la thèse du professeur Guérin alors sur l'extrême Sud de Madagascar ⁸. L'ouvrage de Jean Claude Rouveyran sur la logique des agriculteurs de transition tourne autour de ce conflit société traditionnelle et monde moderne ⁹.

Allant un peu plus loin, la dernière explication avancée est beaucoup plus politique. Le maintien des rapports sociaux précoloniaux résulte des pratiques politiques coloniales. La généralisation des rapports marchands, dit- on ici, a été menée d'une « manière très souple » alors que de l'autre côté les pratiques administratives ont renforcé les structures sociales précapitalistes. Aucune réforme structurelle, ni économique, ni sociale, n'a été appréhendée pour le monde rural. Ce qui justifie la permanence des structures économiques et sociales traditionnelles alors dans notre pays.

7 – Althabe G. (1961), **Profit économique et communautés villageoises de la Côte Orientale malgache**, ORSTOM.

8 – Guérin M. (1972), **les transformations socio-économiques de l'Androy**, thèse de troisième cycle, Paris. 1968

9 – Ed Maisonneuve – Larose, Paris 1972

Nous devons bien sûr faire remarquer qu'il n'y a pas eu faiblesse de la politique coloniale mais tout simplement une volonté de faire subvenir par les communautés villageoises elles – mêmes la reproduction de la force de travail qu'elle a surexploitée. S'il y a donc échec du pouvoir d'alors, c'est de ne pas avoir pu préserver cette forme d'exploitation obsolète source des surprofits coloniaux, du fait d'une part de la montée de la contestation et d'autre part, des transformations au centre même du capitalisme : la victoire du capital financier et l'arrivée au pouvoir des technocrates.

En réalité, en effet, dès le milieu des années 1940, la base des surprofits coloniaux a commencé à être à bout et à monter des signes d'essoufflement avec surtout les « *réquisitions de travailleurs pratiquées sur une grande échelle (...) au détriment des cultures vivrières (...) indispensables aux autochtones* »¹¹. Ce qui n'a pas pu qu'entraîner la baisse de la production et donc la crise sociale et politique. Ce qui a éclaté avec les événements de 1947 qui, en somme, a obligé le pouvoir à changer de méthodes.

L'individualisation de la famille et de la propriété foncière, de 1950 à 1970 environ.

Comme dans l'étude de la persistance des communautés villageoises malgaches, on peut aussi classer en trois tendances ceux qui ont écrit sur l'évolution de celles – ci.

La première est le fait de chercheurs qui se sont orientés vers une production anthropologique « *minutieuse des structures de parenté et de pouvoir dans les formations sociales malgaches ce courant est la continuation de la tradition des « mémoire et travaux » faits par les administrateurs coloniaux* »¹², selon Desjeux.

10 – .Waast R.(1980), « le développement des sociétés occidentales au Xxe siècle. Le cas de la transition coloniale dans le Nord – Ouest Malgache » in **Les changements sociaux dans l'Ouest malgache, collection Mémoires**, n°90, ORSTOM, Paris.

11 – cf. Marcel de Coppet, cité par Tronchon J., **L'insurrection malgache de 1947**, Maspero, Paris, p 123.

12 – cf. Desjeux D.(1975), **Despotisme bureaucratique et développement des rapports marchands à Madagascar**, thèse de 3è cycle, Université René Descartes, Paris , p 13.

Pour ces auteurs, la famille nucléaire a de plus en plus pris le pas sur l'organisation lignagère et la propriété privée sur celle indivise de la transformation de l'idéologie ancestrale : l'organisation lignagère sous- tend toujours les pratiques rituelles.

En ce qui concerne les communautés villageois de la côte est de l'Ile, nous avons pris en premier lieu l'étude des communautés villageoises Antemoro de Vohimasina de Chardon – Moet. Selon lui : « *on est frappé au regard de cette société par ce que l'on pourrait appeler des signes de progrès , tant dans le domaine matériel que dans les aspirations qui témoignent ainsi des changements sensible dans l'univers villageois* »¹³ . Et c'est lui-même qui cite en premier lieu : « *la cellule familiale de production et sa relative indépendance* »¹⁴.

En effet : « *il semble que l'exploitation de la terre soit le fait de son seul propriétaire qui, avec sa femme et ses enfants, jouit sur son domaine d'une relative indépendance* ». Et selon les anciens, « *quelques jeunes ménages tendent à se soustraire à certaines obligations sociales, réunions et discussion (...) pour s'adonner à leurs cultures* »¹⁵.

En second lieu on peut citer, à titre d'exemple encore, la thèse de Fulgence Fanony qui a montré que, selon lui, la famille nucléaire et la propriété familiale se sont substitués de plus en plus à l'organisation sociale et économique lignagères, malgré la lente transformation de la tradition religieuse même pour les communautés villageoises de la côte – est de Madagascar¹⁶.

Sur les Hautes Terres, en plus des tendances que nous venons de trouver plus haut : individualisation de la famille et de la propriété, Cabannes affirme que certaines données « *illustrent le fait de l'individualisation des cultes rendus aux ancêtres* »¹⁷.

13 –. Chardon – Moet B. (1974), **Vohimasina village malgache. Traditions et changement dans une société paysanne**, Nouvelles Editions Latines, Paris, p 146.

14 – Ibid, p 146.

15 – Ibid. p98

16 – Fanony F.(1979), **Tradition religieuse et changement social dans une communauté villageoise malgache**, thèse pour le doctorat de 3è cycle, Paris.

17 – Cabanes R.(1974), « *Evolution des formes sociales de la production agricole dans la plaine de Tananarive* », in **Cahiers du centre d'Etudes des coutumes, Université de Madagascar, Tananarive, p 48.**

Pour finir , nous devons noter que selon Paul Ottino , concernant les communautés paysannes de la côte ouest de Madagascar , « *la famille réduite ou élémentaire – élémentaire si elle se confond avec la famille ménage , réduite si elle admet un isolé proche parent de l’homme ou de la femme (...) – tend à devenir l’unité de base , et , correspond souvent à l’unité d’exploitation* »¹⁸ et dans la mesure où les biens dits *lova* – les héritages collectifs – sont partagés entre les différents ayant droit , il conclut « qu’il a dans ce cas passage de la propriété collective à la propriété individuelle »¹⁹ .

En réalité , continue Ottino , dans l’Ouest « *l’appropriation individuelle est un fait récent , l’immatriculation est vue avec défaveur et soulève dans le milieu traditionnel de fortes oppositions qui se traduisent quelques fois par des réactions les plus énergétiques pouvant aller jusqu’au rejet de la communauté . Pourtant l’immatriculation tend à se développer marquant une nouvelle direction d’évolution qui dénote tout à la fois les progrès de l’individualisme et une révolution dans les rapports de l’homme et du sol dans les conceptions économiques* ».

La seconde tendance que nous devons signaler est celle d’une partie des universitaires de gauche se réclamant du marxisme. Il s’agit ici d’appliquer à l’analyse du monde rural malgache le concept de « *mode de production parcellaire* ». Selon Gutelman, en effet, « *le mode de production parcellaire est celui dans lequel le paysan travailleur est en même temps le propriétaire libre de la terre qu’il travaille avec sa famille. Ce mode de production apparaît chaque fois que se dissolvent d’autres modes de production précapitalistes* ». Et selon lui encore, « *la petite propriété parcellaire* ». Selon Gutelman, en effet, « *le mode de production parcellaire est celui dans lequel le paysan travailleur est en même temps le propriétaire libre de la terre qu’il travaille avec sa famille. Ce mode de production apparaît chaque fois que se dissolvent d’autres modes de production précapitalistes* ». Et selon lui encore, « *la petite propriété parcellaire correspond à une étape du développement de l’économie marchande où le capitalisme n’est pas encore concentré* »²⁰ .

18 – Cf. Ottino P.(1963), *Les économies paysannes malgaches du Bas – Mangoky*, Berger Levrault, Paris, p57.

19 – Ibid. p 57.

20 – Gutelman M. (1974), *Structures et réformes agraires, instruments pour l’analyse*, Maspero, Paris , p 55.

Dans sa thèse sur le rôle de la bureaucratie à Madagascar, Dominique Desjeux, a affirmé que cette individualisation de la propriété foncière a été le moyen par excellence par celle – ci pour créer le conditions de la pénétration des rapports de production capitalistes dans le monde rural en plus de « *l'introduction systématique du système monétaire* ». La logique parcellaire a été également présentée comme un des freins à la politique de coopérativisation socialiste à Madagascar ²¹.

On peut regrouper dans une troisième tendance les universitaires dits léninistes et trotskystes qui ont soutenu que c'est le capitalisme qui domine déjà à Madagascar. Les uns comme Pépé Andrianomanana pensent que c'est le salariat et les rapports de productions capitalistes qui se développent déjà dans le monde rural malgache. D'autres comme Fougeyrollas affirment que le capitalisme est mondial et que ce qui pourrait être considéré comme traditionnel en milieu rural n'est qu'une sorte de solution de survie de la part des populations qui y vivent ²².

En tout cas, cette phase de la petite exploitation familiale a permis d'expliquer pour un moment l'existence d'une certaine stabilité politique aussi bien dans les campagnes que pour la société malgache en général et qui a valu pour Madagascar, dans le contexte des années soixante, d'être souvent cité comme modèle de stabilité politique et sociale. Période qui se termine en 1970, année à partir de laquelle, on va parler de crise aussi bien pour le monde rural que pour la société malgache en général. Crise qui n'est pas résolue jusqu'à aujourd'hui au début de ce 21^{ème} siècle.

La crise du monde rural et les nouvelles orientations des recherches

A partir du début des années soixante dix, le discours et la littérature sociologiques et autres sur le monde rural malgache vont faire apparaître l'existence de clivages, de tensions et de crises au sein de cette société. Nous pouvons sur ce sujet citer pour commencer et à titre d'exemples deux auteurs.

21 – cf , Desjeux D (1979) , **La question agraire à Madagascar Administration et paysanne de 1895 à nos jours** , Ed l'Harmattan , , p23

22 – Voir Andrianomanana P. (1980), **Impérialisme et développement du capitalisme. Le cas de Madagascar**, UER des sciences Economiques de Nanterre, thèse et P. Fougeyrollas(1985), **la métamorphose de la crise**, Hachette, Paris 1985.

Le premier, Georges Serre, étudiant les causes de l'avènement de la Deuxième République, a parlé, en ce qui concerne le monde rural de l'existence de « groupes de pression » et de l'apparition de « *clivages* » au sein des communautés paysannes. « *L'utilisation politique de l'existence de ces clivages, écrit – il, justifie leur examen puisque toutes les modifications sociétés, économiques et politiques s'y réfèrent, soit pour les dénoncer, soit au contraire, pour les défendre* » ²³.

Le second, Jean Pavageau, lui va selon ses propres termes, se préoccuper dès 1970, de la « place et du rôle des jeunes, en particulier des jeunes paysans sans terre, dans un contexte tension sociale très marqués à Madagascar » ²⁴. C'est dire que des transformations plus ou moins radicales sont apparues vers les années, dans les campagnes malgaches. L'auteur a même parlé de déstructuration des communautés rurales. Revenu sur le terrain plusieurs fois encore jusqu'en 2002, il n'a vu que les signes de la déliquescence de la solidarité avec « *les vols de bœufs, l'alcoolisme, les feux de brousse* » ²⁵.

En tout cas le problème du vol de zébus fera l'objet de nombreuses recherches à partir des années 1970 et surtout 1980. On peut citer ici Randrianjafizanaka et Randriamarolaza qui ont étudié le phénomène en pays Bara J.M Hoerner, E. Fauroux, Léopold Rakotomalala et autres l'ont fait pour l'ouest et le sud-ouest de Madagascar²⁶ et le professeur Ramonja et nous même pour la région du Betsileo. D'autres études ont concerné le moyen – ouest de l'Imerina. Il s'agit ici de trouver les explications au phénomène : que ce soit culturelle, économique, sociale ou politique. La pauvreté et le dysfonctionnement de l'Etat sont pointés alors du doigt ²⁷.

23 – Serre S (1989), **L'avènement de la deuxième République à Madagascar**, thèse de 3^e cycle à l'E.H.E.S.S, Paris, p18.

24 – Pavageau P. (1981), **Jeunes paysans sans terre**. L'exemple malgache, l'Harmattan, Paris.

25 – Pavageau P.(2003), **Madagascar d'une révolution à une autre**, tente photocopié, Perpignan, 12 Juin 2003.

26 – Voir la Revue **Aombe** n°3, ERA 1984.

27 – cf. Ramonja J.M. (1986) « insécurité, problèmes sanitaires et désagrégation sociale dans la région de Fianarantsoa, **Omaly sy anio** n°23-24, pp.459-464.

Mais le vol de zébus n'est pas la seule conséquence de la crise du monde rural à Madagascar. Il y a également d'autres aspects que d'autres chercheurs géographiques et économistes vont essayer d'analyser. Un ouvrage collectif intitulé : « **Paysanneries malgaches dans la crise** » sera publié en 1994 sous la direction du professeur J.P.Raison.

Ce qui est important à souligner, c'est que les réflexions des chercheurs se sont surtout tournées vers les spécificités de la société malgache que ce soit sur le plan culturel que historique.

Sur le plan culturel, le professeur J. Dez a lancé un débat sur « *l'illusion de la non violence dans la société traditionnelle malgache* », en 1981. Dans ce texte, il conclut qu'« *en définitive la personnalité des malgaches possède ses caractéristiques propres que l'on ne peut que juger différemment suivant qu'on les envisage de l'intérieur de la communauté malgache de base, le groupe de havana, ou de l'extérieur de cette communauté, et dans ce dernier cas, avec une référence, explicité, à un système de valeurs qui n'est pas celui engendré par le fonctionnement de la relation de fihavanana* »²⁸.

Dans cette foulée, Philippe Beaujard a continué la réflexion sur « *la violence dans les sociétés traditionnelles du Sud-est de Madagascar* » en 1995. Il a constaté alors que « *si rien n'est fait pour un développement rapide de la riziculture (mais aussi une maîtrise de la croissance démographique), il n'est pas sûr (...) que ces pratiques traditionnelles d'une violence cachée permettront d'éviter sur la basse-côte traversée par des tensions plongeant leurs racines dans les XVIII et XIXème siècles des explosions d'une violence ouverte, non seulement entre individus mais aussi entre groupes* »²⁹. Dans cette analyse de la violence, un auteur a même avancé que le rite des retournements des morts appelés **famadihana** est une sorte de détournement de la violence sur les morts à Madagascar.

28 – Dez J. « L'illusion de la non – violence dans la société traditionnelle malgache », in **Cahiers du centre de Recherches des sciences juridiques**, n°2, CNRS, Paris X Nanterre,

29 – cf. Beaujard P.(1995). « La violence dans les sociétés du sud-est de Madagascar », in **Cahiers d'Etudes Africaines**, n°138-139, XXXV, 1995, pp.563-598.

Mais on ne peut pas non plus oublier dans cette étude de la spécificité culturelle de Madagascar les réflexions qui sont effectuées sur le présent à travers le passé de l'Ile. Celles – ci ont été faites par deux groupes de chercheurs : la première autour du professeur Ottino qui a développé une anthropologie historique du passé et la seconde autour de Françoise Raison – Jourde pour l'étude du thème du pouvoir « *sous l'angle de la légitimation et de la contestation* ». La conclusion qu'on a tirée est qu'il existe des références constantes et agissantes du passé dans le présent de la Grande-Ile.

Plus récemment encore, d'autres chercheurs ont essayé de voir les conséquences des crises sur les organisations traditionnelles. On peut citer ici Françoise Delcroix dans sa thèse sur « *Les cérémonies lignagères et la crise de l'élevage bovin extensif en pays Sakalava Menabe Madagascar* » ou encore E. Fauroux dans son étude sur les transformations des sociétés rurales dans l'ouest malgache où il prévoit des « *risques de crise généralisée des activités productives* » et « *une crise profonde du rôle de l'Etat* ». Les économistes eux se sont posés des questions sur l'avenir des paysans de Madagascar « *qui ont vu leurs structures sociales ébranlées sous la pression de l'appauvrissement généralisé et de la montée d'une insécurité aux multiples formes* »³⁰.

Sans prétendre être exhaustif, nous pouvons résumer ainsi en grandes lignes l'évolution des recherches en sciences sociales en ce qui concerne le monde rural malgache. Après avoir appliqué à l'étude de la société les schémas classiques plus ou moins universels, la tendance semble être actuellement aux études des spécificités historiques et culturelles de la Grande-Ile. Cela au moment même où l'on parle de plus en plus de mondialisation et où les représentants des bailleurs de fonds internationaux ont pris de plus en plus une place prépondérante dans la conduite des affaires à Madagascar en proposant ou plus précisément en imposant des solutions considérées comme ayant donné des bons résultats ailleurs ici. La question est donc de savoir comment ces deux tendances vont pouvoir aller ensemble pour sortir ce pays de la crise et aller vers le développement.

30 – Voir **Afrique contemporaine** n°202-203, avril – septembre 2003.

C – Société betsileo et premiers chercheurs

Comme on ne peut pas prétendre pouvoir faire des recherches en profondeur au niveau de tout Madagascar, pour des raisons pratiques j'ai choisi d'axer surtout les miennes sur la société Betsileo. Et comme pour les deux points traités plus hauts il a été nécessaire pour moi de connaître mes prédécesseurs et ce qu'ils ont déjà fait. Il est absurde en effet de croire qu'on doit partir de zéro.

J'ai donc essayé non seulement d'étudier les travaux de ceux – ci mais aussi de les connaître personnellement, du moins pour ceux qui ont été encore vivants au moment où j'ai commencé à faire des recherches. J'ai rassemblé également autant que faire se peut des manuscrits inédits de ces auteurs. Des textes en malgache ou en français que leurs descendances ont conservés.

Les premiers chercheurs

Le passage de la tradition orale à l'écriture s'est faite différemment pour chaque région à Madagascar. Cela s'est passé assez facilement pour les unes et plus difficilement pour d'autres. La société betsileo fait partie de celles qui ont eu la chance d'avoir eu rapidement plusieurs chercheurs aux XIX^e et dans la première moitié du XX^e siècles. Cela aussi bien des gens de la région même que des étrangers qui se sont mis à étudier cette contrée.

a – Les Malgaches

Il faut dire que les Malgaches , notamment ceux de la région pionniers de la recherche ethnologique et historique sur le Betsileo sont nombreux , même si nous allons surtout parler que de ceux qui ont laissé des traces de leurs manuscrits ou qui ont pu publier leurs travaux . De Joseph Ralambo, en passant par les Ramitsiry et Razanaka jusqu'aux tous les derniers comme les Ratongavao et Rainivozanany.

Joseph Ralambo est, en effet, il faut le savoir, considéré comme l'aîné de tous. Selon ses écrits : c'est en 1860 qu'il a commencé à interroger son père sur l'histoire de l'Isandra pour pouvoir la transcrire neuf ans plus tard. Et c'est ainsi qu'il sera distingué par les chefs de l'Isandra comme l'historien officiel de l'ancien royaume. En 1897, au début de la colonisation il sera nommé Gouverneur de Fanjakana ³¹.

31 – Voir Dubois H.M.(1938), **Monographie des Betsileo**, Institut d'Ethnologie, Paris, , p.112.

Après lui, il y a Pasteur Razanaka qui est un de ceux qui ont rassemblé le plus de documents sur le Betsileo, malgré qu'il soit resté un inconnu pour un grand nombre de gens, même ceux de la région jusqu'à aujourd'hui ³².

On peut citer ensuite Joseph Ramitsiry , qui a laissé une manuscrit sur l'histoire du Lalangina et Rainijoelina qui a écrit de nombreux textes sur l'Isandra mais qu'on n'a pu retrouver que tout récemment ³³. Joseph Ramitsiry est un catholique descendant des anciens rois du Lalangina et Rainijoelina un évangéliste de la LMS descendant de la noblesse de l'Isandra.

Parmi ceux qu'ont publié , que ce soit des articles dans des journaux et revues de l'époque ou des livres édités soit par leur soin soit auprès des éditeurs professionnels, il y a Stefanoela Ramaka , Randzavola, Rainihifina , Ratongavao et Rainivozanany.

Stefanoela Ramaka est un Pasteur Luthérien autodidacte et polyglotte qui a beaucoup publié dans la Revue **Ny Mpamangy**. Il a parlé et écrit le malgache, le français, l'anglais, le norvégien et même, dit-on, le grec ³⁴.

Randzavola est un pasteur merina né à Fianarantsoa en 1873. Il a écrit un **Tantaran'Isandra** dans le **Vaovao Frantsay – Malagasy**, alors que le pasteur Rainihifina a publié trois ouvrages sur l'histoire, les coutumes et le langage du Betsileo ³⁵.

Les deux derniers sont : Ranaivozanany, pasteur Luthérien qui a édité deux petits livres intitulés **Ny Elan'ny Nosy** et Ratongavao, journaliste à l'hebdomadaire catholique Fanilo. Ranaivozanany est né le 20 décembre 1906 à Fanjakana Isandra et mort le 12 avril 1993 à Fianarantsoa. Ratongavao quand à lui a vu le jour en 1908 à Fianarantsoa et meurt le 24 mars 1983 à Talata – Ampano. Il a publié une histoire du **Vohibato Zanak'Antara**. Pour terminer on doit ajouter à ces noms ceux d'autres collaborateurs comme Ralay Evangéliste à Ambohimahaso , Radaniel du Manandrina , Randriamampihantona d'Ambatofinandrahana , Rainikonirina Pasteur à Fihasinana , Rakotomanga d'Ambatolahindrarasy ; Rajoanasy Etienne d'Ikalamavony , Razafindarlambo Joseph d'Ambohimandroso Ambalavao , Rajosefa et Samoela Ralaizanaka d'Ambositra et d'autres encore .

32 – cf. **Journal officiel de Madagascar et Dépendances** du 21 Octobre 1897, p.1061.

33 – Notamment un manuscrit, intitulé **Tantaran'Isandra** et plusieurs écrits sur les coutumes de la région

34 – Voir **Ny Mpamangy** de mars 1958.

35 – Il s'agit des trois tomes du **Lovantsaina** Betsileo : **Tantara**, **Fomba** et **Fitenenana Betsileo** publiés par les Editions d'Ambozontany

b – Les étrangers

Parmi les étrangers , au delà des missionnaires anglais comme les Révérends Richardson , Georges Andrew Shaw , James Sibree et David Hockett qui sans véritablement plonger dans les recherches , ont écrit quelques observations sur les arts funéraires et quelques autres coutumes betsileo , dans le Revue **Antananarivo Annual** ou le **Teny soa** , nous citerons ici le Vice – Résident Besson , l’instituteur de l’Enseignement Public André Jean Dandouau , plus les Pères Henri Marie Dubois et Vincent Trachez.

Le médecin Louis Besson est un français affecté comme Vice – Résident à Fianarantsoa en 1888 pour s’occuper des ressortissants français. Il a utilisé son séjour pour étudier la région en se liant avec un certain nombre de la population. Membre de l’Académie Malgache dès sa création en 1902, il a publié plusieurs études ethnologiques sur les populations du Sud de la Grande Ile dans plusieurs journaux et revues scientifiques comme le **Bulletin de la Société Géographique, Notes Reconnaissances et Explorations. La Revue de Madagascar, le Journal Officiel de Madagascar et Dépendances**, etc. Un village dans le Sud d’Ambalavao porte son nom jusqu’à aujourd’hui ³⁶.

André Jean Dandouau est arrivé à Madagascar au début de 1990. Il s’est adonné à des recherches linguistiques et ethnologiques. Sur la région, il a laissé un manuscrit intitulé Histoire des rois Betsileo.

Henri Marie Dubois est , avec le Pasteur Rainihifina , celui qui a le plus écrit sur le Betsileo avec les ouvrages Chez les Betsileo publié en 1908 , Essai de Dictionnaire Betsileo en 1911 , et la monumentale Monographie du Betsileo éditée à Paris en 1938 . Son collègue, le Père Vincent Trachez est moins connu bien qu’arrivé en 1912 à Madagascar, il est resté dans le Betsileo jusqu’à sa mort en Septembre 1959. Il a laissé un manuscrit intitulé Chroniques du Manandriana et publié un ouvrage intitulé Les superstitions paysannes en pays Betsileo.

c – Le travail en commun entre chercheurs

Ce qui est remarquable, si l’on étudie les façons de travailler de tous ces chercheurs : c’est leur collaboration en se communiquant des informations et des manuscrits. On peut le voir non seulement en parcourant leur biographie, mais également en lisant certaines lettres que l’on a pu retrouver.

36 – Voir notamment Delval R. , « Le Résident Besson , Médecin , Administrateur et humaniste » , in **Omaly sy Anio** n° 23-24, Antananarivo , 1986 , pp 265 – 281 et Jacob G. , « Besson et la politique français à Madagascar (1888-1894) », **Omaly sy Anio** n°23-24, pp 283-296.

Il faut savoir par exemple que Joseph Ralambo a passé son manuscrit sur l'histoire de l'Isandra à Rainijoelina, Randzavola et en a donné libre disposition au Père Dubois ³⁷. Joseph Ramitsiry, lui aussi a déclaré, dans sa Préface au Révérend Père Dubois, avoir l'honneur de lui dédier son **Tantaran'ny Andriana Betsileo** qu'il cède tout entier non seulement pour les biens de l'Eglise mais également pour l'éducation de la jeunesse ³⁸. Son manuscrit fait partie des documents traduits par A Dandouau dans son Histoire des rois Betsileo.

Selon quelques lettres que nous avons pu retrouver Rainijoelina a eu des correspondances continues avec Rainihifina et a donné des écrits à Randzavola et à Dandouau ³⁹. Le pasteur Razanaka a lui aussi donné ses manuscrits à Randzavola qui en a eu libre disposition ⁴⁰.

Nous avons pu également trouver quelques correspondances entre Ranaivozanany et le Pasteur Rainihifina où l'on peut retrouver la volonté de travailler ensemble pour la connaissance de la région du Betsileo. Signalons pour terminer que Ratongavao a travaillé aussi en groupe avec les Rajoharison Maurice et Rabenala François Xavier avec qui il a formé la Revue **Vako-drazana**.

d – La participation sans rémunération des autres collaborateurs

Presque tous ces auteurs ont cité les noms de ceux qui leur ont fourni soit oralement soit par écrit des informations. Au début de son Histoire des rois Betsileo, Dandouau parle bien sûr de Randzavola, Ralambo, Rainijoelina et Joseph Ramitsiry mais également de Ralay Evangeliste à Ambohimahasoa, Radaniel fils d'Ambohimahazo, Randriamampihantona Pasteur d'Ambatofinandrahana, Rajohanesa de Vohitsisaky, Rainikotonirina Pasteur à Fihasinana, Rafaely – Ratsimbazafy d'Ambohimahasoa et de Randriatasy Pasteur à Betafo. Dubois parle aussi de la plupart de ces gens déjà cités par A. Dandouau. Ce qui veut dire qu'il y a eu là le travail de tout un groupe.

37 – Joseph Ralambo a été nommé Sous-Gouverneur de Fanjakana en 1897. Voir **Journal Officiel de Madagascar et Dépendances du 21 Octobre 1897**, n° 160, p.1061

38 – Cf : *orientations bibliographiques*.

39 – Voir : *orientations bibliographiques*.

40 – **Teny Soa**, 1914.

Dans ses manuscrits, Rainihifina énumère le nom de pas moins de quarante personnes qui l'ont aidé dans ses travaux de collectes des traditions orales du Betsileo. Nous avons lu entre autres des lettres comme celles de Ralison de Befeta datée du 17 mai 1946 ou les cahiers de Rajaona d'Andrainarivo.

Dans une de ses lettres datant des années quarante, Ranaivozanany parle même de l'existence d'un serment quand il utilise le terme **nifamoha fo** pour l'effort en commun en vue de rassembler des données sur l'histoire du Betsileo.

Il cite notamment les pasteurs Rainihifina, Rakotomanga d'Ambatolahindrasy, Raoanasy d'Andoharanomaintso, les instituteurs et notables Jean Walter et Ramasy Pierre d'Alakamisy – Itenina, Razanajatovo d'Ambohimandroso Isandra, Rajoanary Etienne d'Ikalamavony, Razafindralambo Joseph d'Ambohimandroso, Samoela Ralaizanaka d'Ambositra et les Pasteurs luthériens Stefanoela Ramaka et Rasimona d'Ivory Fianarantsoa. Il y a eu là une sorte de dina dont l'importance ne peut se comprendre que dans la situation de la société Betsileo de l'époque elle – même.

La situation du Betsileo aux XIX et XX siècles : permanences et ruptures

Il faut dire en effet que cette volonté de mettre en commun par écrit des connaissances sur la religion est le reflet même de deux réalités existantes dans la société Betsileo. D'un côté la persistance de l'ordre ancien et de l'autre l'évolution vers le progrès.

a – La persistance de l'ordre ancien

Que ce soit au XIX^e ou au début du XX^e siècle, en effet, on peut dire qu'il y a persistance des communautés villageoises avec tout ce que cela comporte d'organisation et l'idéologie dans la société Betsileo ⁴¹. La royauté merina et le pouvoir colonial n'ont pas fait grand-chose pour changer cela. La propriété du sol reste communautaire au niveau des lignages ou des grandes familles et les travaux se font à travers diverses formes d'entraide. Il n'a pas existé de division du travail que selon les sexes et les âges seulement. La place des aînés et des notables reste essentielle alors qu'au niveau de l'idéologie les traditions gardent une place importante et il est considéré comme nécessaire de les conserver. Et c'est tout ce qu'on peut retrouver dans les efforts de nos chercheurs. Le travail en commun est encore mis en avant en même temps que les dina et cela a été utilisé pour collecter l'histoire et les traditions en vue de les préserver. Et ce sont tous les notables qui se sont lancés dans la tâche._

41 – Ils ont écrit également des opuscules sur l'histoire et les coutumes betsileo.

Même si leur but était peut-être tout autre, les chercheurs étrangers se sont adaptés dans cette façon de travailler et en ont donc bénéficié. Dans l'introduction à sa monumentale **Monographie des Betsileo**, le Père Dubois a parlé en long en large de ces travaux de collaboration ⁴² et l'on peut dire que tous ces chercheurs ont insisté sur cette importance du travail collectif pour la société Betsileo de l'époque.

b – Les nouveautés : l'école et l'écriture

En ce qui concerne les nouveautés, il y a eu notamment l'apparition de l'école et l'introduction de l'écriture, domaines sur lesquels les missionnaires et le pouvoir colonial ont fait plus ou moins d'efforts.

Il faut savoir pour le Betsileo que l'écriture est connue dans la région en 1830 avec l'établissement des gouverneurs merina à Fianarantsoa, alors que la scolarisation ne commencera qu'en 1862 avec la montée au trône de Radama II qui a demandé au gouverneur d'alors de recruter parmi les enfants des chefs locaux 450 enfants pour être formés comme écrivains ou mpanoratra. Ce qui sera renforcé avec l'arrivée des missionnaires à partir de 1871, l'année de réception par ces derniers de l'autorisation par la reine Ranaivalona II de pouvoir construire aussi bien de églises que des écoles dans le Betsileo. Le pouvoir colonial instituera l'enseignement public dans la région en 1897.

On peut citer Joseph Ralambo pour comprendre cette importance de l'écriture chez les premiers chercheurs, « *c'est en 1860 que j'ai commencé à interroger mon père, personnage important dans le pays, sur l'histoire de l'Isandra (a-t-il dit), et pour conserver tous ces récits, je voulais apprendre à écrire. Je cherchai un maître et je le trouvai en 1869.*

Vers la fin de l'année je fus en état de transcrire ce que j'avais entendu. J'interrogeai, de plus, tous les hommes célèbres qui pouvaient me renseigner sur notre histoire » ⁴³. Et l'on peut dire sans risque d'erreur que c'est cette volonté de mettre par écrit l'histoire, les traditions et les coutumes qui a guidé tous ces premiers chercheurs. Presque dans toutes les œuvres il y a en premier l'histoire, suivie des études des coutumes existantes.

42 – cf. Dubois, *Monographie ...*, op. cit

43 – Ibid p.

c – Les universitaires et les réalités actuelles

Comme nous le savons, l'université a ouvert ses portes en 1960 à Madagascar avec les diverses disciplines en lettre et sciences humaines. Et comme pour les autres régions, le Betsileo fera aussi l'objet d'étude de la part des universitaires. Ce qu'on peut dire que la plupart des chercheurs vont continuer dans les lignes tracées par les prédécesseurs, c'est à dire l'étude des coutumes, de l'histoire et de la littérature orale de la région.

Sur le plan ethnographique, l'on peut citer le thèse de NJ Gueunier sur les mouvements funéraires et commémoratifs du bois sculptés betsileo publié en 1971. Quant aux études anthropologiques et historiques, on citera les thèses de l'Américain Kottach ¹ Louis Paul Randriamarolaza, Narivelo Rajaonarimanana essayant d'apporter des explications sur l'apparition des chefferies dans la région, et celle de Coulaud parlant des Zafimaniry dans le Nord – est du Betsileo au bord de la forêt. Quant aux gens de l'ORSTOM, on ne peut parler que d'une étude économique, celle de Michel Portais sue le bassin d'Ambalavao.

Sur le plan littéraire , le plus connu est l'ancien Président de l'Assemblée Nationale , Le professeur L.X Michel Andrianarahinjaka qui a fait une thèse d'Etat soutenue en 1981 sur le système littéraire betsileo . Il a analysé le genre isa ou chanson populaire betsileo. On peut citer également dans ce domaine le professeur Gueunier qui a écrit sur le rija , le genre le plus connu de la dite chanson populaire et le père François Noiret ayant traité les zafindraony , c'est à dire des chansons religieuses chantées de façon traditionnelle . Genre nouveau appuyé par les missionnaires pou enseigner la bible

Toutes ces études quel que soit leur thème, traitent surtout des caractéristiques de la région en situation plus ou moins normale. Ce qui ne peut plus être continué sans parler d'autres aspects peu reluisants qui vont prédominer à partir de 1980, année où l'on va de plus en plus parler de crise à Madagascar. Une grande partie de mes recherches s'est basée sur ces derniers points.

Chap II- Recherches personnelles sur les communautés villageoises

Ayant choisi d'orienter les recherches sur le monde rurale Malgaches depuis le début de mes études en sociologie, j'ai été comme les autres cités plus haut obligés d'analyser la situation actuelle des communautés paysannes .La question essentielle étant pour moi, dès le début, de savoir si c'est le changement ou la continuité qui domine. Sommes-nous toujours en face de la société traditionnelle ou bien le contraire ?

Comme déjà signalé auparavant, j'ai surtout travaillé dans le Sud Betsileo dans la mesure où, originaire de la région, le problème de l'intégration est déjà plus ou moins réglée, la méthode d'approche essentielle étant la monographie.

J'ai essentiellement étudié l'évolution de la communauté villageoise de Vohitraivo, qui se trouve dans la nouvelle commune actuelle de Vohibato Ouest, et dans le district de Fianarantsoa II, Région de la Haute Matsiatra province de Fianarantsoa.

Mais j'ai déjà fait des recherches sur terrain également dans le village de Tsiaronantso dans la Commune de Vohitrafeno et, tout dernièrement, à Iboaka dans la commune d'Alakamisy Ambohimaha, au nord de Fianarantsoa pour le compte d'une étude commandée par le Ministre de l'Enseignement supérieur en 2003 en compagnie de deux autres collègues. Ces études constituent le soubassement de tous mes travaux universitaires : du mémoire du maîtrise jusqu'à la thèse. Et c'est d'ailleurs, les recherches sur les communautés villageoises qui m'ont obligé à aborder leurs crises avec notamment le vol de zébus, les feux de brousses et autres. En 2001, j'ai accompagné le professeur Pavageau qui est retourné faire des enquêtes dans le village d'Ambohitravoko à Manjakandriana dans la province d'Antananarivo, et ma conclusion est que la situation est plus ou moins la même sur les Hauts-Plateaux : les structures sociales anciennes et les traditions persistent en milieu rural malgré l'individualisation de la propriété et l'introduction de plusieurs nouveautés comme l'enseignement, la religion chrétienne et autres. Ce sont seulement les termes pour les désigner qui sont différents d'une région à une autre.

A- Les structures sociales anciennes et les traditions qui persistent

Pour le Betsileo, les structures sociales les plus importantes qui doivent être connues sont le lignage ou le **foko** et la communauté villageoise ou le **fokonolona**, en plus des organisations nées de la division du travail.

Le foko

Le foko ou le lignage a précédé l'apparition des communautés villageoises. Il s'agit de groupes de parents descendant d'un ancêtre commun ou se considérant comme tel. On les appelle également le **karazana** ou le **tarik**.

Les lignages ou les **tarik** sont issus chacun de clan originel appelé **foko niandohana** ou **foko niaviana**. Il y a eu des scissions que le territoire n'a plus suffi ou lorsqu'il a eu des différents et conflits. Les divers lignages ont toutefois gardé le nom de leur clan d'origine avec leurs interdits et coutumes. On se souvient vaguement à travers les traditions au niveau des lignages des régions et territoires d'origine.

On peut donc dire que les groupes ou lignages portant le même nom clanique sur des fragments ou de segments d'un clan originel commun. Quand le processus de séparation s'est produit dans un passé récent, des contacts sont encore gardés et la même origine affirmée. En revanche quand la fragmentation s'est effectuée à une époque très reculée, les divers lignages et segments de lignage savent seulement qu'il y a eu sûrement une origine commune même si celle-ci ne peut plus être reconstituée.

Le **tarik**, que nous avons traduit par lignage dans le mesure où l'on peut retracer les liens des parenté réels ou supposés entre ses membres, regroupe les descendants où le **taranaka** d'un aîné tutélaire. Ce dernier devient alors avec le temps, l'ancêtre de référence du groupe. C'est lui ou elle, en effet, qui a eu l'initiative de la dissociation d'origine et de la fixation dans un nouveau territoire.

On doit savoir qu'on utilise aussi le mot **reniny** ou mère pour parler du lignage ou du segment du lignage. Ce qui permet de penser à la place importance tenue par les femmes dans la formation du clan et du lignage à Madagascar, ou tout au moins sur les Hautes-Terres. Et c'est pour cette raison qu'on emploie probablement le mot **firenena** pour désigner le pays ici.

L'existence de la notion de **zaza miverina** où de l'accord établi entre deux groupes contractant un mariage qu'au moins un des enfants de la femme doit revenir résider avec le groupe de sa mère peut être interprétée comme une résurgence d'une matrilinearité ancienne avant le passage à la patrilinearité dans la Grande Ile. Cette pratique existe encore jusqu'à maintenant dans certaines familles.

En ce qui concerne les alliances matrimoniales, ce qui apparaît c'est qu'à l'origine, l'endogamie clanique qui est pratiquée encore dans certaines régions a prédominé, puis plus tard l'endogamie villageoise et enfin l'endogamie dite ethnique qui persiste plus ou moins encore jusqu'à aujourd'hui.

L'endogamie clanique va de pair en réalité avec l'exogamie, ou ce que l'on considère comme telle, entre divers segments ou même entre familles. On connaît jusqu'à aujourd'hui encore la pratique du mariage entre cousins croisés ou **mpianadahy manana ila**. Ce qui est prohibé, c'est le mariage entre frères et sœurs d'une même femme ou de deux sœurs.

Avec la constitution des communautés villageoises, c'est à dire la rencontre et la résidence commune entre plusieurs lignages ou segments de lignages et plus tard avec l'apparition des royaumes cependant, la mise en mariage de descendants de divers groupes lignagers mais du même village et territoire ou du même royaume, va se pratiquer parallèlement avec la prédominance de la virilocalité et la patrilinearité pour renforcer la cohésion et la défense de la nouvelle communauté face à des ennemis extérieurs. Chaque lignage ou chaque groupe prend chez l'autre. Ce que l'on appelle dans certaines régions le **kipahy mifanaty rano**, c'est-à-dire que la rizière d'en bas récupère l'eau de celle d'en haut. L'on doit noter cependant qu'avec la constitution des royaumes, il y aura aussi une sorte d'endogamie de rangs.

Mais au delà de ces rapports matrimoniaux, il y a également d'autres possibilités d'alliance. Il y a tout d'abord la fraternité par le sang que l'on connaît presque partout à Madagascar ; pratique où l'on peut être frères de sang, père et fils et même mari et femme. Ces parentés de sang sont très fortes et ne sont presque jamais dissoutes de par un pacte conclu entre les contractants avec menaces de malheurs appelés **ozona** pour celui qui tenterait de se disculper. Il y a ensuite l'adoption ou le **fananganana**.

Et l'on ajoutera que quand le lignage ou le **tarika** s'agrandit, ou encore quand le tombeau est à l'étroit, il y a subdivision en lignées. Celles-ci se font appeler également **tarika** ou **reniny** encore. La référence sera alors l'ancêtre le plus ancien des corps qui sont inhumés dans le nouveau tombeau.

Les relations entre les membres d'un même groupe s'articule autour de la notion du **fihavanana** ou relations de parenté existant au sein des lignages ou des segments de lignage. Le manquement aux règles du **fihavanana** peut entraîner des sanctions morales appelées **tsiny** et provoque des tensions pouvant déboucher sur des sanctions réelles comme le rejet de la communauté ou sur diverses formes de violences comme par exemple la sorcellerie, le vol et autres.

Il faut toujours se conformer aux traditions à travers les anciens. Les éléments essentiels de celles-ci sont les coutumes appelées **fomban-drazana** et les **fady** : c'est à dire les interdits de toutes sortes. Les **fomban-drazana** ou tout simplement **les fomba** sont les manières avec lesquelles les ancêtres ont faits telles ou telles choses. Les **fady** sont les interdits qui ont pour fonction de maintenir ces **fomba**. Ces **fady** sont liés à la sécurité réelles ou supposée du groupe sur tous les plans et à la préservation des rangs sociaux.

Sur le plan économique, l'élevage et le travail de la terre prédominent. Et même si la distribution de lopins de terre ou même l'appropriation se fait déjà par foyer et famille nucléaire, une grande partie du travail s'effectue à travers l'entraide au niveau de la grande famille et du lignage jusqu'à aujourd'hui encore. Ce qui explique la persistance des structures mais également de l'idéologie communautaire en milieu rural. L'autoconsommation prédomine. On travaille pour ses propres besoins. La commercialisation de produits agricoles demeure faible.

Le respect des aînés reste prépondérant même actuellement. Ceux-ci sont en effet, considérés comme des représentants de Dieu, **Andriamanitra hita maso**. Ils ont le pouvoir de bénédiction ou de donner le **tso-drano** considéré comme nécessaire à tout être vivant pour un bon cours de la vie. De même qu'ils peuvent jeter le mauvais sort appelé **ozona** qui entraînera la malédiction.

Ce que nous pouvons dire, au cours de nos recherches, c'est que tout ce que nous venons de décrire peuvent encore être vu en milieu rural dans le Betsileo et à Madagascar, plus les organisations en communautés villageoises dont nous parlerons ci-après :

Les communautés villageoises

Le deuxième type d'organisation qui va apparaître avec l'évolution de l'histoire à dans le Betsileo c'est la communauté villageoise. Son apparition coïnciderait avec l'éclatement de l'insécurité et des guerres claniques, la construction de sites fortifiés sur les sommets des collines est devenue nécessaire. Fait qui a obligé les lignages à cohabiter et à renforcer leur cohésion. Le principe d'organisation essentiellement local et résidentiel se développe. Et c'est ainsi que se sont constituées les communautés dites villageoises. Aujourd'hui la plupart des anciens sites ont été délaissés, mais l'esprit de solidarité entre les membres restent.

Les rapports nés de ces associations se basent sur le bon voisinage ou le **fiaraha-monina** ou le **fonenana**. Ceux-ci s'expriment par des relations de réciprocité entre les lignages ou segments de lignage. Il faut savoir que le mot **monina** veut dire résider. Il s'agit donc de devoirs et obligations nés de cohabitations mais aussi des autres types d'alliances entre ces groupes. A cet effet, accomplir ses devoirs et obligation veut dire participer aux prestations et contre prestation entre les différents membres pour garder des bons rapports d'amitié appelés également **fihavanana**.

Il faut noter qu'à chaque communauté villageoise est lié un territoire avec des limites plus ou moins précises. Même, aujourd'hui les vieux connaissent encore celle-ci. C'est d'ailleurs la délimitation actuelle pour la plupart des **fokontany**. Ce qui fait qu'en plus des noms de lignages, les membres d'un village sont désignés aussi par le nom de leur village par les autres. C'est pour cela que malgré leur différence d'origine, les habitants d'une communauté villageoise ont un esprit de corps caractéristique de ce que les anthropologues appellent un « *in group* ». Cette organisation basée sur la communauté villageoise sera utilisée, sous le nom de **fokonolona**, par les pouvoirs qui vont se succéder à Madagascar : des royaumes jusqu'à aujourd'hui.

Des mouvements d'unification vont apparaître en effet sur les Hauts-Plateaux et même dans toute la Grande Ile à partir des 16 et 17^{ème} siècles. Un village dirigé par un chef plus intelligent et plus entreprenant soumet d'autres pour constituer des chefferies appelées royaumes. Epoque d'insécurité avec des conflits entre villages et même entre petits royaumes. L'autonomie des villages s'est maintenue cependant sur tous les plans puisque même sur le plan politique les notables des villages sont devenus les conseillers du roi. Les décisions se prennent à travers une sorte consensus appelé **teny ierana**.

A partir de la fin du 18^{ème} siècle, une véritable organisation étatique se développe en Imerina et va s'étendre peu à peu dans plusieurs régions de l'Ile. L'agriculture va également prendre le pas totalement sur l'élevage sur les Hautes-Terres, raison de la nécessité de la nouvelle institution pour organiser la paix nécessaire au travail de la terre. Et c'est désormais l'état de cette relation entre l'Etat et les communautés villageoises qui détermine en fait l'évolution historique du pays et l'apparition ou non de tels ou tels phénomènes sociaux importants jusqu'à aujourd'hui.

Au 19^{ème} siècle la relation entre les deux entités, s'est fondée essentiellement sur les paiements de divers impôts et taxes plus l'exécution de plusieurs types de corvées royales⁴⁴. Mais à la base, les communautés villageoises gardent leur autonomie en organisant elles-mêmes leur quotidien et ne préservant leurs traditions et coutumes. Même l'expansion du christianisme dans la deuxième moitié du XIXe siècle n'y chargera jusqu'à actuellement pas grand-chose.

Le pouvoir colonial qui dirigera Madagascar de 1895 à 1960 garde les structures des communautés villageoises **fokonolona**. D'une part, les membres de ces communautés rurales seront appelés encore officiellement le **fokonolona** et ils sont collectivement responsables de l'impôt et des diverses prestations de travail. Le **fokontany** est le nom donné à l'unité administrative correspondant à cette assemblée d'habitants dénommée **fokonolona**. Mais on doit savoir cependant que l'administration coloniale a obligé les paysans à délaisser les villages fortifiés pour vivre plus bas.

A la tête des **fokontany** sont nommés des notables issus généralement des anciens lignages importants désignés sous divers noms. Les Chefs du quartier sont rémunérés par des remises sur les impôts dans leur circonscription. Un Chef de village est élu au niveau des hameaux. Dans la pratique ce sont les **raiamandreny** c'est-à-dire les plus vieux, qui les proposent. Au dessus du **fokontany** ou quartier se trouve le canton et à la tête duquel est placé un fonctionnaire responsable vis-à-vis de l'Etat de la collecte des impôts et des prestations de travail colonial. C'est à la veille de l'indépendance seulement, au milieu des années 50, que de nouvelles expériences appelées communes rurales avec des élus seront expérimentées..

44-C'est le fait d'avoir voulu bouleverser ces ordres des choses qui expliquent les emprisonnements politiques du 19^e siècle. Voir Rasamoelina H., « Les prisonniers politiques dans le Betsileo au XIX^e siècle », **Bulletin de L'Académie Nationale des Arts, des Lettres et des Sciences**, 83/2 2004 (2005).

Une fois encore, l'organisation interne des communautés villageoises a été laissée à l'initiative de leurs propres membres. Le rôle des fonctionnaires consiste à prévoir toutes les éventualités qui peuvent se produire. Ils sont aidés en cela par les chefs de quartier et les notables. Il s'agit donc pour la population rurale de vivre pleinement les anciennes organisations sociales basées sur le lignage ou la grande famille

Et comme on sait, les notions de **fokontany** et de **fokonolona** ont été réutilisées encore depuis 1973 jusqu'à aujourd'hui. Ce qui fait que malgré les éventuelles nouveautés, celles-ci restent encore vivaces surtout en milieu rural dans la vie de tous les jours. Les membres de la communauté villageoise se réunissent pour faire telle ou telle chose ou pour discuter des affaires publiques comme par exemple construire une école, mettre en place des **dina**, sortes de contrat entre villageois, etc. Même les communautés villageoises récentes formées par différentes familles venues de diverses régions de la Grande Ile continuent à s'organiser ainsi. Nous l'avons vu à Iboaka. C'est la relation des communautés villageoises avec l'extérieur et notamment avec l'Etat qui constitue donc, selon nous, l'élément essentiel qu'il faut apprécier dès que l'on veut entreprendre quelque chose en milieu rural.

La division naturelle du travail et les classe d'âges

La division du travail selon l'âge et selon le sexe est une des organisations qui persiste aussi dans la vie quotidienne des villageois en milieu rural : que ce soit dans le Betsileo qu'au niveau du pays tout entier.

La division du travail selon l'âge distingue les travailleurs selon leur force physique. Les plus vieux, les **haterana** ne travaillent pas directement. Ils assistent ou patronnent. En terme local, on dit **manatrika** ou **miakanja**. C'est leur part d'obligation. Viennent après eux, les **zaza beventy**, c'est dire les hommes assez âgés de la génération inférieure qui peuvent encore travailler. Ils sont cantonnés dans les tâches qui ne demandent plus trop d'effort physique mais qui nécessitent de l'expérience.

Après ces derniers viennent les **mahery**, c'est-à-dire ceux qui ont la force et qui s'occupent véritablement des travaux, et enfin les enfants ou les **kirody**, **kilonga** qu'on habitue encore dans les différents travaux pour pouvoir remplacer leurs aînés et leurs parents plus tard. Le rite de passage permettant de classer les enfants vers celles des **mahery** jusqu'à maintenant est constitué par le fait si oui ou non le jeune garçon ou la jeune fille commence à flirter. Age qui a tendance à baisser au fil des ans vu la précocité des jeunes actuels.

Les auteurs marxistes ont mis la division du travail selon l'âge au compte du mode de production lignager ou tribal villageois. Pour Claude Meillassoux, par exemple, « *la composition changeante de l'équipe de producteurs se reflète dans la hiérarchie **qui prévaut** dans les communautés agricoles et qui s'établit entre « ceux qui viennent devant » et « ceux qui viennent après ».* Elle repose sur une notion d'antériorité. Les premiers sont ceux qui l'on doit la substance et les semences : ce sont les aînés »⁴⁵. On peut cependant penser qu'il serait plus correct d'expliquer la notion d'ancienneté non pas du seul point de vue de la communauté domestique ou lignagère mais bien avant celles-ci. En effet dans la horde, les vieillards physiquement incapables de se mouvoir sans cesse seraient en partie libérés de la collecte immédiate de la nourriture pour s'occuper d'autres choses ont affirmé plusieurs chercheurs.

C'est peut-être la division sexuelle du travail, avec une relative prépondérance de l'homme sur la femme qui pourrait être mis sur le compte de la communauté villageoise ou du mode de production lignager pour les marxistes. Les parts qui nécessitent l'utilisation des zébus et de l'**angady** ou de la bêche dans l'agriculture et le gardiennage de ces bovidés et du village sont surtout réservés aux hommes jusqu'à aujourd'hui, du moins dans le Sud – Betsileo. Par contre les activités domestiques et celles qui ne nécessitent la manipulation d'aucun instrument particulier sont laissées à la femme.

Le défrichage des terrains, la labourage, le piétinage et le fauchage du riz sont les travaux des hommes, tandis que le tissage, la poterie, la cuisson, le repiquage et le transport des récoltes, celles de la femme. Les enfants sont souvent associés aux femmes. Tout ceci reste encore prédominant en milieu rural jusqu'à aujourd'hui et semble même se renforcer pendant les moments de crises.

La répartition des produits de l'agriculture et de l'élevage est en fonction de la forme du travail ; notamment la coopération nécessaire à leur production et des besoins de chaque unité de consommation. On peut distinguer alors la répartition s'effectuant entre lignages ou sous – lignages et celle à l'intérieur même de ceux – ci. Tous ceux qui ont participé aux travaux sont conviés lors des récoltes et reçoivent une sorte de rétribution du travail effectué appelée **tamby**. Ceci renforce la cohésion de la communauté jusqu'à maintenant.

45-Cf. Meillassoux C., **Femmes greniers et capitaux**, Maspero Paris, 1975, p.7.

Une note particulière doit cependant être faite en ce qui concerne la consommation collective de la viande de bœuf dans la mesure où celle – ci est accompagné de rite spécial. On ne tue pas un bœuf en effet dans le betsileo et dans plusieurs autres régions n’importe quand .On ne le fait qu’en des moments particuliers de la vie collective comme les fêtes traditionnelles ou lors des décès. Le partage de la viande ou le **rasa hena** au moment des cérémonies s’effectue avec des règles de découpage particulier dont la non observation peut entraîner des tollés pour ne pas dire des conflits.

Sommairement le mode de découpage s’effectue de la façon suivante : le lignage ou le village, selon le cas, s’organise en trois factions⁴⁶ à cette fin. Par exemple si le village est formé de deux lignages, un de ceux –ci se scindera en deux pour former la triade de factions du **rasa hena** .

Par contre s’il y a quatre lignages, un des lignages va s’abstenir. Chacune des trois factions désigne alors un de ses membres pour le découpage. Deux individus tiennent chacun un couteau tandis que le troisième découpe à la hache. La règle générale est que chaque catégorie d’individus selon l’âge et le sexe a une part spéciale.

Les vieux et les plus âgés du village reçoivent des morceaux de la foie ou **l’atikenà**, de l’arrière - train ou le **vodihena** et des trains de côte ou le **fatsikena** . On offre aux autorités et élus des morceaux des trains de côte également. Le collier ou le **vozokena** est donné à ceux qui ont maintenu le bœuf à tuer c’est à dire aux **mahery** hommes , trois plats de côte sont donnés à ceux qui ont découpé ou les **mpandrasa hena** . Le bas ventre avec clairement le sexe de l’animal ou **tohakena** aux femmes **mahery**.

Des morceaux des trains de côte, le globe et les cuisses arrières sont donnés à tous les villageois et les invités présents et la gîte de devant appelé **voraiko – kena** est offert à tous ceux qui ont pris la parole. La tête, la bosse et tous les restes sont gardées par la famille propriétaire du bœuf alors que les pattes sont partagées avec les voisins . Autrefois, le pis de bœuf ou **l’anakamboakena** est donné aux esclaves ou aux **andevo**. Ce qui a disparu petit à petit à partir de l’abolition de l’esclavage sous la colonisation.

46- La division en faction semble selon l’anthropologue Anglais, Murdock être un trait répandu de l’organisation communautaire. Voir Murdock (1972), **De la structure sociale** , Payot, Paris.

Le culte des ancêtres et le respect des aînés

Quoi qu'on dise , on peut affirmer que le culte des ancêtres et le respects des aînés persistent encore en milieu rural , bien qu'on puisse assister à des troubles et des bouleversements aux moments des crises sociales .

Le culte des ancêtres est surtout marqué par des cérémonies traditionnelles qui s'accompagnent de l'utilisation de l'alcool traditionnel appelé **toaka gasy** et de l'immolation de bœuf pour servir de remerciement aux ancêtres. Le manquement à ces remerciements, avons – nous déjà dit plus haut, peut exposer le groupe aux semonces et reproches appelées **tsiny** des ancêtres et de la communauté. C'est presque un devoir donc de faire ces fêtes traditionnelles appelées **lanonana** dans la Haute Matsiatra et **famadihana** dans le nord – betsileo et au delà.

Mais en dehors de ces justifications du point de vue des ancêtres, les **lanonana** sont également des réjouissances collectives aux bonnes récoltes, à la naissance d'enfant, à la multiplication du bétail et autres. Ils ont pour fonction donc de maintenir la cohésion du village et du lignage. Les proches peuvent se rencontrer pour faire de plus amples connaissances en ces moments. Jusqu'à maintenant et sûrement pour plusieurs années encore, toutes ces pratiques vont persister et se renforcent même quelque fois surtout lorsque la société rurale se sent en danger .Même les crises qui ont frappé les communautés rurales en certaines périodes de l'histoire du pays n'ont pas fait disparaître ces croyances et pratiques.

B- Les facteurs de changement

Ils est en effet faux de penser que le monde rural est isolé du monde extérieur moderne qui tente également d'imposer ses fondements et principes. Et l'on peut dire qu' en définitive les principaux facteurs de changement viennent de là .

L'individualisation de la propriété foncière

Le premier facteur de changement qui sape réellement le fondement des communautés rurales à Madagascar et plus particulièrement dans le Betsileo est constitué par la procédure d'immatriculation imposé par l'administration coloniale depuis les années 1950 . C'est ainsi qu'apparaît la propriété privée des terres avec la multiplication des conflits fonciers à l'intérieur même des groupes sociaux existants.

Dans le Sud – Betsileo jusqu’à Ihosy par exemple, on signale en 1957 que sur 110 000 hectares utilisés effectivement par l’homme « *plus de 11 000 hectares, soit un dixième des terres , sont appropriés juridiquement , et dont 7500 hectares, titrés définitivement (...) C’est le District d’Ambohimahaso , qui est le plus avancé au point de vue domanial puisque sur 22 000 hectares utilisés 6 700 sont juridiquement appropriés* »⁴⁷ . L’on doit noter cependant que ces immatriculations ont surtout profité à ceux qui ont déjà connu l’enjeu de l’affaire, c’est – à – dire les fonctionnaires et les commerçants. Une nouvelle forme de différenciation sociale entre individus apparaît

Selon une étude effectuée au cours des années 60, dans la région de Fianarantsoa, la taille des exploitations familiales s’est répartie alors comme suit. Ceux qui ont moins de 50 ares de rizières et qui sont donc des paysans pauvres constituaient 29, 19 de la population ⁴⁸.

Ils sont formés par des descendants d’anciens esclaves mais aussi petit à petit par des membres même des lignages d’anciens hommes libres. Une autre enquête menée par l’URER de Fianarantsoa en 1971⁴⁹ a estimé que 45 % des exploitations ont alors moins de 50 ares de rizières. Quant aux autres membres de la population rurale dans le Betsileo , encore , en 1960 , ils sont 33 % à , avoir entre 50 et 90 ares , 19% entre 100 et 149 ares , et 19% également pour les plus de 150 ares .

Une étude que j’ai moi-même effectuée en 1980 auprès du **Fokontany** de Vohitraivo a montré que plus de 50 % de la population du village ont moins de 50 ares et cela avec apparition de paysans sans terre. Une autre descente a sur terrain faite en 1987 montrera que plus de 65 % de la population peuvent être considérés comme pauvres avec moins de 50 ares de rizières avec 12% des sans – terre et sans bœuf .

47 – Cf : **Monographie économique : Fianarantsoa , Ambohimahaso , Ambalavao , Ihosy** , 1957 , p 26 .

48 – Voir Enquête agricole , Document *INSRE* , Imprimerie Nationale Tananarive 1966 .

49 – Cf – Ratsimbazafy E. , « Terroirs des hauts plateaux et perspectives de restructuration » **Terre Malgache** n° 16 , p157.

La disparition du cheptel bovin

Le bœuf tient une place importante dans la vie des paysans de plusieurs régions de Madagascar. Il est en effet nécessaire par les travaux agricoles mais aussi et surtout pour les cérémonies traditionnelles. Le bœuf a donc un rôle essentiel pour le maintien de la société ancienne. Sa disparition ne peut qu'entraîner des bouleversements dans celle – ci .

En ce qui concerne l'histoire, en effet avons-nous dit , c'est la recherche de nouveaux pâturages quand le troupeau a été assez nombreux qui a entraîné les déplacements et l'arrivée des différents groupes dans le Betsileo comme ailleurs. Ce qui montre que c'est l'élevage qui a surtout eu la première place dans le passé.

C'est l'élevage extensif et naturel appelé **toatromby** qui a alors prédominé ; c'est – à – dire que les troupeaux ne sont pas parqués mais laissés en liberté dans les espaces vides appelés **tety** , leur nombre étant assez important pour chaque lignage .

Selon par exemple les différentes traditions ou les **tantaran-drazana** des Soazany un des lignages de la communauté de Vohitraivo , Andriamanendrika fondateur du lignage a possédé vers les années 1810 : 200 têtes de bœufs castrés appelés **vositra** . Les taureaux, les vaches et les veaux ne sont pas comptés. Et on peut citer encore pour montrer cette importance de l'effectif bovin l'existence, à Vohitraivo encore, d'un tombeau construit au début du 19^e siècle qui ne doit être ouvert qu'après l'immolation de 100 bœufs.

La baisse du troupeau a commencé surtout sous la colonisation avec les impôts de 0,40 francs par tête de bœuf et 0,2 francs par veau pour le Betsileo. Seuls les familles riches ont pu garder des cheptels importants pour elles.

Au début des années 50, les terrains de pâturage se sont rétrécis avec les différentes opérations de développement comme par exemple le reboisement industriel pour la région de la Haute Matsiatra. Ceci a pris presque les 2/3 des zones de pâturage bovin.

La réapparition du phénomène de vol de zébus à partir du début des années 80 a encore accéléré cette tendance à la baisse. Un certain nombre de familles a même décidé de diminuer carrément l'effectif du troupeau par peur des voleurs . Cette baisse de l'effectif du troupeau en plus de l'appauvrissement pur et simple de certaines familles a des conséquences nombreuses sur la vie des gens . Il n'y a plus en effet assez de troupeau pour le piétinage et pour avoir des engrais.

Lors des décès, certaines familles pauvres doivent s'endetter pour pouvoir tuer un bœuf nécessaire à l'ensevelissement de leur proche. Il y aura même des personnes qui sont enterrées sans que leur famille ait pu tuer un bœuf. Ce qui est véritablement une honte et un drame pour un paysan dans le Betsileo. Les discussions sur la question de savoir si l'on ne doit pas délaissier cette coutume ont commencé depuis plusieurs années sans trouver une réponse. Les gens semblent chercher des solutions de rechange avant de véritablement se décider.

L'enseignement

Comme on sait la scolarisation a commencé au 19^e siècle à Madagascar. Dans la première moitié pour l'Imerina et dans la deuxième pour le Betsileo avec l'arrivée des missionnaires venus également pour promouvoir également la religion chrétienne.

Les autorités d'alors ont obligé surtout à partir de Radama II , la population a envoyer des enfants à l'école régions par régions . Les gens ont envoyé à cause de l'obligation, des jeunes de 20 à 25 ans pour apprendre à lire et écrire. Ce que l'on doit noter alors, du moins en ce qui concerne le Betsileo, c'est la prépondérance des filles par rapport aux garçons . Ceci s'explique peut être par le fait que ces derniers sont retenus à la maison pour garder les bœufs et aider les parents dans le labour des champs.

Dans le sud Betsileo par exemple en 1880 les filles sont au nombre de 5728 contre 3408 garçons pour toutes la région. Et il faut savoir que les missionnaires ont donnés, en plus de l'écriture et la lecture des enseignements techniques et ménagers.

L'apport de la colonisation consiste au fait qu'en plus des écoles confessionnelles aux mains des missionnaires, les nouvelles autorités ont institué l'enseignement public pour former des cadres auxiliaires pour l'administration. Fonction qui, pour ceux qui sont choisis, est considérée comme une réussite sociale permettant d'être au dessus des communautés paysannes et même de faire pression sur elles au moment des acquittements des impôts ou dans l'immatriculation des terrains quand celle – ci a commencé ;

Tout ceci a fait que l'accession des enfants à l'enseignement est devenue depuis la colonisation une aspiration de la masse rurale en pays Betsileo et sur les Hauts – Plateaux en général. C'est à travers l'enseignement que les familles riches peuvent en effet permettre à leurs enfants de maintenir leur rang social, et pour les couches sociales moyennes et pauvres d'améliorer les leurs.

Les pouvoirs successifs ont alors essayé depuis d'y répondre en multipliant la construction d'écoles, de collèges, de lycées et même, depuis la Deuxième République, la mise en place d'une Université par province.

On doit dire cependant aujourd'hui encore que l'école n'a pas fait évolué réellement la société traditionnelle malgache vers la modernité. En effet ceux qui ont pu aller loin dans leur formation ne sont plus retournés à la campagne qu'exceptionnellement. Ceux qui ont restés doivent se soumettre encore aux coutumes et fonctionnements des communautés villageoises même si ce sont eux qui s'adaptent le plus facilement aux techniques proposées par les techniciens modernes.

Activités monétaires et opérations de développement.

Il faut savoir que depuis la monarchie merina et la colonisation les paiements de divers impôts et taxes ont obligé les paysans à chercher de l'argent. Mais on peut dire qu'il n'y a pas eu de la part des pouvoirs successifs une volonté de changer ou de transformer les communautés villageoises. Pour trouver l'argent nécessaire les paysans sont obligés d'aller au loin pour faire du commerce ou pour se salarier.

Dans le Sud – Betsileo, par exemple, c'est depuis le 19^e siècle qu'il y a eu des échanges avec le pays tanala de la forêt à l'est. Sous la colonisation cependant nombreux sont ceux qui vont émigrer vers la province de Tuléar et Majunga avec surtout les régions de Morondava, Belo sur Tsiribihina, Marovoay, Maevatanana et Ambato-Boeni. Nombreux sont ceux qui ne vont revenir. On a vu des cas presque dans toutes les communautés villageoises du Betsileo.

Après la colonisation cette émigration lointaine s'est plus ou moins arrêtée, le moyen pour amasser un certain pécule étant dorénavant l'émigration saisonnière des hommes valides vers des régions plus proches pour se salarier. Pécules utilisées pour payer les impôts, pour passer les périodes de soudures ou pour faire des fêtes traditionnelles.

Il faut dire d'ailleurs qu'à partir des années 1950 et surtout après l'indépendance les pouvoirs successifs vont parler de ce qu'on appelle le développement à Madagascar. Si avant les années 1980, les opérations ont été surtout effectuées par des services de l'administration publique, après cette date ce sont les organismes non gouvernementaux qui vont entrer en scène. Toutes les opérations seront cependant financées en grande partie par des bailleurs de fonds étrangers. Le fonds d'Investissement pour le Développement

Economique et social, le FIDES au début, puis le Fonds Européen de Développement le FED avant de parler surtout de la Banque Mondiale et autres aujourd'hui.

Dans le sud – Betsileo , l'opération la plus connue sera, dans les années 60, celle du Groupement Opération Productivité rizicole ou GOPR où les zones d'activités sont organisées en unités et en zones régionales d'expansion rurale : les URER et les ZER . Le but étant que les paysans qui consentent à appliquer les conseils donnés par les vulgarisateurs peuvent faire une demande auprès de la Banque Nationale Malgache devenu par la suite depuis la Deuxième République la **Bankin'ny Tantsaha Mpamokatra** , pour pouvoir acheter les matériels nécessaires et engager la main d'œuvre salariée nécessaire .

Il s'agit en effet , a – t – on écrit, dans cette opération d'aider « *les exploitations agricoles qui ne sont pas nécessairement des concessionnaires très importantes ,mais pour beaucoup d'entre eux des propriétaires d'un fonds de terre dont la mise en valeur dépasse le cadre de la culture familiale habituelle , et rend indispensable l'appel à une main – d'œuvre salariée permanente ou saisonnière notable ; car au cas où le paysan consent à suivre les directives du moniteur , il est obligé de trouver de l'argent pour acheter les matériels prescrits par le technicien . Il est amené à traiter avec la banque par l'intermédiaire du moniteur ou du vulgarisateur suivant le cas¹ ».*

Les prêts accordés ont varié alors de 10 000 à 50 000 francs malgaches, des sommes très importantes à l'époque. Mais l'on doit noter que l'expérience a été un échec. Les techniciens ont alors rejeté les fautes sur les hommes politiques qui auraient promis lors des campagnes électorales, l'effacement pur et simple des emprunts. Le GOPR n'a pas pu faire apparaître des agriculteurs modernes.

Les autres opérations de développement dans les années 60 et 70 sont en ce qui concerne le Sud – Betsileo : le reboisement industriel de la Haute – Matsiatra , le développement de la culture tabacole , la vitiviniculture paysanne et la production théicole . Ensuite on a expérimenté les coopératives socialistes paysannes avant de laisser aux organismes non gouvernementaux les tâches aujourd'hui.

Le tabac est cultivé dans le Sud – Betsileo depuis la colonisation. Le **Paraky Tsienimparihy** filiale de la société **Ny Ambaniandro** est implanté à Ambalavao depuis 1943. L'entreprise s'est lancée dans la culture du tabac dans la région en coopération avec la SEITA, société française qui a assuré à l'époque la collecte des produits.

La véritable opération de vulgarisation ne commence cependant qu'avec la mise en place de l'office Malgache des tabacs, l'OFMATA, détenant à partir de 1969 le monopole de la collecte et de la vente du tabac à Madagascar. l'OFMATA intervient aux côtés de l'opération riz pour la vulgarisation et l'encadrement technique . Mais le nombre des planteurs n'a cessé de baisser depuis le début des années 80 à cause du non paiement de leurs produits que plusieurs années après .De 5373 par exemple en 1981 ceci n'a été que de 3283 en 1996 ⁵⁰.

La vitiviniculture a fait suite par contre à un accord de coopération bilatéral signé en 1971 entre la République Malgache et le Conseil fédéral Suisse. La finalité de l'opération est l'extension de la vitiviniculture auprès des paysans de la Haute Matsiatra. A la fin de celle-ci, une fédération de viticulteurs appelée F.F.M.V-Lazan'i Betsileo doit prendre la relève en 1985. La fédération sera transformé par les cadres dirigeants de l'entreprise en société anonyme en 1988. Les paysans n'ont cessé de se plaindre chaque année depuis à cause de leur de leur production non payée que tardivement. L'objectif d'augmenter les revenus de ces derniers n'a pas été atteint jusqu'à maintenant.

L'expérience théicole, elle aussi, fait suite à un accord de coopération signé en 1973 entre la République Malgache et la Communauté Européenne. Mais l'opération n'a pas totalement réussi auprès des paysans car considérée par eux comme peu rémunératrice. Finalement la société mère sera donnée en location gérance à une entreprise étrangère appelée SIDEXAM à partir de 1989.

On doit signaler cependant qu'à partir du début des années 90, il y a foisonnement d'organismes non gouvernementaux qui s'occupent de développement rural et qui ne cessent de réunir les paysans dans les chefs-lieux des communes ou même des districts comme Fianarantsoa, Ambalavao, Ambohimahaso et Ikalamavony. Ce qui fait dire à certains que le nombre de jours de réunions risque quelquefois d'être plus important que celui des applications des nouvelles techniques proposées sur terrain.

50 — Chiffres données par la Direction Générale de l'OFMATA.

Il faut savoir aussi que c'est là ruée vers les pierres précieuses qui a surtout attiré les jeunes, hommes et femmes, jusqu'en milieu rural dans plusieurs régions de Madagascar à partir des années 90. J'ai pu suivre personnellement ce qui s'est passé avec l'exploitation de tourmaline à Vohitraivo, mais un peu aussi celle du saphir à Ilakaka. Les gains n'ont pu changer réellement la vie des paysans en milieu rural dans la mesure où on les réutilise pour renforcer encore le système.

On peut en tout cas conclure que les facteurs de changements ne sont pas encore arrivés à provoquer une véritable évolution vers la société dite moderne du milieu rural. Les communautés villageoises persistent en ce début du 21^e siècle encore et c'est dans ce cadre qu'il faudrait donc se placer pour comprendre tel ou tel phénomène que l'on voudrait étudier ici.

Chap. III – Vols de bœufs et feux sauvages à Madagascar

A- Etat de la recherche et choix des thèmes

Il faut dire que le vol de bœufs et les feux de brousses restent deux problèmes d'actualité difficiles à résoudre à Madagascar. Dans son ouvrage intitulé *l'Economie de Madagascar* écrit en 1962, le professeur René Gendarme a classé ces phénomènes parmi les facteurs de blocage essentiels au développement centre de tous les discours politiques depuis voilà plus de quarante ans déjà dans le pays.

A défaut de trouver les mesures adéquates, les responsables sont obligés, depuis deux siècles déjà pour la question du vol de zébus, et une centaine d'années pour les feux sauvages, de ne se rabattre que sur des solutions de force ; c'est à dire le durcissement des textes réglementaires et la répression militaire sans aboutir à des résultats satisfaisants.

Peut-on donc affirmer qu'on se trouve devant des faits exotiques caractéristiques de la société malgache ? Ces problèmes ne cessent en effet, de marquer les diverses phases historiques de l'Ile. Résistant à l'épreuve du temps et les transformations sociales et politiques et, malgré les solutions appliquées, ils demeurent d'actualité en ce début du XXI^e siècle encore sans qu'on puisse prévoir quand ils vont véritablement s'arrêter.

En réalité, on peut dire que les difficultés viennent du fait qu'on n'a pas toujours cherché les origines profondes de ces phénomènes. On est souvent resté au niveau des causes immédiates que tout simple citoyen peut avancer. Les explications fournies se basent généralement sur ce que l'on appelle « sociologie spontanée » ou prénotions, c'est-à-dire des perceptions immédiates non dénuées de jugement de valeur, de sentiments ou d'engagements et positions politiques. Attitude compréhensible, bien sûr, face à des faits dramatiques.

Mais faut-il resté ainsi ? Le rôle du chercheur n'est-il-pas, autant que faire se peut malgré les difficultés, de dépasser les spontanités afin de trouver des explications sérieuses sur tels ou tels faits et phénomènes sociaux ?

Je ne suis pas le premier à discuter de ces problèmes. Il y a eu ceux qui en ont déjà parlé, bien que ceux-ci restent, jusqu'à aujourd'hui encore, des faits plus ou moins incompris scientifiquement. Nombreux sont ceux qui avancent qu'il s'agit tout simplement des conséquences de la destruction du monde rural. Point de vue pas totalement sans fondements bien qu'incomplet.

51- Cf. Gendarme R. (1962), *l'Economie de Madagascar, Diagnostic et perspectives de développement*. Ed Cujas, Paris, 1962, p. 119.

En ce qui concerne le vol de bœufs, deux façons de voir sont généralement avancées : primo l'explication culturelle et ethnique et secundo les causes économiques. Les faits sont liés, dit-on souvent, à certaines ethnies pastorales avec en premier lieu les Bara, les Sakalava et les populations du Sud-Ouest de l'Ile. On vole ici pour augmenter son propre troupeau ; mais on le fait également pour d'autres raisons comme par exemples la démonstration de la virilité, ou pour se venger d'un affront. Le vol de zébus n'a donc pas vraiment cessé d'exciter ici. C'est un phénomène « normal » si l'on peut parler ainsi⁵². C'est l'intensité qui change avec le temps et les circonstances. Ce qui n'est pas, bien sûr, facile à déceler.

Dans les régions d'agriculture par contre, où l'on a besoin de calme pour travailler, le vol est tout de suite un phénomène anormal ou anémique pour utiliser un vocabulaire plus sociologique. L'on pense généralement dans ce cas qu'on vole pour des raisons économiques⁵³ ou sociaux⁵⁴.

Une des difficultés, pour les chercheurs malgaches surtout, provient du fait qu'il n'est pas facile d'être dans la société et de prétendre expliquer objectivement en même temps un phénomène grave vécu par des concitoyens. L'histoire racontée ou expliquée n'est jamais l'histoire vécue⁵⁵. Ceux qui écrivent de l'extérieur ou des années après consultent des documents, des archives et peuvent avoir plus de distance et une vision plus globale, moins passionnée sur ce qu'ils étudient, contrairement à ceux vivant dans le pays et les régions en question et qui n'ont de ce fait qu'une vision partielle et partielle de la réalité.

Quant au problème des feux sauvages, on peut dire qu'il revient chaque année pendant la saison sèche pour faire des ravages sur plusieurs centaines de milliers d'hectares. Les feux de brousses se constituent une des causes les plus importantes de la dégradation de l'environnement à Madagascar. Ils entraînent le reboisement, l'érosion des sols et l'envasement des bas-fonds. Et malgré les efforts des divers gouvernements pour réglementer et stopper le phénomène, celui-ci reste encore non maîtrisé, bien qu'on puisse signaler une certaine tendance à la baisse ces derniers temps à cause de l'arrivée à temps des premières pluies. Il s'aggrave à certains moments pour faire disparaître ce qui subsiste de forêt primaire et détruire plusieurs centaines de milliers d'hectares de savane dans le pays.

52- Voir à titre d'exemple : Louis Michel, « Mœurs et coutume des Bara », **Mémoires de l'Académie Malgache**, XL. 1957 et P. Nakany, « Un Bara parle des vols de bœufs », **Lumière** du 5 Août 1973, p.5.

53- Cf. Hoerner J.M., « Les vols de bœufs dans les sud malgaches », in **Revue de Géographie de Madagascar**, n°41 Juillet-décembre 1982.

54- Voir Ramonja J.M., « Insécurité, problèmes sanitaires et désagrégation sociale dans la région de Fianarantsoa », in **Omaly sy Anio**, n°2324, Antananarivo, 1986 pp.

55- Moussé J, « Histoire racontée et histoire vécue », **La croix** du 26 mai 1987.

Le sujet de ce chapitre est de faire une synthèse de mes travaux de recherche axés sur ces phénomènes qu'on peut considérer comme des facteurs de blocage au développement du pays. Ma conclusion est qu'on ne peut les comprendre que par rapport à l'Etat et surtout aux formes de gouvernement qui se sont succédé jusqu'ici. L'aggravation des faits dépend en effet et nous le montrerons, de l'état de la relation que le pouvoir établit avec la population, notamment les paysans dans notre cas. En tout cas, c'est le résultat final des travaux et réflexions que nous avons entreprises depuis voilà plus de vingt ans quand nous avons commencé les recherches pour notre mémoire de maîtrise⁵⁶.

Pensant poursuivre les travaux que les aînés ont déjà entrepris sur le Betsileo⁵⁷, ces thèmes de recherches m'ont été plus ou moins imposés par la situation : la crise du monde rural et même de la société malgache en général à partir des années 80. J'ai donc étudié l'état des campagnes malgaches et déjà j'ai trouvé que celui-ci dépendait l'évolution de ses relations avec l'Etat ou comme on l'appelle ici le **fanjakana** alors que sur le plan interne il y a surtout tentative de maintien des pratiques et de l'idéologie ancestrale.

J'ai analysé l'évolution du Sud – Betsileo depuis le temps des royaumes jusqu'à aujourd'hui et j'ai trouvé que quand la pression étatique et administrative semble être trop forte pour les paysans, des mécontentements sous diverses formes éclatent pour devenir de véritables phénomènes sociaux. Mais quand cette pression se fait plus rare. Et généralement ces expressions de malaise prennent forme à partir des pratiques sociales et culturelles anciennes.

Deux évènements m'ont poussé à aller plus loin dans l'étude du phénomène du vol de bœufs par la suite. En 1983 notre famille a fait l'objet d'une attaque des bandits de grand-chemin appelés **dahalo**. Année où, travaillant à l'Office Militaire pour la Production Agricole, deux jeunes officiers affectés dans cet établissement ont trouvé la mort du côté de Tsiroanimandidy dans un guet-apens organisé par les **dahalo** encore. Face à la gravité de la situation, j'ai eu besoin, même pour moi même, de comprendre et, pourquoi pas, de proposer des solutions.

56- Rasamoelina H., **Exploitations et transformations sociales. Le cas du sud Betsileo**, Mémoire de Maîtrise de Sociologie, E.E.S.D.E.G.S, Année 1982-1983.

57- Rasamoelina H., « Société Betsileo et premiers chercheurs », **Mémoires de l'Académie Nationale des Arts des Lettres et des Sciences**, Fascicule XL VII, Antananarivo, 2003, pp.199-209.

Et c'est face à la difficulté de l'objectivité devant un sujet où il y a mort d'hommes que j'ai décidé de préparer successivement un Diplôme d'Etudes Approfondies (D.E.A.) en Sociologie sur la question en 1984 et un D.E.A. d'Histoire des Civilisations dirigé par Catherine Coquery-Vidrovitch sur le même phénomène encore l'année d'après à Paris VII⁵⁸. L'histoire permet en effet d'avoir plus de distance vis-à-vis des événements et autorise par la suite une sorte de comparaison, bien qu'on ne puisse pas faire des transpositions mécaniques. Je me suis documenté également sur les cas d'autres pays étrangers qui ont connu le même phénomène de banditisme rural⁵⁹.

Un travail de documentation poussée a donc été fait pendant des années, ainsi que des suivis sur terrain du phénomène. Et c'est dans cette deuxième optique d'ailleurs que j'ai demandé à travailler au siège du journal **Lakroan'i Madagasikara** à Fianarantsoa où dans les années 1980 les paysans du Sud-Betsileo ont l'habitude de s'adresser pour rapporter divers faits avec en premier lieu alors cette question de l'insécurité rurale. Le travail auprès de cet hebdomadaire depuis 1986 et à la Gazette depuis 2003 m'a permis d'être toujours informé de l'évolution de la situation. Les victimes envoient en effet quelqu'un ou tout au moins une lettre retraçant les faits auprès des journaux. Je suis descendu sur les lieux, chaque fois que c'est possible, surtout concernant les environs immédiats de la capitale du Betsileo. J'ai fait ainsi de 1986 à 1991 puis de 1998 jusqu'à aujourd'hui. J'ai pu rassembler alors des données sur plus d'une centaine de cas d'attaque de bandits. Ce qui a donné plusieurs dizaines d'articles sur le sujet.

Mais c'est cette question de l'étude et de la lutte contre le problème du vol de zébus qui m'a conduit, après un passage au sein du gouvernement de 1991 à 1993, à un mandat parlementaire que j'ai utilisé pour appréhender plus encore mon objet d'étude.

58. Rasamoelina H., **Les Communautés villageoises et la crise du monde rural malgache**, Mémoire pour le DEA de Sociologie Université de Paris 7, 1984 ; Rasamoelina H., **Contestation paysannes et brigandages. L'exemple des Hautes-Terres Malgaches**, Mémoire pour le D.E.A. d'Histoire des Civilisations, Paris 7, 1985.

59. Voir entre autres : Evans-Pritchard E., **Les Nuers**, Gallimard. Paris, 1968 ; Hobsbawm E., **Les primitifs de la révolte dans l'Europe moderne**, Fayard, Paris, 1966 et **les bandits**, Maspero, Paris 1972 ; Day J., « Banditisme social et société pastorale en Sardaigne, in Cahiers Jussieu, **Les marginaux et les exclus de l'histoire**, U.G.E., Paris, 1979.

J'ai été membre de la Commission Défense et Sécurité auprès de l'Assemblée Nationale de 1993 à 1998. Ce qui m'a permis de voir presque du dedans les mesures avancées par les gouvernants. Je suis, avec le feu le Général Ralahy Paul, Chef de l'Etat-Major de l'armée de l'époque à la base de la mise en place de ce qu'on appelle le Détachement Autonome de Sécurité ou D.A.S.. Idée qui a été lancée à l'Assemblée Nationale suite à des entrevues que nous avons eues dans son appartement familial à Talata Ampano Fianarantsoa II en 1993. Le D.A.S. est appliqué jusqu'à aujourd'hui.

Ce passage au parlement ni a permis, non seulement d'avoir plus de documentations encore, mais également de moyen matériel avec le fameux véhicule tout terrain donné aux députés pour aller un peu partout dans ma circonscription et presque dans toute la région tout en poursuivant mes réflexions universitaires. Ce qui a débouché sur une thèse de Sociologie et Sciences Politiques soutenue en décembre 2000⁶⁰ en cotutelle avec l'université de Perpignan et celle de Fianarantsoa sous la direction du professeur Jean Pavageau et Justin Rakotoniaina.

Mais c'est encore les descentes sur terrain et le journalisme qui m'ont poussée également à m'intéresser au problème des feux de brousse qui reviennent chaque année à Madagascar à partir du mois de septembre jusqu'en décembre surtout quand la pluie tarde à venir. Depuis 1989, j'ai observé d'ailleurs l'évolution de la question. Ce qui a fait partie d'ailleurs de mon travail de journaliste, puis par la suite de parlementaire en plus de ma qualité d'enseignant chercheur.

La méthode d'investigation a toujours été la même dans l'étude des deux phénomènes : travaux de documentation, descentes sur terrain et informations continues pendant des années. Des enquêtes en profondeur ont également été menées au niveau de quelques localités². Et ma conclusion également été la même : la méthode de gouvernement ou la relation du pouvoir avec la population a des impacts sur l'aggravation des faits ou pas. Idée difficile à comprendre quand on n'a de solution dans la tête que la répression bien qu'on n'ait pas pu jusqu'ici régler les problèmes. Quand la relation de l'Etat avec les paysans n'est pas

60. Rasamoelina H., **Etat, Communautés villageoises et banditisme rural**. Thèse pour le doctorat de Sociologie et de Sciences Politiques, Université de Perpignan et Université de Fianarantsoa, décembre 2000.

Voir textes publiés dans : **orientations bibliographiques**.

satisfaisant pour ces derniers, les mésententes internes entre paysans eux-même, quand celles-ci existent sous forme de jalousie, de conflits fonciers, de problème de femmes et autres sont mis à profit par certains par semer le trouble dans la société. Mais on ne peut pas dire que les vols dépendent surtout de l'existence de tension au sein des communautés paysannes. Les feux sauvages se multiplient comme signes de rejet de l'Etat sans qu'on puisse les lier toujours avec des malentendus en milieu rural.

B- La métamorphose du phénomène de vol de bœufs à travers l'histoire de Madagascar

Le vol de bœufs est un phénomène ancien à Madagascar. Il s'agit alors d'une pratique quasi-normale pour toute société de civilisation pastorale. Comme la prosession du bétail est le suprême but de tout individu, on considère ici comme légitime et honorable tout moyen de s'en procurer. Comme de nombreux acteurs l'on déjà maintes fois signalé : les vols de bétail et les razzias réciproques sont caractéristiques du mode de vie pastorale⁶¹. Dans ces sociétés, les dits phénomènes sont liés à leur fondement même. Il faut guerroyer pour avoir des pâturages et des femmes, voler pour accroître son troupeau et appauvrir l'autre. Une concurrence sociale en quelque sorte.

Parlant des Nuers, peuple pasteur du Haut-Nil, le célèbre anthropologue Evans-Pritchard a écrit qu'ici « *la razzia de bétail est chose courante (...) car voler (...) les bêtes d'une autre tribu, c'est une entreprise louable* ». Ils « *voient dans l'adresse et le courage du combattant les vertus supérieures ; dans la razzia la plus noble des professions, la plus avantageuse aussi* »⁶².

Dans une autre région encore comme en Sardaigne en Italie raconte un berger : « *jadis, lorsque l'homme allait demander la main d'une jeune fille, s'il ne savait pas voler, on ne voulait pas de lui et on le traduit de misérable. On disait qu'il pouvait laisser crever de faim femme et enfants. Le vol existait, existe et existera parce que c'est une chose toute naturelle dans notre milieu et dans notre île* »⁶³.

61. Voir surtout Bazin J. et Terray E. (textes rassemblés par), **Guerres de lignages et guerres d'Etat en Afrique**, Editions Archives Contemporaines, Paris 1983.

62. Evans Pritchard E., **Les Nuers**, Gallimard, Paris, 1968, pp.63 et 76.

63. Cf. Day J., « Banditisme social et société pastorale en Sardaigne » In Cahiers Jussieu, **Les marginaux et les exclus de l'histoire**, V.G.E., Paris, 1979, pp. 178-214.

En pays Betsileo ancien, le guerrier habile dans les raids et les combats s'appelle le **fanalolahy**. Ils font l'objet d'administration et restent célèbre dans l'histoire comme les héros olympiques de la Grèce antique. En pays bara, la considération du vol de bœufs comme une activité ordinaire est restée jusqu'à très récemment encore⁶⁴.

Avec apparition de l'Etat dans le plein sens du terme, c'est-à-dire avec la domination d'un groupe ou d'une classe sur un ou une autre et avec l'apparition d'une véritable administration pour ce faire, la lutte contre cette pratique du vol et l'insécurité en général est devenu un leitmotiv du pouvoir qui va se tourner d'ailleurs vers le développement de l'agriculture et d'autres activités nécessitent la sécurité. Pour le Betsileo et les Hautes-Terres en général, ce tournant commence avec l'expansion merina au début du XIXe siècle. Les faits de vols de bœufs et de banditisme rural ne se sont pas arrêtés cependant. Le phénomène est réapparu d'une façon plus ou moins cyclique au cours de l'évolution de l'histoire jusqu'à aujourd'hui. Nous parlerons de ces faits, avant de donner des explications en partant de celles avancées déjà par d'autres chercheurs.

Razzia et brigandages au milieu du XIXe siècle⁶⁵.

Il faut tout de suite signaler que de ces faits de brigandages avec rapt de personnes et de zébus, les données fournies par les correspondances des gouverneurs au 19^{ème} siècle abondent. Aucune discussion ne peut être ouverte sur l'existence des faits. Il suffit d'ouvrir les archives. Ce qui pose problème, c'est au niveau de leurs interprétations.

Ce qui a existé en effet, c'est que l'insécurité rurale a fait rage à Madagascar pendant tout le règne de Ranavalona Ière. Non seulement dans le Betsileo et le Sud de l'Ile mais sur les Hautes Terres en général¹. Les bandits ou voleurs sont appelés à l'époque les **fahavalo**, c'est-à-dire les ennemis. Ce qui s'est passé alors c'est que face à la dureté du pouvoir de la reine sur ces sujets et les régions nouvellement conquises, les réactions seront aussi violentes. L'histoire intérieure de Madagascar sous Ranavalona Ière peut être résumée aux répressions et contre répressions des **fahavalo**.

64. Voir Nakany Pierre, « Un Bara parle des vols de bœufs », in *Lumière* du 5 août 1973, p.5.

65. Sur ce titre, voir surtout nos publications : « razzias et brigandages sur les confins du Betsileo au milieu du 19^{ème} siècle, in **Omalasy Anio** n°23-24, Antananarivo, pp 217-227 et « Insécurité et vol de bœufs, dans la région d'Ambositra à la fin du 19^{ème} siècle ». **Bulletin de l'Académie Nationale des Arts, des Lettres et des Sciences**, 82/1-2, 2003 (2004), pp.313-317.

En ce qui concerne les territoires conquis, les corvées et impôts de toutes sortes comme le **variraiventy isan'olona miaina** impôt de capitation, **l'isam-pangady** impôt de la dîme, les indemnités de soumission ou **saotany** qui ont consisté même au début dans certaines régions à des dons du premier enfant de chaque famille appelé **Zokin-jaza** à la reine plus les divers taxes de justice encore ont été considérés comme insupportables.

Face à une telle oppression, des insoumissions et des fuites vers les marges de l'Imerina et du Betsileo plus les autres territoires conquis se sont multipliés. Ainsi que les actes de brigandages consistant à attaquer les villages et les forts militaires avec prises de force des citoyens et de bovidés. En réponse et comme solutions, les gouverneurs locaux envoient les soldats pour aller au devant ou à la poursuite de ces brigands appelés **fahavalo**. Ceux qui sont pris seront tués et leurs repaires brûlés. C'est ainsi pendant tout le règne de Ranavalona Ière.

L'accalmie de 1860-180

Le désir de mettre fin aux souffrances populaires a été avancé comme étant une des causes de complot que le futur Roi Radama II a tenté d'organiser contre sa mère en 1857. et c'est ce qu'il va effectivement appliquer dès qu'il sera introniser quatre ans plus tard avec un adoucissement des corvées royales, libération des captifs, suppression des indemnités de soumission, plus des pactes de sang avec des rois Tanala et Sakalava. Bref une politique intérieure très « libérale » qui va entraîner l'arrêt du phénomène **fahavalo** aussi bien à l'ouest de l'Imerina et en pays Sakalava, que dans le Betsileo, le sud-est et sud-ouest de l'Ile. Une accalmie qui va se poursuivre pendant presque vingtaine d'années, c'est-à-dire même après la disparition du jeune roi assassiné par des gens de son entourage en 1863.

Dès sa montée au trône, en effet, le roi Radama II renonce aux expéditions militaires et supprime un certain nombre d'indemnités qu'on a payés avant lui. Il écrira par exemple que *« s'il y a des gens qui viennent faire leur soumission, ils ne seront pas tués, leurs armes se seront pas retirées, ils ne paieront pas d'amende et on ne réduira pas leurs femmes et enfants en esclaves »*⁶⁶. Et sur des plaintes es populations, le roi rappellera à Tananarive de nombreux officiers établis en provinces.

66. Voir surtout les ouvrages de Raombana et Delval R., **Radama II prince de la Renaissance malgache 1861-1863**, Ed. de l'Ecole, Paris, 1972.

Après Radama II, le code de 101 articles est publié le 18 alakarabo 1868. Ce qui traduit la volonté du pouvoir de rationaliser le pouvoir et l'administration. Il est écrit très clairement dans le préambule du dit code que tous les citoyens sont égaux devant la loi, qu'ils soient riches ou pas et qu'il n'y aura pas de discrimination ou **tsy mizaha tavan'olona ny lalàna**. Et l'on doit ajouter que même les impôts ont été revus à la baisse et qu'il y aura donc un affaiblissement de la pression étatique. Notons que c'est à cette période que l'œuvre missionnaire dans l'évangélisation et l'enseignement connaîtra un véritable bond en avant à Madagascar.

Le retour de l'insécurité à partir de 1880

Plusieurs événements vont se produire en effet à Madagascar à partir de ces années 1880. Avec la pression extérieure qui commence par s'exercer sur la Grande-Ile, le gouvernement de Rainilaiarivony sera obligé de revenir aux renforcements des corvées et les recrutements militaires de force pour faire face à la situation.

Parmi les corvées les plus dures, on peut citer tout d'abord les divers transports d'armes que le Premier Ministre a importées de l'extérieur. Ce qui a nécessité la levée de milliers d'hommes plusieurs fois. Nombreux sont ceux qui ont préféré prendre la fuite. Il y a eu également de la multiplication de la corruption.

On peut citer ensuite ce qu'on appelle alors « la corvée de l'or ». Une mesure que tous les témoins de l'époque ont considéré comme la cause du chaos, et de l'insécurité à Madagascar vers la fin de la monarchie merina. Plusieurs personnes ont été en effet envoyées de force vers les régions considérées comme aurifères. Nombreux également ceux qui se sont enfuis.

En plus des corvées, il y aura les recrutements militaires que vont se faire à partir de 1881. La plupart de ces nouvelles recrues seront envoyés dans les régions lointaines comme à Majunga, Fort-Dauphin, Tuléar etc... Il y a ceux qui se sont évadés en cours de route et qui ont renforcé le rang des bandits de grand chemin appelés dorénavant **jirika**.

Signalons que cette affaire de recrutement militaire a fait couler beaucoup d'encre à l'époque même. Plusieurs journaux comme par exemple le **Madagascar News**, ont affirmé que la corruption a régné et que ceux qui ont payé une certaine somme ont été exemptés.

Face à tout cela, ce qu'on peut dire c'est que le phénomène de banditisme et l'insécurité ont repris et se sont aggravés à partir de 1880 dans plusieurs régions de Madagascar⁶⁷ avec les mêmes caractéristiques que ce qui s'est passé au temps de Ranavalona Ière. Il y aura des assassinats, des rapt de personnes et des vols de zébus. Les données des archives et les informations données par des témoins directs des événements concordent pour dire que le phénomène a repris ne s'est arrêté qu'au début du 20^{ème} siècle sous la colonisation.

La solution militaire est la première mesure prise par le pouvoir d'alors. A partir des postes de commandement établis ici et là, on envoie les soldats à la recherche et à la poursuite des bandits. Mais, cela n'a pas arrêté les faits : les razzias et brigandages se sont poursuivis pendant plus d'une vingtaine d'années. Ce qui veut dire qu'on bien il y a faiblesse du pouvoir et de l'armée, ou bien que ce n'est pas la solution adéquate.

Selon alors un auteur appelé Guy Lux : « *Tenter de donner la chasse aux bandes de fahavalo à l'aide des colonnes mobiles envoyées à leur poursuite. C'est faire courir des chiens après des essaims des mouches. Ces colonnes arriveront toujours trop tard pour empêcher les villages d'être incendiés et pillés* ». la solution, pour lui « ***se fera (...) par le peuplement graduel de l'île, la construction de routes, l'élévation des prix de la main d'œuvre, l'enrichissement de la population indigène***, peu à peu acquise moralement par la pénétration des idées modernes et du bien être civilisation⁶⁸ ».

La seconde mesure est celle de renforcer les lois, dans le cadre du Code des 305 articles promulgué par la reine Ranavalona II le 29 mars 1881 où il est stipulé dans son article 27 que « *ce qui volent des bœufs seraient punis d'une amende d'un bœuf et d'un piastre par animal volé ; ils remboursent, en outre, ces animaux à raison de 15 francs les vaches, 25 francs les bœufs coupés et 40 francs les bœufs engraisés ; et s'ils ne peuvent ni rembourser la valeur des animaux, ni payer l'amende, ils seront mis aux fers un an par être et animal volé* ».

67-Cf. Lettre du 8 Adijady 1861, III CC 124.

68. Guy Lux, **La vérité sur Madagascar**, Stock Edition, Paris, 1894, p.58.

Mais tout cela n'a pas arrêté les méfaits des **jirika** et l'on peut même affirmer que c'est cette insécurité larvée quasi-insoluble qui a été une des causes de l'affaiblissement de la monarchie merina en cette fin du 19^{ème} siècle⁶⁹. Même lors de la deuxième guerre franco-malgache, de nombreux soldats malgaches ont préféré fuir que de faire face aux troupes coloniales. Le pouvoir royal est défait en octobre 1895 et la lutte contre l'insécurité deviendra alors une des premières priorités du nouveau pouvoir.

Insécurité et vol de bœufs sous la colonisation (1930-1955)

L'annexion de Madagascar à partir de 1895 marque dans le début du régime colonial. En théorie, cela a été justifié comme l'entrée du pays et donc des communautés paysannes dans la modernité, le progrès et le développement où la Grande Ile se débat aujourd'hui encore en ce début du 21^{ème} siècle, 45 ans après l'indépendance.

On doit faire remarquer cependant que le phénomène du vol de bovidés ne va pas cesser de réapparaître aussi bien sous la colonisation qu'après l'indépendance en 1960 et jusqu'à maintenant encore sans que l'on puisse savoir quand il va véritablement s'arrêter.

La première réapparition s'est faite au milieu de la première moitié du 20^{ème} siècle entre 1930 et 1955⁷⁰. Que ce soit dans l'ouest malgache, le centre du pays. La lecture des archives et de la presse permet de suivre, comme aujourd'hui l'évolution des événements. Des chercheurs de l'époque également en ont parlé. Comme par exemple, Edmond Mamelomana qui a écrit dans **Bulletin de Madagascar** que « *le sud et l'ouest de Madagascar, l'actuelle province de Tuléar et une partie de celle de Fianarantsoa furent entre 1930 et 1957 soit pendant un quart de siècle, le théâtre de vol de bœufs.*

69. Voir à titre d'exemple notre article : Rasamoelina H., « Insécurité et vol de bovidés dans le Nord Betsileo à la fin du XIX^{ème} siècle 1880-1900 », **Bulletin de l'Académie**, tome LXXXII/1-2 Antananarivo, 2003, pp.313-317, mais aussi Savaron C., Mes souvenirs à Madagascar avant et après la conquête 1885-1888, **Mémoire de l'Académie Malgache**, Imprimerie Moderne de l'Emyrne Tananarive 1932.

70- Voir sur ce sujet notre article : Rasamoelina H., « Insécurité et vols de bœufs dans le Betsileo sous la colonisation (1936-1953) », **Bulletin de l'Académie Malgache**, tome LXXIII/1-2, Antananarivo 1997 pp.75-79.

A cette époque, les vols de bovidés, en recrudescence effrénée eurent le caractère d'un fléau. Des hommes de brousse, des éphèbes en particulier, prirent vite l'habitude du vol, alors que, quelques années auparavant, ils n'enlevaient qu'un ou deux bœufs pour les abattre à l'occasion des cérémonies ancestrales ; mais cette manière de voler, considérée par certains d'entre eux comme un « vol de chat » puisqu'elle déshonore ceux qui s'y livrait (le « chat » dans l'esprit du valeur du sud, c'est le petit bœuf) fut abandonnée⁷¹ ».

Les causes de la recrudescence se trouve une fois encore le renforcement de la pression coloniale sur les communautés villageoises que le pouvoir d'alors a institutionnalisé à partir de 1902 dans le système **fokonolona** dont l'organisation interne est laissée à l'initiative de ses propres membres. La terre y reste du point de vue de la propriété et cela jusque dans les années 1950, celle des grandes familles ou du lignage.

Quant aux divers impôts, on peut signaler la taxe personnelle coloniale. De 5 francs pour toute l'île jusqu'en 1900, celle-ci a été ramené à 23 francs pour la province du Betsileo et les Hautes Terres en général, pour obliger dit-on les gens au travail (salarié, ajouterons-nous). A part cette taxe personnelle, il y a les autres impôts sur les biens et les rizières, les maisons, les bœufs et autres. Ces divers impôts sont versés au moment des moissons pour ceux des rizières, au mois de juin période des fêtes collectives pour la taxe personnelle, et enfin en septembre-octobre pour le reste. Et l'on peut y ajouter encore les impôts indirects.

En plus ces divers impôts on parlera aussi es travaux obligatoires pour les constructions de routes, avenues, chemin de fer mais également comme main d'œuvre au profit de colons. Comme l'on sait, la construction du chemin de fer Fianarantsoa-Manakara a constitué, a-t-on dit, le plus dur des travaux obligatoires. Il est de deux ans pour les jeunes prestataires enrôlés dans le fameux SMOTIG ou Service de la Main d'œuvre pour les Travaux de l'Intérêt Général. Le travail a commencé en juin 1927 et ne s'est terminé qu'en avril 1936. La crise de 1929 et les deux guerres mondiales ont bien sûr aggravé la situation. En 1931, par exemple, le Chef de la province de Fianarantsoa a écrit que « *la crise économique n'a pas épargné la Grande-Ile et sans être critique, la situation s'annonce **difficile dans le Betsileo***⁷² ».

71- Cf. Mamelomana E., « le psychologie du vol de bœufs à Madagascar », **Bulletin de Madagascar**, n°266, septembre 1967, p.703.

72- Cf. Colonies de Madagascar et dépendances, Région de Fianarantsoa, **Rapport économique**, 1931, p.1.

Selon Razoharinoro qui a étudié la question du riz pendant la seconde guerre mondiale, l'administration coloniale est intervenue en 1938 pour fixer un prix maximum de vente de riz et pour instituer une sorte de douane intérieure qui oblige la demande de passeport pour la circulation du riz d'une part et la nécessité de déclarer les stocks de certains denrées alimentaires dont le riz⁷³. Mesures impopulaires qui n'ont pu qu'avoir des conséquences économiques et sociales.

Et alors que « *Madagascar n'a pas encore résolu la question du riz, la deuxième guerre éclate en Europe. En tant que colonie d'une puissance belligérante, elle dut apporter sa contribution à l'effort de guerre de la métropole (...), à fournir à la métropole toute l'aide possible en matière premières et en devises procurées par des ventes à l'étranger* »⁷⁴.

Tout ceci montre que les années 30 ont été le commencement d'une situation difficile à Madagascar. Ce qui a été aggravé par le SMOTIG et l'effort de guerre allant de la mobilisation civile à la réquisition des personnes à partir de 1940. Ce que Philippe Beaujard dans une étude sur la population Tanala a également noté.

Il écrit notamment que « *de 1930 à 1940, le poids de la colonisation se fit sentir de plus en plus. Après 1940, l'effort de guerre demandé au peuple malgache se traduit par une nouvelle augmentation des « prestations » (...) la multiplication des réquisitions. Les paysans sont contraints de délaisser leurs cultures vivrières, ce **qui traduit en 1943 et 1944 par une grande famine dans tout le sud malgache*** »⁷⁵. Et finalement comme on le sait, on a institué le service du riz et paddy en 1943, puis l'Office du riz en vue de réquisitionner et rationner le riz à Madagascar alors que la production est déjà à un niveau très bas.

L'insécurité, avec plus particulièrement le vol de zébus a donc éclaté et provoqué sans fin dans la presse et des critiques de l'administration coloniale. La première réaction est alors celle de parler de la faiblesse de l'Etat, comme quoi une des causes de la recrudescence de l'insécurité se trouve dans l'insuffisance des crédits utilisés et de l'effectif des responsables de la police. De même que l'on a soulevé la faiblesse de la répression judiciaire.

73- Razoharinoro-Randriamboavonjy, « Note sur Madagascar pendant la deuxième guerre mondiale : la question du riz », **Bulletin de Madagascar**, n°305-306, octobre-novembre 1971, pp.3-51.

74. Ibid p.6.

75. Cf. Beaujard Ph., **Princes et paysans : les Tanala de l'Ikongo**, L'Harmattan, Paris, 1983, p.136.

Les craintes se sont fixées également sur les revendeurs et les activités des usines de conserve et des compagnies frigorifiques comme celle de Boanamary à Marovoay et autres. Les prix que ces sociétés ont offerts aux revendeurs auraient été, semblent-ils alléchants : ce qui ne peut que tenter les bandits à voler.

Les solutions prises ont donc été en premier lieu d'envoyer les forces de l'ordre sillonner les campagnes à la poursuite des malfaiteurs. Mais cela, une fois encore, n'a pas arrêté le phénomène. Une autre idée a été aussi de réorganiser le **fokonolona** ou les communautés villageoises comme l'a décidé le Général Legentilhomme le 6 février 1943⁷⁶. il a envoyé alors des instructions à tous les Chefs de Région de Madagascar pour remettre sur pied cette organisation traditionnelle. Le vol de bœufs ne s'arrêtera cependant que vers le milieu des années 50 à la veille de l'indépendance.

La stabilité des années 60

Dans les années 60, en effet, discuter de Madagascar, c'est parler de « l'île heureuse » où il fait bon vivre au rythme nonchalant du « moramora » doucement ou encore de la « stabilité souriante » selon les termes des politologues étrangers.

A la campagne, la sécurité est revenue en tout cas. Tout s'est passé comme si la population vit au temps idyllique du **fihavanana**, amour du prochain qui fait, dit-on, la renommée des malgaches. La question est alors de savoir pourquoi.

La première explication se trouve dans la libéralisation de l'économie tant de point de vue de la main d'œuvre que du commerce en général et du riz en particulier. En ce qui concerne la main d'œuvre, les travaux obligatoires sont supprimés avec la loi 46-645 du 11 avril 1946 selon laquelle toute aide administrative à l'employeur est supprimée. Cela à la suite des diverses revendications des malgaches, comme celle des Représentants des citoyens français d'origine malgache du 28 novembre 1945.

Pour le commerce du riz : des assouplissements ont été apportés aux réglementations dès l'année 1946 également. L'office du riz sera fermé. Selon le discours du Gouverneur Général de la Colonie, Victor Augagneur, le 9 Janvier 1950, « *malgré les difficultés imprévues des transports (...), l'année 1949 ait pu être celle du retour au libéralisme du moins sur le plan local. Le commerce, liberté des entraves, et aussi des initiatives administratives, doit se réadapter aux conditions nouvelles* »⁷⁷.

76. Voir **Fanilo** du 16 mars 1944.

77- Voir **Bulletin Agricole** n°2, Août 1948.

Il faudrait savoir qu'en plus de cette politique de libéralisation économique, le pouvoir colonial commence également à penser au développement rural à partir des années cinquante. Il s'agit d'abord de réaliser des aménagements fonciers financés par le Fonds d'Investissement pour le Développement Economique Social (FIDES), et ensuite de généraliser l'immatriculation individuelles des terres et enfin un peu plus tard de s'occuper du développement rizicole appuyé cette fois-ci par le Fonds Européen de Développement (FED).

Sur le plan politique, la cause la plus importante est le retour à l'indépendance qui s'est traduit par le transfert des pouvoirs aux malgaches et le développement de l'enseignement pour la formation des cadres. Au niveau des discours, le **fihavanana** reste le thème dominant qui ne cesse de persister. L'indépendance a fait revenir la sécurité puisque c'est la réalisation de l'aspiration de tout un peuple pendant un demi-siècle, ajoutée à la naissance de l'espoir pour un lendemain meilleur un peu partout. On dit qu'il n'y a jamais eu de sentiment d'unité national plus fort que ce qui a été vu au retour des leaders nationaux emprisonnés en France à cause des événements de 1947 et à la première fête de l'indépendance en 1960.

Dans les campagnes, c'est l'autorité des notables et chefs lignagers les communautés villageoises qui va reprendre. Il y a donc persistance de l'idéologie lignagère dans le monde rural malgache. L'entraide reste dominante. Les communautés villageoises résistent face à la pénétration de la modernité ; thème qui constituera le centre des études économiques et sociologiques à Madagascar au cours des années 60. les rites traditionnelles restent en vogue et la construction de tombeau en pierres cimentées se généralisent avec l'arrivée du ciment.

Un exemple de l'adaptation des coutumes traditionnelles à la modernité. La crise du monde rural ne s'éclatera de nouveau que lorsque la pression de l'administration se fera de nouveau pressante et intolérable vers la fin des années 60 et début 70.

Le retour à l'insécurité après 1970

Il faut souligner en effet qu'à partir des années 70, les discours et la littérature sociologique, économique et autres sur le monde rural vont parler de l'existence de clivages, de tensions et des crises. Dans la réalité, on assiste au retour de l'insécurité rural avec notamment le phénomène du vol de bœufs encore. La question est donc de savoir si ces clivages et tensions expliquent à eux seuls les actes de brigandages et banditisme qui ne cessent de resurgir jusqu'à aujourd'hui.

On doit noter en effet que des différenciations économiques et sociales nouvelles vont s'affirmer sur le plan de l'appropriation foncière et bovine. Deux éléments qui ne sont pas de simples moyens de production anonymes pour les Malgaches, puisque la terre est celle des ancêtres et les bœufs constituent en même temps un bien de prestige social qu'un élément important de la vie sociale et culturelle.

La cause première de l'accélération de la différenciation économique faisant apparaître l'existence d'un grand nombre de paysans pauvres vient de l'accroissement démographique, et donc de la multiplication des ménages alors que les superficies des terres exploitées n'ont pas augmenté et que les migrations ne sont pas acceptées par la majorité des paysans à cause de cet attachement au **tanindrazana**. Le rétrécissement des terres et l'appauvrissement ont une influence également sur la baisse du troupeau par famille. Ce qui en retour a une conséquence sur la production et les modes de culture. Il n'y a plus assez de bétail pour fournir les engrais et aider aux différents travaux rizicoles comme le piétinage et autres.

Sur un autre plan, on peut affirmer également que les paysans sont entrés de plus en plus dans le processus d'échange marchand inégal où ils sont toujours les perdants à cause du prix du transport et la faiblesse de leurs productions.

Face à processus de différenciation dans les communautés villageoises, les pouvoirs qui se sont succédés depuis n'ont pas réussi à développer et à réorganiser le monde rural. Bien au contraire, on fera face à la dégradation de ce qui a existé auparavant : aussi bien les routes, les cultures commerciales que les unités industrielles implantées depuis la colonisation. Sous la deuxième République, c'est-à-dire de 1975 à 1991 l'Etat s'est déchargé d'une partie de ses charges pour obliger les paysans pour ce qui concerne les constructions d'école, hôpitaux et routes. De nouvelles formes de pression et exploitations sur ces derniers en fait.

Et c'est surtout avec ces rapports contradictoires entre les paysans et l'Etat que le phénomène d'insécurité rurale accompagnée du vol de zébus s'est une fois encore aggravé. Ce qui a existé en effet, c'est que le phénomène est réapparu d'abord à partir de la fin du régime PSD en 1972 jusqu'en 1974 à peu près. Il y aura véritablement généralisation du fléau ensuite de 1980 jusqu'à aujourd'hui avec une certaine accalmie entre 1993 – 1996.

L'insécurité est devenue plus que sanglante. Les bandits appelés **dahalo** ont utilisé des armes de guerre pour tuer les villageois et brûler leur maison. Vers le milieu de ces années 80, il n'y a plus de jour où l'on n'entend point parler de tel ou tel fait avec les appels au secours ou **koka** lancés par les paysans.

Les attaques se font par surprise la nuit et même dès fois en plein jour. Dans ces derniers cas, les voleurs viennent en grand nombre, encerclent le village à piller en ne laissant personne sortir de sa cas sauf bien après leur départ avec les bœufs pris de force. C'est ce qu'on appelle la **tampim-baravarana**. Plusieurs personnes ont perdu la vie au cours de ces attaques barbares.

Les voleurs sont généralement des jeunes gens avec participation féminine quelque fois. Ils utilisent des charmes protecteurs demandés auprès des devins-guerisseurs appelés **mpimasy** ou **ombiasa**. Certains chefs de bande sont devenus de véritables mythes terrorisant les villageois.

L'on parle de **dahalo** sachant se transformer en serpent ou autre animal ou encore de bandits ne pouvant pas être atteints par les balles, etc. On devait ajouter qu'on retrouve dans cette affaire du banditisme rural la plupart des ethnies de Madagascar. Le Bara et les Sakalava, mais aussi le Betsileo, les Antandroy, Antesaka, Tanala, Merina et autres. Il serait donc faux de l'attribuer principalement à quelques ethnies seulement.

Une partie des bœufs volés vont grossir les grands troupeaux du moyen-ouest, de l'ouest et du sud malgache. IL y a dans ces régions où domine encore l'élevage extensif de grands propriétaires appelés **mpanarivo** qui ont plusieurs centaines de têtes de zébus. Les autres bêtes volées sont vendues avec des faux-papiers sur les grands marchés à bestiaux de l'Ile ou exportés clandestinement ou « légalement » à l'extérieur.

Les conséquences de tout ceci sont bien sûr nombreuses. La montée de la violence avec morts d'hommes, la baisse du cheptel malgache, le développement du trafic et fabrication d'armes à feu. Le phénomène du vol de bœufs n'a cessé de faire le sujet des discours politiques à Madagascar et il y a eu même un temps où les chansons faisant l'éloge des **dahalo** ont fait partie du hit-parade national comme le **manana andro zalahy iny** ou « **Que ce gars là a de la chance** ».

Quant aux mesures appliquées, ce qu'on peut dire c'est qu'elles sont de plusieurs sortes. Il y a tout d'abord l'action des tribunaux, puis les conventions paysannes appelées **dina** de toutes sortes et enfin les répressions militaires.

En ce qui concerne l'action des tribunaux, les dossiers sur les vols de bovidés seront traités par une Cour criminelle spéciale. Ce qui veut dire que les responsables ont durci la répression judiciaire. Les condamnations à mort, les travaux forcés à perpétuité prononcés ont été nombreux mais cela n'a pas arrêté le phénomène.

Pour ce qui est de la mise en place des **dina**, on doit noter que ceux-ci ont été différents selon les régions à partir du milieu des années 1980. Là également, des sentences de mis à mort et de lynchage public ont été prononcés par les responsables de ces **dina** appelés **mpizaka**, ainsi que de lourdes peines de restitution par deux ou trois fois le nombre de bœufs volés. Mais les avis sont partagés jusqu'à aujourd'hui sur l'efficacité ou non de ces conventions collectives paysannes. Il y a eu des malentendus entre paysans eux-mêmes causés par le **dina** pouvant provoquer des fois des affrontements sanglants entre eux ou entre ces derniers et les forces de l'ordre ou même avec les autorités administratives et judiciaires.

Ne trouvant pas la ou les solutions adéquates pour arrêter le phénomène, les pouvoirs qui se sont succédés se sont rabattus sur les interventions militaires, surtout pendant la deuxième moitié des années 1980 et depuis 2003 jusqu'ici.

On engage sur terrain non seulement la gendarmerie, mais également l'armée pour ratisser dans plusieurs régions considérées comme des zones rouges. Mais cela non plus n'a pas réglé la situation. Après le départ des militaires, les voleurs reviennent pour agir plus violemment encore. Et c'est ainsi d'ailleurs que les responsables de l'armée ont dû proposer l'implantation permanente de détachements militaires pour renforcer les brigades de gendarmerie déjà implantées.

La sécurité est plus ou moins revenue entre 1993 et 1996. Certains ont expliqué la situation par l'application des **dina** et la mise en place des dits détachements militaires. Mais après 1996, l'insécurité est revenue alors que les **dina** continuent d'être appliqués et que les membres des détachements militaires sur terrain sont toujours en place.

En réalité, le retour au calme en milieu rural doit être compris comme le résultat des tournées présidentielles qualifiées alors par ces adversaires de Mada-Raid. Il s'agit cependant d'un rapprochement entre les responsables de l'Etat et les villageois. Un fait qui a montré une fois encore que le retour à la sécurité dépend beaucoup plus de la qualité des relations entre les tenants du pouvoir et les paysans encore organisés en communautés villageoises avant toute autre solution.

Cette affaire du vol de bœufs du banditisme rural et du vol de bœufs a fait apparaître différentes thèses pour expliquer le phénomène. Il y a en premier lieu l'explication ethnique et culturelle. Ce qui n'est pas à première vue totalement fausse dans la mesure où le vol de bétail est souvent lié à la civilisation pastorale, à Madagascar comme ailleurs. Le vol peut avoir dans ces sociétés comme but la lutte pour le pouvoir et l'équilibre de la société, mais également la contestation d'un pouvoir considéré comme étrangers.

D'autres personnes, et surtout les religieux expliquent les faits par le développement d'une crise morale, de la jalousie et de la vengeance. De même que l'on parle sur les Hautes Terres de la perte de l'autorité des parents et des anciens, ainsi que par le fait que l'alcool et la drogue ne cessent de se répandre en milieu rural.

Conclusion qu'on peut considérer en même temps comme cause et conséquence ici de la crise interne de la société traditionnelle mais aussi de l'influence des cultures étrangères avec notamment la vidéo répandue jusque dans les campagnes.

On trouve également l'explication du phénomène comme moyen de survie ou d'enrichissement dans une société où l'avidité du gain et du profit ne cesse de gagner du terrain à côté de l'aggravation de la pauvreté. Une explication économique en sorte avec comme prolongement l'apparition de profiteurs de toutes sortes appelés « bandits de bureau » ou **dahalo ambony latabatra**. Si cette thèse paraît pouvoir expliquer ce qui est vu aujourd'hui, elle n'explique pas le phénomène dans le passé quand le système capitaliste n'a pas encore en lieu. Elle n'arrive pas non plus à faire comprendre pourquoi de nos jours encore les faits de vol disparaissent totalement ou tout au moins baissent en intensité comme cela s'est produit entre 1993 et 1996 alors que les conditions économiques des paysans ne se sont pas encore nettement améliorées.

L'explication selon laquelle la montée du banditisme rural et la recrudescence sont un résultat de la faiblesse de l'Etat a aussi beaucoup de défenseurs. On a constaté cependant que lors des mouvements populaires de 1991 et de 2002 où l'autorité n'a presque pas existé pendant des mois avec rappel de la plupart des forces de l'ordre en ville, le phénomène ne s'est pas aggravé. Bien au contraire, les vols ont baissé d'intensité. Ce qui nous fait dire, qu'en fait c'est l'existence de malaises et de mécontentements vis-à-vis du pouvoir qui vient avant les autres causes pour expliquer pourquoi à certains moments la recrudescence du phénomène.

L'étude des régimes politiques du temps de Ranavalona Ière de 1830 à 1860, de Rainilaiarivony entre 1880-1895, de la colonisation entre 1930 et 1955, de 1980 à 1991 et de 1997 jusqu'à aujourd'hui montre qu'on est dans ces périodes en face d'un pouvoir fort et « dictatorial ». Et chaque fois c'est dans ces périodes que le phénomène du banditisme rural avec les vols de zébus éclate. On doit ici en tirer des conclusions.

Il faut donc à notre avis revenir toujours à l'analyse de la relation entre l'Etat et les communautés villageoises et même à la compréhension de la notion de pouvoir et d'Etat pour les paysans malgaches. L'histoire du pays montre la nécessité du dialogue et du consensus appelé ici le **teny ierana** entre les deux entités pour la bonne marche de la vie sociale et économique. En cas d'absence du dit **teny ierana** dont il faudrait étudier la forme et surtout quand la population pense qu'il y a quelque chose d'illégitime, **tsy rariny**, on tombe dans l'incompréhension et le désordre. On retrouve ici la question centrale de la science politique qui est de savoir quand les gouvernés acceptent réellement dans leur for intérieur d'obéir à leurs dirigeants et à quel moment les citoyens ou une partie passent à différentes sortes de résistance même considérées comme rétrogrades.

Notons, en ce qui concerne ce problème du vol de bœufs, qu'à Madagascar les tenants du pouvoir sont obligés d'accepter et de revenir aux conventions collectives paysannes appelés **dina** pour lutter contre le fléau. Ce qui est en quelque sorte une négation de l'Etat premier responsable de la sécurité. Solution de dernière chance, ces **dina** ne sont pas arrivés cependant à éradiquer le mal.

Le rôle et la place exacts de l'Etat à Madagascar et dans les pays où il y a persistance des structures traditionnelles doivent faire l'objet de nombreuses réflexions encore. Si, en effet, au centre de l'Imerina le pouvoir étatique est plus ou moins issu de la dynamique interne des communautés locales, celui – ci a été plus ou moins imposé par le haut et de l'extérieur pour toutes les autres régions où il y a eu expansion du dit royaume. Mais même en Imerina, on doit savoir que le **teny ierana** avec le système **kabary** au temps d'Andrianampoinimerina, la recherche de l'avis populaire avant toute décision a été importante.

Contrairement à cela les relations entre l'Etat et les communautés paysannes ont souvent été insupportables pour la seconde. On devait donc rétablir l'équilibre en prenant en compte la participation de la majorité de la population aux décisions.

Un autre sujet est bien sûr d'étudier comment peuvent évoluer les différentes formes de résistance des citoyens face au pouvoir ou au **Fanjakana**. Cela va des phénomènes de possession étudié déjà par Gérard Althabe et autres, en passant par l'aggravation de l'alcoolisme en certains moments, jusqu'aux éclatements des phénomènes de violences de toutes sortes et les feux de brousse. Jusqu'ici, en effet, ces différents sujets ont été étudiés en eux-mêmes sans être reliés entre eux ce qui n'est pas sans importance, mais selon nous insuffisant.

Pour terminer sur ce sujet nous devons dire que le phénomène de vols de bœufs n'est pas un problème marginal ou des marges car non seulement il persiste dans plusieurs régions jusqu'aux abords des villes, mais qu'il a tenu une place importante dans l'histoire de Madagascar. Le sujet fait jusqu'à aujourd'hui encore le centre du débat politique de premier ordre dans le pays. Et à voir ce qui continue à exister, on peut dire qu'il le sera encore dans le futur si on ne trouve pas de véritables solutions, comme le cas des feux sauvages que nous allons aborder par la suite d'ailleurs.

C-LES FEUX SAUVAGES

Les feux sauvages constituent l'autre problème de grande envergure difficile à éradiquer à Madagascar. Malgré l'existence de réglementation depuis plus d'un siècle déjà, le fléau se poursuit et reste comme autrefois, une des causes les plus importantes de la dégradation de l'environnement dans l'Ile. Les feux entraînent le déboisement, l'érosion des sols et l'envasement des bas-fonds. L'usage généralisé des feux est comme l'a écrit le professeur René Gendarme encore, « *une catastrophe nationale* »⁷⁸.

Il faut savoir cependant que l'usage des feux est nécessaire au niveau technique actuel des paysans pour avoir des jeunes pousses d'herbes nécessaires à l'élevage bovin, obtenir de la place pour pouvoir faire des cultures de montage dans les zones forestières avec ce qu'on appelle le **tavy** et nettoyer les environnements des terrains de cultures, et surtout les rizières. Il y a donc une surface minimum qui « devrait » être brûlé ; un « mal nécessaire » en quelque sorte qu'on peut chiffrer si l'on regarde les statistiques annuelles des feux de brousse à quelques centaines de milliers d'hectares.

Le problème vient, du moins théoriquement, du fait que le phénomène atteint des dimensions hors du « normal » pendant certaines années. La question est de savoir pourquoi ? Les observations que nous avons effectuées, aussi bien au niveau de la réalité sur terrain que par un travail de documentation, permettent cependant de souligner une fois encore à la nécessité de revenir à l'état de la relation Etat – communautés paysannes. Chaque fois que le pouvoir en place décide de choisir la répression contre le phénomène comme solution, la réponse paysanne semble aller dans le sens contraire c'est à dire la multiplication encore des feux même sur des surfaces inutiles à la production et à l'élevage. Seule, l'arrivée à temps ou la précocité qu'on devrait signaler ces derniers temps, à cause peut-être de la question du réchauffement de la terre.

Les textes

Les textes sur la réglementation des feux de brousse et la réglementation des feux de végétation existent en effet depuis voilà plus d'un siècle déjà à Madagascar. Cela depuis le Code des 305 articles publié le 29 Mars 1881 sous le règne de Ranavalona I, plus les lois, les ordonnances, décrets, arrêtés et circulaires depuis 1900 jusqu'à aujourd'hui. Ceux – ci

78 – Gendarme R., **L'économie de Madagascar**, ..., op. cit.

se basent généralement autour de l'idée de l'interdiction de la mise à feu et du défrichement des forêts d'un côté, et de la réglementation des feux de culture et de pâturage. L'application de ceux – ci change cependant selon les régimes et au fil des ans. Certains gouvernements ont voulu être plus autoritaires que d'autres.

Sous la colonisation , par exemple , l'idée de base est celle d'une part , de l'interdiction totale le **tavy** dans toute la colonie et , d'autre part , le pouvoir des Chefs de province de décider pour autoriser les feux à une certaine distance de toute plantation et de tout massif boisé . Et les autorités ont même déjà pensé à l'interdiction totale des feux de brousse.

Ici, parmi d'autres textes, nous citerons la circulaire, du gouverneur Général Garbit du 09 octobre 1915 adressé à tous les Chefs de provinces et districts autonomes. Il écrit alors que *« Par circulaire n°2806 – B en date du 10 juillet dernier, j'ai attiré votre attention sur la nécessité d'en finir le plus tôt possible avec la question des tavy et j'ai indiqué une solution consistant à faire procéder, sous la direction d'agents spécialement désignés à cet effet, à l'établissement de rizières irriguées et autres terrains de culture présentant les garanties nécessaires de stabilité.*

Le plus grand reproche que l'on puisse opposer à l'ancien procédé de tavy réside dans la nécessité pour ses adeptes, de défricher périodiquement des espaces toujours nouveaux et de détruire ainsi peu à peu les massifs boisés jusque dans leurs derniers retranchements.

Aussi le « procédé doit – il être condamné complètement et définitivement, même réduit à ses moindres inconvénients au point de vue de la conservation des forêts. Je vous demande donc d'agir avec fermeté et persévérance pour diriger vos administrés dans cette voie (...).

La question des tavy doit être donc définitivement et complètement résolue à bref délai par leur disparition totale sur tout le territoire de la colonie (...)

Et le gouverneur a proposé en ce qui concerne les feux de pâturage la méthode de fauchage périodique. Il ajoute alors que « Dès que certains pâturages auront pu être améliorés, rien ne s'opposera plus, en effet, à leur fauchage périodique, qui constitue d'ailleurs une opération améliorant notablement les pâturages (...)

Dès lors rien ne s'opposera à la suppression des feux de brousse, sauf exception motivées par la nécessité par la nécessité de préparer le passage de la charrue ou la destruction nuisibles »⁷⁹.

Tout cela ne s'est pas réalisé et il a donc fallu continuer la lutte. Depuis l'indépendance jusqu'à maintenant, ce sont les ordonnances 60-127 et 60-128 du 30 octobre 1960 fixant les régimes de défrichement et des feux de végétation qui seront appliquées. Dans l'ordonnance 60-127, il est écrit qu'il est interdit d'allumer un feu de végétation quel qu'il soit à l'intérieur du domaine forestier national ou d'une parcelle artificiellement reboisé, mais que les feux de culture et de nettoyage peuvent être allumés à condition que ce soit hors des domaines cités plus haut et que les feux de pâturages doivent se faire à des périodes fixées par province par arrêté du ministre responsable des feux sauvages sont totalement interdit.

Dans la présentation de l'ordonnance 60-127 en question il est en effet constaté que *« l'une des causes de plus grave de la dégradation et de la stérilisation des sous-sols malgaches est la pratique inconsidérée des défrichements, avec brûlis (tavy) et des feux de végétation (feux de brousse) »*. Et que *« les conséquences de ces pratiques néfastes dans un pays accidenté et au sol instable comme Madagascar n'ont pas manqué de se faire sentir lors des inondations catastrophiques du début de l'année 1959 . C'est ainsi qu'à la suite de défrichements abusifs opérés en 1957 et 1958 ; d'importants éboulements, décrochements et glissements et glissements de terrains ont causé de nombreuses pertes de vie humaines, sans parler du bétail noyé et des milliers de tonnes de bonne terre qui ont été entraînés à la mer et définitivement perdus . Et qu'en conclusion : compte tenu de la démographie en pleine expansion, il est indispensable que des mesures sévères soient prises. S'il n'en était pas ainsi, les sols continueraient à se dégrader à une vitesse accélérée , ne permettant plus à la population d'assurer sa subsistance , et l'avenir même du pays se trouverait irrémédiablement compromis »⁸⁰.*

79- Cf. **Journal Officiel de Madagascar et Dépendance** n°1543 du 9 Octobre 1915.

80- Voir **Journal Officiel**, n°127 du 15 octobre 1960, p.2069.

Des modifications avec des renforcements de ces deux ordonnances seront apportées plusieurs fois par la suite avec de lourdes peines d'emprisonnement encore. Entre autre par l'ordonnance 62-121 du 1 octobre 1962 qualifiant de défrichement « *la suite des opérations destinées à permettre la mise en culture d'un terrain préalablement recouvert d'une végétation ligneuse et qui consiste dans l'abattage de tout ou partie de cette végétation suivi ou non d'incinération, dans le but de procéder à des plantations ou semis d'ordre public* »⁸¹ ; puis l'ordonnance 72-039 du 30 octobre 1972⁸², et n°75-028 du 22 octobre 1975 qui dans son article 34 nouveau affirme que « *Tous les cas de feux sauvage intentionnel allumé ou provoqué seront punis d'un emprisonnement de 5 à 10 ans* »⁸³.

Dans l'ordonnance n°76 – 019 du 24 mai 1976, le gouvernement, dans l'article premier de celle-ci, écrit que « *Quiconque connaît l'identité du ou des auteurs connus ou soupçonnés d'un feu sauvage doit en aviser le comité du Fokontany de son domicile ou tout agent habilité à constater les informations en matière forestière* » sous peine d'être puni d'une amende de 15 000 à 300 000 Fmg et d'un emprisonnement de 6 mois à 3 ans

Trois mois plus tard, le pouvoir édicte encore à travers l'ordonnance 76-030 du 21 août 1976 des mesures exceptionnelles pour la poursuite des auteurs de feux sauvages. C'est – à – dire en somme qu'on a toujours cherché à renforcer les dits textes.

Le 29 Février 1980, une note du Premier Ministre met sur pied un Groupe d'Etude car « *l'instauration de la voie socialiste (...) implique qu'une approche créative et militante devienne nécessaire, sinon pour enrayer du moins pour baisser sensiblement l'exutoire par le feux sauvages* ». On verra plus loin que c'est le contraire qui aura lieu par la suite.

Vers la fin des années 80, l'on parlera de crédo-écologisme avec apparition de plusieurs organisations non gouvernementales dans la Grande-Ile. Les fonds commencent à arriver pour sauver l'environnement à Madagascar. A titre d'exemple on doit signaler que « *réunis à Paris au siège européen de la Banque Mondiale, le 14 et 15 février, les bailleurs de fonds de plusieurs pays (Etats-Unis France, Grande-Bretagne, Norvège, RFA, Suisse) et des organisations internationales (CEE, FMI, PNUD, UNESCO, WWF) se sont mis d'accord pour rassembler 85 millions de dollars (...) afin de financer le plan d'action environnement du malgache* »⁸⁴.

81- **Journal Officiel** n°252 du 26 octobre 1962, p.2509

82- **J.O.** n°876 du 2 décembre 1972 p.3212

83- **J.O.** n°1088 du 1 novembre 1975, p.2794.

84- Voir **le Monde** du 17 février 1990, p.2.

Mais si les projets fusent de toutes parts et que la volonté est telle, du moins extérieurement dans certains milieux politiques et intellectuels, on doit dire à l'époque qu'il y a des limites fondamentales du fait de l'inexistence d'une adhésion véritable de la part des populations les plus concernées. Ce qui explique le fait que c'est parce que l'on a parlé beaucoup d'environnement qu'il y a plus de feux de brousse encore ⁸⁵.

Le 21 décembre 1990, le pouvoir adopte la Charte de l'Environnement dont l'idée de base n'est plus dorénavant la répression mais par contre la conscientisation et la participation. Dans la présentation de celle-ci publiée en annexe il est alors signalé que la dite Politique Nationale de l'Environnement prend sa source dans un constat d'échec des diverses actions environnementales qu'ont été menées jusqu'à ce jour ⁸⁶.

Dans l'article 7 de la dite Charte, il est dit clairement que « *la gestion de l'environnement est assurée conjointement par l'Etat, les collectivités décentralisées, les organisations non gouvernementales régulièrement constituées, les opérations économiques, ainsi que tous les citoyens* ». En 1996, le gouvernement adopte la loi relative à la Gestion Locale des Ressources Naturelles Renouvelables qui part de la responsabilisation à tous les niveaux et la faculté de participer aux décisions quant à la gestion de l'environnement.

Malgré cela, bien sûr, certains responsables reviennent de temps à autres à l'idée de la répression qui, nous le verrons plus loin, provoque toujours l'effet contraire. Le pouvoir actuel issu de l'élection de décembre 2001 et des événements de 2002 semble avoir pris cette option à ses débuts. La pluie est cependant arrivée à temps depuis l'année 2000 et ne permet donc pas de tirer des conclusions sur la baisse relative de surfaces brûlées au dessous de la barre des 1 millions d'hectares jusqu'ici.

85- Cf. notre article publié en annexe, Rasamoelina H., « Les limites du crédo écologiste à Madagascar ». **Lakroan'i Madagasikara**, du 19 avril 1990, p.6 et p.7.

86- Voir **Charte de l'Environnement**, Ed Foi et Justice, 1994, p.17

Répression et aggravation des superficies brûlées.

En effet face à ce qui est dit plus haut, on peut diviser en deux périodes distinctes la politique menée pour lutter contre les feux sauvages. Depuis la colonisation jusqu'au milieu des années 80, c'est l'idée de la répression qui a dominé. Que ce soit au temps de la colonisation, que sous le régime PSD de Tsiranana où le conflit Etat-paysans a éclaté véritablement en 1971 dans le sud, sous les gouvernements militaires depuis le Général Ramanantsoa et sous la Deuxième République : les forces de l'ordre et les autorités forestières ont pour tâche d'arrêter les coupables pour être sanctionnés.

Si l'on prend à partir de 1970, début des données chiffrées disponibles, les statistiques des feux de brousse sont très importantes avec un maximum en 1983 car il y a eu 3 420 146 hectares brûlés. Les feux de brousse deviennent un moyen d'expression pour les communautés rurales vis-à-vis du pouvoir. Cela aggravé plus encore pendant les périodes électorales considérées comme un moment de défoulement par les paysans. On a constaté par exemple, comme pour les vols de bœufs, la multiplication des feux aux bois qui se trouvent le long de leur chemin du retour pour répondre aux discours des responsables politiques qui ne cessent d'être répétés à la radio concernant l'interdiction des feux.

L'effet du pouvoir dit révolutionnaire à partir de 1980 pour lutter contre le feu à travers la mise en place d'un comité interministériel appelé « Groupe d'Etudes sur les feux de brousse » sans la direction du Premier Ministre est l'exemple qu'on peut reprendre pour voir les effets d'une telle politique. Des discours menaçants seront répétés à la Radio Nationale par le Ministre de l'Intérieur de l'époque et des slogans avec des dépliants diffusés pour le public. Le résultat est qu'en 1983, la superficie touchée par les feux a atteint un minimum de plus de trois millions d'hectares. Sous la colonisation, le professeur René Gendarme, lui, écrit que « *Si on tient compte des infractions réelles, on peut affirmer que c'est au moins 2 millions 500 000 hectares qui sont brûlés chaque année* »⁸⁷. Et il critique l'attitude uniquement répressive des Eaux et Forêts qui ne tient pas à comprendre les causes économiques du phénomène : « *la culture extensive du riz et le trop grand nombre de bœufs* »⁸⁸.

87 – Voir Gendarme R., *L'Economie de Madagascar*, op. cit, p. 122

88– Ibid p.123.

Et on doit ajouter que les élections qui se déroulent au cours de la saison sèche, c'est – à – dire pendant les trois derniers mois de l'année aggravent le phénomène des feux de brousse et cela jusqu'à aujourd'hui. On l'a noté depuis la Première et la Seconde République mais on l'a vu encore même pendant les récents scrutins comme en 1996 et en 2001. Les paysans profitent du remue-ménage pour se défouler eux aussi, l'administration étant, plus ou moins bloquée.

La situation de 1985 à 1994

Si l'on regarde, en effet, les statistiques sur trente ans, la tendance est à la baisse à partir de 1985 jusqu'en 1994. L'aggravation ne se fera non pas au point de vue superficie mais plutôt sur les cibles qui sont des domaines véritablement protégés par l'Etat, c'est – à – dire les réserves et les plantations forestières.

L'Etat en difficulté financière à partir de 1985 a cessé de s'occuper des problèmes des feux en général jusqu'en 1988. Même les statistiques concernant les infractions constatées ont disparu des rapports de la gendarmerie. Mais paradoxalement, les superficies brûlées se sont situées au dessous de 1 millions d'hectares.

A partir de 1988, par contre Madagascar reçoit un financement pour un programme de gestion et de protection des forêts comme Andasibe, Ankarafantsika, Zahamena, Tsaratanana et autres avec ce qu'on a appelé le Plan Environnemental I. Ce qui est à noter, c'est que ce sont sur ces zones déclarées protégées que les feux seront surtout signalés⁸⁹. Les discours des responsables, en effet, ont été surtout axés sur la protection de celles – ci, ce qui orientera également les réactions paysannes. Nous avons été témoin par exemple du feu qui a consumé la forêt de la Haute – Matsiatra pendant presque un mois en septembre 1990⁹⁰. Les responsables ont dû envoyer des militaires pour essayer de les éteindre sans y arriver. Mais on a signalé également les cas d'Angavokely, Ankazobe, le Fanalamanga, Ankarafantsika et autres. Et ce qui est à noter pour ceux qui ont vu les réalités, c'est que les feux viennent des sommets ou de l'intérieur pour descendre ou aller vers les bords. Ce qui veut dire que les feux ont été déclenchés intentionnellement car il fallait pénétrer dans la forêt ou monter sur les sommets pour les provoquer et disparaître ensuite surtout dans la soirée ou la nuit. Ce sont donc des jeunes ou tout au moins de personnes encore solides qui sont aptes pour telles actions.

89- Voir notre article publié en annexe : Rasamoelina H. (1990), « La recrudescence des feux de brousse », **Labroan'i Madagasikara** du 4 novembre 1990, p.7.

90- Voir H.R (1990) « Fianarantsoa : doro ala mahatsiravina », **MADA** au 21 septembre 1990, p.9.

Un des fonds du problème , en ce qui concerne la délimitation et la mise en place de ces zones dites protégées et aires de reboisement , est qu'on n'a pas , dans la plupart des cas , demandé les avis des paysans concernés . Celles – ci sont tout simplement les fruits des décisions gouvernementales imposées bien que provoquant des rétrécissements des terrains de pâturage et de cultures, sans parler d'autres conséquences néfastes pour les habitants. Et l'on doit ajouter aussi que les promesses qui ont été faites en marge des projets n'ont pas été tenues comme on a pu le constater pour les reboisements dits industriels, ce qui provoque de l'incompréhension en milieu rural.

L'écho du début de la mise en place du ministère de l'Environnement

Comme nous le savons, le ministère de l'Environnement a été mis en place pour la première fois à Madagascar en 1995. Ce qui a fait partie, a-t-on dit à l'époque, des conditionnalités des bailleurs de fonds. Ce qu'on a constaté cependant sur terrain cette année là, c'est la multiplication des feux de brousse encore et, il faut le noter, l'incendie du Palais de la Reine le 6 novembre 1995.

Dès la mise en place de son département , en effet , le ministre de l'environnement de l'époque a fait une tournée dans presque toutes les provinces pour appeler la population à ne plus brûler les espaces car, a – t – il dit , cela des effets négatifs sur l'écologie en général . Mais c'est comme si ce sont ses discours qui ont poussé les gens à le faire plus encore. Celui qui a vu le phénomène cette année là avec tout le pays qui a brûlé alors ne doit pas être totalement surpris quand le feu a atteint un monument au cœur de l'Ile. Sans qu'on puisse aller bien sûr aller plus loin dans les rapprochements. Et les feux ont repris de plus belle en 1996.

Ceux qui ont écrit sur les feux de brousse ont presque toujours affirmé que le phénomène a des conséquences néfastes sur la pluviométrie, car la pluie dit-on, devient rare. Selon par exemple la Note de la Primature du 29 février 1980. « *Bien que les rapports entre les paramètres météorologiques et les feux de brousse n'aient pas encore fait l'objet d'études à Madagascar, il est permis de constater que dans les régions où sévit périodiquement ce fléau, le climat se modifie en ce sens que les pluies sont déficitaires et les températures élevées* » ⁹¹.

91 – Note 0629 PM/CAB du 29 février 1980, p.72.

En fait ce qui s'est passé réellement, à regarder les données pluviométriques de Madagascar, c'est qu'il y a des années où les premières pluies arrivent à temps et d'autres où celles – ci tardent à venir.

Depuis un peu moins d'une dizaine d'années cependant les premières pluies sont arrivées à temps et même plus tôt que d'habitude. Nous l'avons constaté depuis 1997 et surtout ces quatre dernières années. La cause se trouverait d'une part dans la situation d'insularité du pays et d'autre part dans le réchauffement de la terre, phénomène mondial qui inquiète l'humanité.

La suite logique de cette arrivée à temps de la pluie en ce qui concerne les feux de brousse c'est la diminution des surfaces brûlées puisque les herbes devenues humides ne peuvent plus s'enflammer. Si cette tendance se poursuit on aura donc une baisse annuelle des superficies calcinées par le feu. De l'autre côté, comme on l'a vu ces deux dernières années, les paysans n'attendent plus la saison sèche à partir d'octobre pour brûler mais le font en toute saison dès qu'il y a un peu de soleil continu.

Cela étant, il faut le souligner, les dégâts déjà provoqués par les feux de brousse sont importants. La dégradation en général avec la diminution des surfaces boisées entraîne un véritable déséquilibre écologique dans le pays. L'aggravation des catastrophes naturelles provoquées par le déferlement des eaux, l'ensablement des rizières et même l'existence de victimes humains.

La solution première se trouve, encore une fois, pour ce que concernent les feux sauvages dans l'amélioration de la relation entre l'Etat et les communautés paysannes. Ce qu'il devrait passer selon nous, comme pour le problème du vol de zébus avant toute autre solution technique, financière et policière vues jusqu'ici. Il faut discuter et convaincre plutôt que de réprimer.

On revient encore et toujours à la question du pouvoir et de l'Etat à Madagascar. En effet, tant que la relation n'est pas bonne et que la communication ne passe pas, la population a tendance à faire le contraire de ce que les responsables imposent. La question est donc de savoir si les dirigeants eux peuvent accepter de se remettre en question.

Le problème de l'eau

Suite à l'étude du problème de l'environnement, celui de l'eau m'a intéressé également dans la mesure où l'on a commencé à se plaindre de la diminution de celle – ci depuis les années 1980 à Madagascar, si l'on se réfère à ce qui se passe dans la région de la Haute Matsiatra.

Le niveau des fleuves et rivières en effet a baissé depuis, et des sources ont disparu. Ce qui a pour conséquence le fait que les conflits paysans à cause du problème de l'eau se sont multipliés. Et l'on peut dire que ceci constitue également une des causes de la multiplication des feux sauvages dans la mesure où les paysans considèrent, et cela non pas sans fondement, que les reboisements effectués par les gouvernements qui se sont succédés ont provoqué ces disparitions des sources contrairement à ce que l'on répète dans les médias officiels.

Ce qui s'est passé réellement en effet, si l'on prend l'exemple de la Haute Matsiatra, c'est que le gouvernement a décidé, pour pallier à la déforestation, de commencer à partir de l'année 1953 ce que l'on appelle le reboisement industriel ici dans la région et ailleurs dans le Vakinankaratra, le Tampoketsa, le Haut Mangoro et la région de Bealana. La forêt de pins sera bien protégée et ne sera touchée par les feux à répétitions qu'à partir de 1990. Et il ne faut pas dire que ce sont ces feux qui ont provoqué les disparitions des sources et la baisse du niveau de l'eau puisque ces phénomènes sont déjà signalés au début des années 1980. Il faut trouver d'autres explications.

Et l'on doit aussi d'ailleurs noter qu'en ce qui concerne les précipitations il n'y a pas eu de véritable changement quant à la pluviométrie. C'est que malgré l'instabilité du temps, le total pluviométrique n'a pas beaucoup changé et l'on peut même dire que depuis ces années 1990 les précipitations se sont encore renforcées sauf peut être pour un ou deux ans comme en 2005.

Ce que l'on peut conclure, c'est que les plantations de pins n'ont pas favorisé l'infiltration de l'eau sous terre. Ce qui explique le phénomène du tarissement des sources depuis plus de vingt ans déjà. La solution est donc de trouver de nouveaux types d'arbres qui faciliteraient l'infiltration ; et la plantation de végétaux appropriés ayant les mêmes effets que les forêts primaires ou secondaires en ce qui concerne la protection des sources.

En tout cas la question de l'eau est devenue une question politique, et les dirigeants ont commencé à en faire un sujet de promesse électorale et administrative. Et cela se renforcera encore au cours des années à venir dans la mesure où le problème risque de s'aggraver plus encore pour devenir des questions les plus aiguës de la génération à venir. Phénomène plus grave encore, en tout cas, que tous les autres problèmes rencontrés jusqu'ici.

CHAP IV – Le suivi des réalités politiques et sociales à travers la presse

Ayant écrit plus de six cent textes dans les média : des chroniques et autres articles que nous citerons en grande partie dans l'orientation bibliographique, je peux dire que la publication journalistique a pris également une grande part dans mon travail d'intellectuel et surtout de sociologue de la politique. Je dois même souligner que celui-ci fait partie de mes techniques de recherche dans la mesure où il m'a permis de suivre les faits dans le temps en les fixant par écrit.

Sur le pourquoi de cette orientation, je dois avouer avoir été marqué par l'ouvrage intitulé **L'imagination sociologique**⁹² de Wright Mills où ce sociologue américain a enseigné aux débutants d' « *apprendre à utiliser au profit du travail intellectuel l'expérience acquise dans la vie*¹ » en faisant des fiches. Quand des idées ou des événements vous secouent, essayez de les retenir, de les ficher a-t-il conseillé. Ce qui donne également l'habitude d'écrire : et c'est ainsi petit à petit que j'ai été attiré vers la publication médiatique qui pour moi est, en même temps, une façon de retenir par écrit les faits et les événements, de les analyser mais aussi d'une démarche pour pouvoir être informé de leurs évolutions.

Par la force des choses, bien sûr, la presse m'a permis en quelque sorte de connaître ce qu'est l'opinion publique, de le comprendre et si on le veut d'agir sur la société même sans le vouloir expressément. Personnellement, c'est comme cela que j'ai été appelé à faire de la politique en 1991 – 1993 en entrant dans le gouvernement, à être nommé porte-parole du gouvernement, et à se faire élire par la suite comme parlementaire.

Dans ce dernier chapitre donc, je tenterai de faire une synthèse de tout ce que j'ai écrit en distinguant les chroniques et réflexions politiques publiées surtout dans les hebdomadaires **Réforme** et **Lakroan'i Madagasikara** et certains articles de presse que j'ai faits pour le compte de **la Gazette de la Grande – Ile** depuis 2003 jusqu'à actuellement.

92. Ibid, p. 200.

A-L'évolution politique de Madagascar (1985 – 1991) et (1998 – 2001)

En tant que chroniqueur politique, j'ai surtout écrit pendant ces deux périodes bien définies de l'histoire de Madagascar. J'ai essayé de comprendre pour moi-même mais aussi d'expliquer aux autres mes lectures des événements. Et ce que je peux dire c'est que l'évolution politique de Madagascar dépend de l'évolution des idées dans le pays et dans le monde mais aussi des relations de l'Etat avec la population : en premier lieu avec les paysans qui constituent plus de 80% de cette dernière.

Le débat et la lutte politique entre ces différents protagonistes ont été marqués en 1985–1991 par le combat entre les tenants du socialisme et ceux qui ont prôné le libéralisme et la démocratie libérale, mais aussi entre ceux qui ont dit être pour les paysans et ceux qui n'en font pas grand cas en les minimisant.

En 1985 la question de savoir si oui ou non Madagascar va continuer le socialisme ou pas s'est donc déjà posée dans la classe politique qu'on peut donc classer déjà en deux : ceux pour le statu quo et ceux pour le changement. Il y aura recomposition du paysage politique à Madagascar surtout à partir de l'année 1988, allant vers la bipolarisation de celle-ci après 1989.

De nouveaux partis politiques vont apparaître à partir de 1990, année de la libéralisation du système politique malgache. Aux anciens partis de la deuxième République comme l'AREMA, l'AKFM-KDRSM, le **Vonjy Iray Tsy Mivaky**, le VS **Monima**, l'UDECMA, le MFM et le MONIMA vont s'ajouter d'autres qui vont jouer ou pas des rôles importantes plus tard. On citera entre l'AKFM – Renouveau du Pasteur Andriamanjato autres l'UNDD du Professeur Albert Zafy, le V.V.S.V. de Daniel Ramaromisa, et le PRM de Ralison Roger, etc.

Même la politique étrangère de la Grande Ile va être également réajustée. Le temps de l'effervescence socialiste et anti-impérialiste est plus ou moins révolu. Le pouvoir d'alors commence par donner de l'importance à la zone Océan Indien et s'intéresse de plus en plus aux pays du Sud-est asiatique à expériences réussies comme Hong Kong, Singapour et certains même se sont déjà demandés si l'on ne devrait pas réétudier les relations avec l'Afrique du Sud, Israël et pourquoi pas avec la Corée du Sud et Taiwan.

Sur le plan des relations de l'Etat avec la population, j'ai pu suivre à travers ces chroniques l'évolution de l'inconfiance vers la rupture qui va se passer tout le long de l'année 1991. Il y a eu un climat d'incertitude, aucune motivation lors des élections et donc renforcement des taux d'abstention. La fédération des Eglises Chrétiennes connue sous le nom de FFKM intervient et jouera désormais un rôle important dans la vie politique à Madagascar.

De retour à l'Université à partir de 1988, après huit ans de participation effective dans la vie politique, j'ai repris ma place de chroniqueur dans l'hebdomadaire **Lakroan'i Madagasikara** jusqu'au changement de la rédaction en 2001. Là encore, j'ai pu suivre l'évolution de la situation avant la fameuse élection de décembre 2001 et la crise politique sanglante de 2002. Les contradictions naîtront cette fois-ci beaucoup plus sur des changements d'hommes que des idées bien que le fond reste le même : à savoir la distance trop marquée entre le pouvoir et la population. Un point qui n'est toujours pas résolu aujourd'hui encore.

B- Le problème de l'enseignement

Le problème de l'enseignement à Madagascar constitue le deuxième point auquel j'ai consacré plusieurs chroniques. J'ai participé plusieurs fois d'ailleurs aux débats sur la question de la langue et l'orientation de l'enseignement. J'ai dû **pour** tout ceci en faire le bilan et les perspectives. L'enseignement étant généralement organisé à partir du besoin de la société, il a fallu donc l'étudier parallèlement à celle des transformations de la société malgache.

Dans la société malgache traditionnelle, par exemple, l'éducation a été dispensée auprès des familles. Elle est donnée par les parents et les aînés à travers les **angano, tantara, ohabolana, hainteny**, etc. Cela parce que l'essentiel est de maintenir les traditions et les coutumes. La conséquence est le maintien pendant des siècles des pratiques ancestrales mais aussi l'absence de progrès notable de la dite société.

L'expansion de la civilisation européenne plus le développement de l'esprit missionnaire d'un côté, et de l'autre le besoin de la monarchie merina de former ses soldats et ses cadres expliquent l'apparition de l'institution scolaire dans la Grande Ile. Et c'est ainsi que les missionnaires de la **London Missionary Society** sont arrivés à Madagascar pour enseigner l'écriture et la lecture à partir de la Bible. Il y a eu un certain recul au temps de Ranavalona Ière de 1830 à 1861 mais l'effort reprendra après la disparition de celle-ci.

Le pouvoir colonial quant à lui a besoin de former des cadres **auxiliaires** pour l'administration et des travailleurs pour les colons et les entreprises européens. L'enseignement a donc été organisé avec d'une part un enseignement général pour la formation de ces **auxiliaires** de l'administration et un enseignement technique d'autre part pour former les ouvriers. Tout ceci à côté d'un autre type d'enseignement réservé aux petits Français et les malgaches citoyens.

La réforme de l'enseignement à la veille de l'indépendance a mis fin à l'existence côte à côte des deux types d'enseignement. Cela pour former les nationaux qui vont travailler dans l'administration pour le nouvel Etat mis en place. Des bourses d'études ont été même données à certains jeunes malgaches afin qu'ils puissent poursuivre leurs études supérieures en France. La plupart des hauts responsables de l'Etat pendant la Première République et après sont des bénéficiaires de celles-ci.

A Madagascar, à part la multiplication des Collèges d'Enseignement Général et des Lycées, on a mis en place l'Université, l'ENAM et l'Académie Militaire d'Antsirabe. On a constaté la multiplication des effectifs mais encore avec de fortes sélections sociales. Ce qui explique pourquoi la démocratisation et la malgachisation de l'enseignement seront les maîtres mots des revendications du mouvement étudiant de 1972. Si donc il y a eu seulement 5648 étudiants inscrits en 1972, en 1988 ils seront 40 000. Le but étant toujours de former des cadres pour l'administration.

La libéralisation de l'économie à partir de la fin des années 80 et la mondialisation nécessitent à une autre grande réforme de l'enseignement à Madagascar. Ce qui a déjà commencé à la même époque non sans difficulté et crises. « Les programmes et la pédagogie doivent être réétudiés de façon à favoriser le développement de l'esprit critique et la créativité », ai-je écrit dans **Lakroan'i Madagasikara** du 03 Juillet 1988. Aujourd'hui bien sûr on parle du fameux système L.M.D.

C- L'Etude de la ville de Fianarantsoa

En 1989, **les Editions d'Ambozontany** m'ont proposé d'écrire un ouvrage en malgache sur la ville de Fianarantsoa pour commencer une série sur les centres urbains à Madagascar. Ce qui m'a amené à faire des enquêtes sur terrain presque dans tous les quartiers de la ville en plus d'un travail de documentation poussé aux Archives nationales et ailleurs. Ce qui va se terminer par la publication de série d'articles d'abord dans le journal **Lakroan'i Madagasikara** et du livre en question, en plus d'autres communications à l'Académie Nationale à Antananarivo en 1994 et aux journées de la Recherche organisées par l'Université de Fianarantsoa en 2005. A tout ceci s'ajoutent bien sûr quelques articles de presse sur l'évolution ultérieure de la ville et les problèmes sociopolitiques actuels qui se posent pour la région et même pour le pays.

Il faut savoir que la ville de Fianarantsoa a été construite le 1^{er} Juin 1830 pour servir de résidence au gouverneur et aux soldats Merina envoyés dans le sud Betsileo ou **l'Andafiatsimon'i Matsiatra** pour gouverner la région nouvellement pacifiée. L'administration consiste à veiller à la paix locale, à prélever les divers tributs et redevances, à organiser les différentes **corvées** et même les attaques dans les régions voisines quand ordre et donné de Tananarive à cet effet.

Le gouverneur a sous son commandement de nombreux officiers et des soldats et est entouré de conseillers formés d'un vice-gouverneur plus des élus ou des représentants des populations locales appelés **Andriambaventy**, constituant de véritables hommes de cour chargés de faire connaître les aspiration des habitants et de transmettre en retour et faire exécuter les ordres. En plus de ceux-ci, les autorités de Tananarive ont désigné des agents de sécurité appelés **vadintany** qui leur font part directement des agissements des autorités ou de la population locale. Ils sont au nombre de neuf à raison de trois par circonscription formée de l'Isandra, du Lalangina et du Vohibato.

L'organisation des centres urbains, comme Fianarantsoa va suivre plus ou moins l'ordre sociopolitique signalé plus haut. Au sommet appelé Amboavoa ou Anatirova se trouve le palais du gouverneur. Il s'agit d'un grand bâtiment entouré d'une palissade avec à l'intérieur les résidences des officiers et de quelques soldats, le tout abrité encore par des murailles en pierres.

Après le Rova, il y a un peu plus bas le quartier des **Andriambaventy** et du gros de la troupe. C'est le village du milieu ou Antananaivo. Les soldats viennent tous jusqu'en 1880, date du premier recrutement de Betsileo des différentes régions de l'Imerina : de l'Avaradrano, du Marovatana, Ambodirano, Vakinankaratra, et des Voromahery et du Mainty. Contrairement aux résidences en bois du gouverneur et des officiers, celles des **Andriambaventy** et des soldats sont en roseaux ou en joncs. Des incendies ont souvent éclaté.

Plus bas se trouve le quartier des hommes de corvées appelés **zatolahimonina** recrutés par circonscription pour servir les autorités et les **Andriambaventy**. Ils sont utilisés pour les transports de produits comme les redevances en nature. Ceux de l'Isandra ont été placés sur le côté nord, ceux du Lalangina à l'Ouest et enfin les gens du Vohibato ou de l'Arindrano au Sud.

C'est au dessous des résidences des **zatolahimonina** que se trouve le marché de la ville et, plus bas encore, le quartier des charpentiers et des forgerons, emmenés de l'Imerina pour les constructions publiques et la fabrication d'armes et des fers pour les prisonniers.

La religion chrétienne apparaît dans le Betsileo et plus exactement à Fianarantsoa avec le début de la ville bien que quatre ans après elle sera interdite par la reine Ranaivalona. Le premier temple de la ville sera cependant construit en 1859, deux ans avant la mort de cette dernière. Ce qui veut dire qu'il y a eu toujours des chrétiens même parmi les dirigeants locaux pendant les années de persécution.

Les missionnaires étrangers anglais, français et norvégiens arrivent à partir de 1870 pour continuer la construction de temples et d'écoles dans la ville et dans toute la région.

De nouveaux palais seront bâtis e, dehors de la ville en 1877, plus bas à Tsianolondroa suite à la visite de la reine Ranaivalona II et le premier ministre Rainilaiarivony en 1873.

La venue des commerçants et prospecteurs étrangers datent de la fin de la première guerre franco-malgache de 1883 – 1885 et surtout après l'arrivée du Vice – Président français Pierre Louis Besson désigné pour s'occuper ici des intérêts français. Et c'est ainsi que plusieurs quartiers formant ce qu'on appellera la Nouvelle ville apparaissant plus bas à **Tsianolondroa** depuis Antady jusqu'à Ambalapaiso au nord. Les étrangers auront le droit de louer des terrains et de s'établir dans le pays. Avec eux se développera le commerce d'importation où il y a eu au début prépondérance des maisons américains, puis anglaises avant de passer aux mains des français. Toutes, elles ont importé des étoffes, indiennes, de la soie, de la laine, des conserves alimentaires, du sucre, des spiritueux, de la quincaillerie et diverses autres articles étrangers et exportent des cuirs, du caoutchouc et de la cire.

Ce commerce a nécessité l'utilisation de porteurs salariés appelés **maromita**. Il y a donc apparition du salariat avec à la fin du 19^{ème} siècle selon le Vice-Résident Besson pour ce commerce du Betsileo environ 3 000 porteurs². Le salaire d'un **maromita** pour le voyage Fianarantsoa – Tananarive est à l'époque de 1 **ariary** et 4 **sikajy** environ. C'est-à-dire 7,50 francs en 1886³. Ceux-ci sont en général des anciens esclaves travaillent pour le compte d'opérateurs appelés **mpiantoka**.

Il faut ajouter cependant qu'en plus de ces commerçants, d'autres étrangers vont venir également dans la région pour prospecter ou travailler pour ce compte du gouvernement vers la fin des années 1880. Certains vont résider à Fianarantsoa ou dans les autres centres urbains.

Avec la colonisation en 1895, ce sont les français surtout qui seront les plus nombreux, car en plus de l'arrivée des militaires, le pouvoir colonial a pris des mesures pour établir le monopole des maisons et produits français.

En 1898, l'administrateur Pierre Louis Besson se félicitera du fait que la situation se soit considérablement modifiée à l'avantage des maisons de commerce françaises mais aussi que le commerce se soit considérablement accru.

Selon les renseignements qu'on peut tirer des ***Guides-Annuaire de Madagascar***, en 1908 Fianarantsoa est devenue un centre de transaction importantes avec le sud de l'Ile.

⁹³. Cf – Besson (1898), « Les études de colonisation. Province des Betsileo », **Notes Reconnaissances et Explorations**, 1^{er} trimestre 1898, p. 665.

94 – Ibid.

La petite industrie ne va apparaître cependant ici et dans la région que tardivement. C'est en 1906 en effet qu'un colon appelé Leroy fait construire à Ivoamba, un

La petite industrie ne va apparaître cependant ici et dans la région que tardivement. C'est en 1906 en effet qu'un colon appelé Leroy fait construire à Ivoamba, un

peu plus au nord de la ville ; une décortiquerie au nom de la Société des Riziers Français. Une autre, la rizerie Venot sera fondée en 1938 à Ambatolahikoso, et une troisième la rizerie Fievet à Idanda. Les banques arrivent avec le comptoir National d'Exemple de Paris en 1910 et la Banque de Madagascar et des Comores en 1927. L'Imprimerie apparaît avec celle du Betsileo en 1928, tout cela pour dire qu'il y a un début de mise en place des bases du système capitaliste en ville.

Le pouvoir colonial met en place un enseignement public à côté de ceux des missions avec surtout l'Ecole François de Mahy pour le primaire et l'Ecole Régionale pour les secondaires. Les collèges d'Enseignement Général et les Collèges techniques ne seront ouverts qu'à la veille de l'Indépendance, dans les années 50. D'autres écoles et collèges privés et publics vont s'y ajouter à partir de l'indépendance plus l'université en 1977 et l'on peut dire que l'existence de grand nombre d'établissements scolaires est ce qui caractérise le plus cette ville. De ce fait, les jeunes ont un poids politique important ici. On l'a vu à chaque période chaude de l'histoire du pays.

Les semblants d'industrie avec les trois rizeries vont cependant tous disparaître après le départ des Français en 1972 alors que les nouvelles unités créées sous la IIème République n'ont pas pu les remplacer. Aujourd'hui seules les hôtelleries constituent le seul secteur qui arche actuellement. On peut même cependant aujourd'hui se demander si vraiment Fianarantsoa ne reste pas au stade de « gros village ». Ce qui fait que sur le plan culturel, c'est celui de la société traditionnelle qui domine. La ville est touchée de problème du vol de bœufs et des feux de brousse même en ce début du 21^{ème} siècle. Autrement dit une partie de la population fianarantsoanaise réagit à peu près comme le font ceux du milieu rural pour exprimer ses mécontentements.

D-Les thèmes de la chanson et l'évolution de la société malgache (1960 – 1990)

Les chanteurs ont joué un rôle politique important dans l'analyse et la critique de la société et du pouvoir à Madagascar surtout à partir de 1972. Il y a même des chansons qui ont été plus ou moins censurées par les médias publics. L'étude des thèmes et des contenus de celles-ci permet donc de faire aussi de la sociologie politique dans la Grande-Ile. J'y ai consacré plusieurs chroniques et articles dans **Madagascar Matin**, **Lakroan'i Madagasikara** et **Madagascar Tribune**

Les réalités de 1960 – 1972 et les artistes

Comme on le sait les premières années de la Première République ont été marquées par le temps du **moramora** ou la stabilité souriante, selon le terme du politologue anglais Robert Archer. Et il n'a donc pas été étonnant de constater que ce sont les thèmes de l'amour, de beau, et de la vie tant que telle qui ont constitué les sujets des textes des chansons malgaches d'alors. Que ce soit de la part des plus vieux qui ont déjà chanté à la ville de l'indépendance comme les Naly Rakotofiringa, Ossy, Ludger, JJ Tsehero, Barijaona et autres, que de la part des plus jeunes comme les Railovy, Henri Ratsimbazafy, Freddy Ranarison, Ny Nanahary, M.R Razafy et autres.

La fin des années 60 marquera cependant un tournant avec l'apparition de nouveaux groupes issus, surtout, des mouvements de contestations qui ont commencé par apparaître en ces temps là. Ils seront lancés d'ailleurs à trouver les médias publics par des personnalités critiques comme les Latimer Rangers, Mara Armand Fidel, Arnaud Razafy, Lucien Rajaona, Simon Andriamialison et autres. Il s'agit ici pour la société malgache et pour la chanson d'un tournant ou d'une transition. La contestation du néocolonialisme et l'impérialisme et le retour aux valeurs nationales.

La période 1972-1980

Comme on sait les contestations estudiantines ont puisé à terre la Première République en 1972. C'est le temps de la lutte anti-impérialiste, entre le néocolonialisme et même le capitaliste. On parlera de démocratisation et de malgachisation mais aussi de plus en plus de socialisme et de la face du petit peuple. Des réalités qui transparaîtront aussi donc dans le contenu des chansons des groupes Mahaleo, Xhy et Ma, Christian Ravahoaka Rocco et autres. Les difficultés quotidiennes seront mises en avant. Et il y aura sur le plan musical un retour aux rythmes purement africains et traditionnels.

On trouve ici les Ventsonandroy, Vaovy, Rainindimby, Tsimiheky, Jean Freddy Tianjama et autres d'un côté, et de l'autre, surtout après le choix du socialisme comme idéologie d'Etat, les Ralay, Lolo sy ny Tariny, Hazo Midoroboka, Njila, Rossy, Sareraka, etc. Les bourgeois et les riches en général seront souvent conspués.

La situation après 1980 et la chanson malgache

Ce qu'on a constaté en effet, c'est que le socialisme malgache commence par être en crise à partir de 1980. Il y a un commencement de désenchantement parmi la population. Les difficultés de la vie quotidienne et l'insécurité sous plusieurs formes frappent le petit peuple contrairement aux dirigeants qui continuent à pratiquer la dictature, la censure et autres.

Face à tout ceci, les thèmes et contenus des chansons s'orientent vers les critiques et la ridiculisation des promesses socialistes. On l'a vu avec les Mahaleo, Sareraka, Tselonina et autres. Mais on verra également un retour vers les chansons religieux. On citera ici les Mpitory, Dedesse, Raberanto et autres.

On verra aussi bien sûr l'influence du retour e force du libéralisme et de l'individualisme dans les créations des artistes. Je citerai à titre d'exemple parce que c'est le plus représentatif le **samy mandeha samy mitady** de Jaojoby Eusèbe. Tout cela pour montrer que l'étude des chansons malgaches permet aussi d'analyser l'évolution économique, sociale et politique de Madagascar.

E- Les autres écrits journalistiques.

Comme signalé plusieurs fois plus haut, suite à un certificat sur la pratique de l'information historique que j'ai eu à Paris VII, j'ai fait à côté de mon cursus universitaire du journalisme à Paris d'abord pour commencer en 1984 – 1986, et à Madagascar à partir de 1986 jusqu'à aujourd'hui. En plus des sujets déjà traités nous pouvons en signaler encore trois thèmes si l'on veut les classer.

La plus grande partie traite, bien sûr de faits évènementiels de la région, véritable objet de la presse dite quotidienne. J'en ai écrit plusieurs certaines dont le plus grand nombre se base sur la politique. Ce qu'on peut dire en effet, c'est qu'il est difficile de faire du journalisme sous parler de celle -ci. En tout cas, c'est ce que de nombreux lecteurs veulent surtout lire en premier lieu avant de s'intéresser à autres choses. En tout cas ce sont des matériaux pour ceux qui s'intéressent à l'histoire ou à la science politique.

Le deuxième thème que certains ont l'habitude de qualifier de faits divers qu'on peut mettre en fin de compte pour une grande partie dans ce qu'on appelle les problèmes pathologiques. Comme par exemple l'alcoolisme qui s'est développé ces dernières années, surtout après la chute du prix du café, obligeant les producteurs à s'orienter vers autres closes avec surtout la production de l'alcool traditionnel à partir de la canne à sucre. On peut parler également des rumeurs et du phénomène de suicide qui semble s'être développé ces dernières années à Madagascar. Les informations que j'ai eues, que ce soit directement auprès des populations, que de la part des responsables permettent en tout cas d'écrire si on le veut des communications dites scientifiques sur ces sujets.

L'histoire est le troisième thème sur lequel j'ai écrit plusieurs fois au temps de **Lakroan'i Madagasikara** et début de l'expérience **la Gazette de la Grande Ile**, en plus de ce qui peut être vu dans les mémoires, thèses et communications académiques. Comme on peut voir plus haut en effet dans l'étude du phénomène du vol de zébus, on ne peut pas faire table rase du passé même si l'on veut étudier des faits considérés seulement comme actuels. L'histoire vous permet d'étudier un phénomène dans la longue durée ; la plupart des faits observés aujourd'hui ayant pour la plupart déjà existé longtemps auparavant.

Conclusion Générale

Au cours de plus de vingt ans de recherches, j'ai assisté aux dernières évolutions des idées et des sciences sociales dans le monde en général et à Madagascar.

Il m'a donc fallu étudier cette évolution pour pouvoir me situer et pour aller de l'avant dans la compréhension des réalités politiques et sociales marquées surtout par des crises depuis le début des années 80. Crises caractérisées non seulement par les difficultés de la vie quotidienne, mais aussi par la multiplication des violences de toutes sortes où les explications classiques ne paraissant plus pertinentes ont été mises en doute.

En tout cas, l'étude de l'évolution des idées montre que Madagascar, malgré son insularité, est comme ailleurs influencée par ce qui se passe à l'extérieur au niveau des élites, bien que les croyances traditionnelles persistent dans le pays et plus particulièrement en milieu rural.

L'évolution des sciences sociales et celle du régime politique montrent cette influence des idées sur le plan mondial à Madagascar. On s'est orienté vers le libéralisme depuis le début des années 80, même si au niveau de la recherche on a vu également une tendance à préférer partir des réalités vécues pour donner ses propres explications des faits. J'ai choisi de faire partie de ce groupe, et c'est ainsi que j'ai été obligé de renouer avec le passé en s'appuyant sur ce qui a déjà été fait par les anciens chercheurs.

Mais si ces derniers ont axé leurs travaux sur la reconstitution et la défense de la culture traditionnelle ; avec l'aggravation de la crise de la société malgache la génération de chercheurs actuels doit par contre étudier également les autres facettes de la réalité. D'ailleurs, on peut affirmer que nous ne pouvons pas prétendre connaître totalement et croire développer notre pays si nous n'arrivons pas à comprendre et résoudre ce que le professeur René Gendarme a qualifié de « *handicaps socioculturels* » déjà en 1962.

La relation entre l'Etat et la population est sur ce sujet une des données les plus importantes à ne pas négliger, surtout dans un pays où c'est la communauté qui prime encore sur l'individu. L'Etat est en effet l'élément fédérateur suprême des différentes communautés dont les membres ne peuvent que se positionner par rapport à la façon dont ce pouvoir suprême les traite. L'étude des faits que j'ai qualifié de pathologiques comme le vol de zébus et les feux sauvages à travers l'histoire de Madagascar m'a conduit à cette conclusion. Et le rapport quotidien avec les événements à travers la presse n'a fait que renforcer encore cette façon de voir.

Le suivi des « *Evénements* » - titre d'ailleurs de la rubrique que j'ai tenue à **Lakroan'i Madagasikara** – m'a montré jusqu'ici qu'on n'est pas arrivé à régler ce rapport entre la population et l'Etat à Madagascar malgré les mouvements populaires comme en 1991 ou en 2002. Et c'est ce qui explique d'ailleurs le fait que pour résoudre la plupart des problèmes de société qui se posent dans le pays, c'est souvent la répression judiciaire ou militaire qui est la solution proposée sans arriver à les faire disparaître. Bien au contraire, les problèmes s'aggravent ou resurgissent sous d'autres formes. Ce qui pose alors la question de l'efficacité et la légitimité de l'Etat à Madagascar.

La dictature et le pouvoir fort peuvent permettre à leurs tenants de se maintenir en place pendant un certain moment ou non, mais ne sont pas efficaces pour résoudre les problèmes, surtout en milieu rural. Les communautés paysannes encore vivaces résistent par rapport à ce qu'elles considèrent comme inacceptable.

Il faut donc revenir, ai-je déjà dit précédemment, à l'étude des notions de pouvoir et d'Etat à Madagascar. L'on devrait réfléchir sur ce qu'on appelle le dialogue ou le contrat social à la malgache ou au **teny ierana** même à titre formel et symbolique car au-delà de tout ceci on tombe dans le désordre social et l'incompréhension.

Des tournées permanentes effectuées par des élus et divers responsables avec des dialogues franches avec la population sont une des solutions qui peuvent faire baisser l'intensité des problèmes sociaux comme les vols de zébus et autres. On l'a vu en tout cas, au milieu des années 90, avec les tournées présidentielles qualifiées par les intellectuels et les politiciens de **Mada-Raid**. Le phénomène **dahalo** a reculé.

Le rôle et la place exacts de l'Etat à Madagascar et ailleurs si besoin est devraient donc non seulement faire l'objet de nombreuses réflexions mais également de réelles applications des résultats dans l'administration du pays. Une fois arrivés au pouvoir en effet, les responsables ne font pas grand cas de ce qu'ils ont promis de faire ou d'appliquer. Ce qui fait que les relations entre la population et l'Etat restent inégales et à sens unique et sont donc considérées comme insupportables par une des parties surtout en milieu rural.

On devrait donc chercher à rétablir l'équilibre en prenant en compte ce que la population peut considérer comme supportable ou **zaka** et légitime ou **rariny**, en plus de ce qui est légal ou **ara-dalàna**. C'est d'ailleurs la question fondamentale de la science politique de savoir quand les gouvernés acceptent d'obéir franchement à leurs dirigeants et à quels moments ils passent à diverses formes de résistance. On ne peut pas encore se passer de ce que le sociologue allemand Max Weber a qualifié de domination traditionnelle ici.

Un autre sujet est bien sûr de voir comment on a évolué toutes ces formes de résistance des citoyens face au pouvoir. On peut penser en effet qu'il pourrait y avoir des degrés comme l'a montré Gérard Althabe qui a souligné en son temps que les phénomènes de possession comme les **tromba** et **bilo** peuvent précéder l'éclatement de la violence comme en 1947 ou en 1971.

Mais une autre conclusion est de dire également qu'il est difficile de comprendre certains faits actuels sans revenir à l'histoire du moins aux deux siècles précédents où l'Etat dans le sens moderne du terme, avec ses administrations et ses appareils de répression, s'est développé à Madagascar. Je fais mienne l'affirmation du sociologue français Georges Balandier dans son ouvrage intitulé **Anthropologie politique** qu'un jour viendra où l'esprit historique et l'esprit sociologique ne différeront plus que par des nuances. Les textes publiés dans le deuxième document, j'espère, le prouveront si nécessaire.

ORIENTATIONS BIBLIOGRAPHIQUES

I-Publications personnelles

A- Evolution des idées et de la recherche

- Exploitations et transformations sociales. Le cas du sud du Betsileo**, Mémoire de maîtrise en sociologie, EESDEGS, Université de Madagascar, 1982 – 1983.
- Les communautés villageoises et la crise du monde rural malgache**, Mémoire pour le DEA de Sociologie Université de Paris VII 1985.
- « Le retour au libéralisme dans le monde », **Lakroan'i Madagasikara (L.M)** du 14 décembre 1986, p.5.
- Les sources et les parties constitutives de la mentalité malgache contemporaine, **Présence Africaine** n°146, 2^otrimestre 1988, pp.127-137.
- « Libéralisme, néolibéralisme et socialisme », **L.M** du 9, 16 et 23 octobre 1988, p.5, 6 et 8.
- « Le libéralisme en marche », **L.M** du 26 mars 1989, p.5.
- « Changement de mentalité : la déification d'argent », **L.M** du 16 janvier 2000, p.5.
- « Le retour à Rostow », **La Gazette de la Grande-Ile** du 04 août 2003, p.4.
- « Les sciences sociales et l'évolution du monde rural à Madagascar », **Communication présentée à l'Académie Malgache**, le 30 janvier 2004.

B.Le christianisme à Madagascar et en pays Betsileo

- « Il y a 150 ans la première femme martyre malgache », **Réforme** du 5 septembre 1987, Paris, p.2.
- « Ny fivavahana kristianina taty Betsileo, zato taona lasa” (Le christianisme en pays Betsileo, il y a cent ans), **L.M** du 28 février 1988, p.8.
- « Les sources et les parties constitutives de la mentalité malgache contemporaine », Op. cit.
- « Vers un effet F.F.K.M », **Mada** du 20 septembre 1990, p.9.
- « Le retour au premier plan du F.F.K.M », **L.M** du 25 novembre 1990, p.5.
- Ny nidiran'ny fivavahana kristiaina taty Betsileo, Fandaharana **Radio Fy**, 2003-2004
- « Le F.F.K.M et les affaires nationales », **L.M** du 19 décembre 1990, p.5.

-« Eglise universelle : fanompoan-tsampy, hono ny fanamasinana sary sy sikotra », **La Gazette de la Grande-Ile** du 18 septembre 2004, p.24.

C- Chercheurs et recherche en pays betsileo

-« Ireo mpitahiry sy mpanoratra tantara voalohany taty Betsileo » (Les premiers historiens du Betsileo), **L.M** du 10 juillet 1988, p.3.

-« Rainihifina mpitondra fivavahana sy mpanoratra » (Rainihifina : pasteur et écrivain) ; **L.M** du 25 décembre 1988, p.7.

-« Fankalazana ny fahazato taona nahaterahan-dRainihifina », (la centenaire de la naissance de Rainihifina), **Madagascar Tribune** du 17 octobre 1998, p.10.

-« Rainihifina, mpitondra fivavahana sy mpanabe », (Rainihifina responsable religieux et éducateur) **L.M** du 18 juillet 1999, p.5.

-« Pasitera Razanaka : mpanoratra sy mpamoton-kira » (Pasteur Razanaka : auteur et compositeur), **La Gazette de la Grande-Ile** du 30 Juin 2003, p.7.

-« Société Betsileo et premiers chercheurs aux XIX et XX^e siècles », **Mémoire de l'Académie Nationale des Arts, des lettres et des Sciences**, Fascicule XLVII, Antananarivo 2003, pp199-209.

-« Stefanoela Ramaka : mpanoratra, mpamoron-kira ary mpandika teny » (Stefanoela Ramaka : auteur, compositeur et traducteur), **La Gazette-dgi** du 02 juillet 2003, p.7.

-« Les péripéties d'un manuscrit de Rainijoelina », **La Gazette-dgi** du 16 juillet 2003, p.7.

« Pasitera Rainihifina : mpanoratra sa poeta ? » (Pasteur Rainihifina auteur et poète ?) **La Gazette-dgi** du 16 juillet 2003, p.7.

« Mompera Vincent Trachez » (Le père Vicent Trachez), **La Gazette-dgi** du 16 juillet 2003, p.7.

-« Ratongavao Jean Marie : mpanabe sy mpanoratra tantara » (Ratongavao Jean Marie : éducateur et historien), **La Gazette-dgi** du 29 octobre 2003.

-« Lucien Xavier Michel-Andrianarahinjaka , homme de sciences, homme de lettres, homme politique », in **Etudes offertes en hommage au professeur L.X.Michel-Andrianarahinjaka**, F.T.M Antananarivo 2006, pp. 29-38.

-« Faits historiques et chansons populaires en pays betsileo », in **Etudes offertes ...**, ouvrage déjà cité, pp.139-146.

-« fiaraha-miasa ho amin'ny fikarohana.taratasin-drainjoelina sy Ranaivozanany ho an-drainihifina », in **Etudes offertes** ..., op. cit, pp. 223-231.

D- L'évolution du monde rural malgache

-**Exploitations et transformations sociales. Le cas du sud du Betsileo**), op.cit.

-**Les communautés villageoises et la crise du monde rural malgache**, op.cit.

-« Un livre sur le problème des migrations intérieures à Madagascar », **L.M** du 15 et 2 novembre 1987.

-« L'évolution de la situation matérielle des paysans dans le sud – Betsileo. L'exemple du fokontany de Vohitraivo », **L.M** du 24 et 31 juillet 1988, p.3.

-« Paysans sans terre et accès à la terre à Madagascar » **L.M** du 07 août 1988, p.6.

-« N'oublions pas les paysans », **L.M** du 19 février 1989, p.5.

-« Afrique : vers une démocratie athénienne », **La Croix l'Evènement** du 27/28 mai 1988, p.13.

-« La ruée vers les pierres précieuses », **L.M** du 24 juin 1990, p.6.

-« Ny tantsaha malagasy sy ny fampanandrosoana », (Les paysans malgaches et le développement), **L.M** du 29 juillet 1990, p.3.

-« Madagascar : la fièvre du saphir », **La croix** du 5 octobre 1999, p.31.

« L'élevage malgache en difficulté », **L.M** 2 avril 2000, p.6.

-**Etat, communautés villageoises et banditisme rural**, Thèse de doctorat en sociologie et sciences politiques, université de Perpignan et université de Fianarantsoa, décembre 2000.

-**Projet Vohijoro Iboaka. Etude de faisabilité. Diagnostic social et culturel**, (en collaboration avec Rasolonjatovo Fulgence et Rasoamalalavao Claire, Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, 2003.

-« Les prisonniers politiques dans le Betsileo au XIX^e siècle », **Bulletin de l'Académie Nationale des Arts, des Lettres et des Sciences**, 83/2 2004 (2005).

-« Surplus monétaire et développement rural. L'exploitation de la tourmaline à Vohitraivo (Alakamisy-Itenina, Fianarantsoa Madagascar) », **Talily** n° 11-12,2006, pp. 117-129.

E- Le problème du vol de zébus

- Les communautés villageoises et la crise du monde rural malgache**, Mémoire de DEA, de Sociologie, Université de Paris 7, 1983 – 1984.
- Contestation paysanne et brigandages. L'exemple des Hautes-Terres centrales malgaches au 19^e siècle**, Mémoire de D.E.A d'Histoire des Civilisations, Université de Paris 7, 1984 – 1985.
- « Les métamorphoses du vol de bœufs à travers l'histoire de Madagascar », **L.M** du 23 février et 2 mars 1986, p.6-7 et p.5.
- « Razzias et les brigandages sur les confins du Betsileo au milieu du 19^e siècle », **Omaly sy Anio** n°23-24, 1986, pp.217 – 227.
- « Ny halatra omby », **L.M** du 8 septembre 1987, p.1 et 3.
- « Ny halatra omby teto Betsileo, zato taona lasa », **L.M** du 17 octobre 1987, p.1 et 5.
- «Doro trano sy halatra omby», **L.M** du 15 novembre 1987, p.3.
- « Ny tompon-tanetin'i Lakera », **L.M** du 15 novembre 1987, p.4.
- « Banditisme et vol de bœufs », **L.M** du 16 juillet 1989, p.6.
- « Trafic d'armes et insécurité à Madagascar », **L.M** du 30 juillet 1989, p.7.
- « Ny halatra omby », **L.M** du 10 octobre 1989, p.3.
- « Ny asan-dahalo sy ny halatra omby », **L.M** du 21 janvier 1990, p.6.
- « Dahalo novonoin'ny fokonolona », **Mada** du 20 septembre 1990, p.9.
- « Asan-dahalo ao Ambohimananarivo », **L.M** du 31 mars 1991, p.3.
- « Asan-dahalo sy halatra omby », **L.M** du 28 avril 1991, p.4.
- « Le vol de bœufs en pays betsileo », **Politique Africaine**, n°52, Paris, décembre 1993, pp.22 – 30.
- « Insécurité et vols de zébus dans le sud-betsileo sur la colonisation (1936 – 1953), **Bulletin de l'Académie Nationale des Arts, des lettres et des Sciences**, Tome LXXII/1-2, Antananarivo 1997, pp.75 – 79.
- « Heurs et malheurs des dina à Madagascar », **L.M** des 20 et 27 septembre 1998
- « Le retour à une insécurité rurale larvée », **L.M** du 12 mars 2000, p.5.
- Etat, communautés villageoises et banditisme rural**. Thèse de pour le Doctorat de Sociologie et Sciences Politiques, Université de Perpignan – Université de Fianarantsoa, décembre 2000.

- « Le problème du vol de bœufs à Madagascar », **Madagascar Tribune** du 29 août 2002, p.4.
- « Vols de bœufs dans le Betsileo : les paysans se plaignent », **La Gazette-dgi** du 08 mai 2003, p.3.
- « Matsiatra ambony : Mitohy hatrany ny halatra omby », (Haute Matsiatra : le vol de zébus se poursuit), **La Gazette-dgi** du 10 septembre 2003, p.8.
- « Fianarantsoa II : olona fito mianaka maty novonoina ary maty novonoin'ny dahalo », **La Gazette-dgi** du 07 octobre 2003, p.8.
- « Dahalo : un phénomène inquiétant », **La Gazette-dgi** du 29 octobre 2003, p.3.
- Fanenjarahana dahalo fahazanatany » (La poursuite contre un voleur de zébus sous la colonisation), **La Gazette-dgi** du 07 novembre 2003, p.7.
- « Fianarantsoa : Nohavaozina ny biraon'ny dina », (Fianarantsoa : renouvellement du bureau du dina), **la Gazette-dgi** du 11 décembre 2003, p 7.
- « Insécurité et vol de bœufs dans la région d'Ambositra à la fin du XIX^e siècle (1880 – 1900) », **Bulletin de l'Académie National des Arts, des lettres et des Sciences**, tome LXXXII/1-2, Antananarivo (2003) 2004, pp.313-317.
- « Réflexions sur le problème de vol de bœufs à Madagascar », **Bulletin de l'Académie Nationale des Arts, des lettres et des Sciences**, tome LXXXII/1-2, op.cit, pp.319-323.
- « Fianarantsoa II : maty voatitry ny dahalo ny zanaky ny tompon'omby », (Fianarantsoa II : le fils du propriétaire des bœufs tué par balle par les voleurs), **La Gazette-dgi** du 26 janvier 2004, p.21.
- « Insécurité rurale : des gendarmes se plèquant », **La Gazette-dgi** du 31 janvier 2004, p.2.

- « Haute – Matsiatra : l'insécurité rurale reste d'actualité » , **La Gazette – dgi** du 15 avril 2004 , p.4.
- « Matsiatra Ambony : Dahalo roa no maty ary basy roa azon'ny miaramila » (Haute – Matsiatra : deux dahalo tués et deux fusils pris par les soldats) , **La Gazette – dgi** du 6 juillet 2004 , p.4.
- « Dahalo », **Rakibolana miraki – pahalalana** , Antananarivo 2005 , p213.
- « Jirika », *ibid* , p555.
- « Sonjoa », *ibid* , p 931.

- « Etat, communautés villageoises et phénomènes pathologiques en milieu rural malgache (vol de bœufs et feux sauvages à Madagascar) », **Communication présentée au Colloque International sur les Sciences Sociales**, Antananarivo du 23 au 27 mai 2005.
- « Vols de bovidés : des villages attaqués à Fianarantsoa », **La Gazette – dgi** du 2 août 2005 p4.
- « Affaire Kelihorombe : Justice et paix et les autorités à Andonaka », **La Gazette – dgi** du 6 août 2005, p5.
- « Affaire Kelihorombe : des éclaircissements à apporter », **La Gazette – dgi** du 24 août 2005, p2.
- « La ville de Fianarantsoa assiégée par les dahalo » , **La Gazette – dgi** du 13 septembre 2005.
- « Toliara : le vol de zébus fait rage dans la province », **La Gazette – dgi** du 17 septembre 2005 , p4 .
- « Fianarantsoa II : « mbola misoko ny halatra omby » (Fianarantsoa : le vol de bœuf continue), **La Gazette – dgi** du 11 février 2006, p20.

F – Feu de brousse et environnement

- « Les limites du crédo écologiste à Madagascar » , **LM** du 29 avril 1990 , p 6 et 8.
- « Ny tontolo iainana sy ny fampanandrosoana » (Environnement et développement), **LM** du 01 Juillet 1990, p3.
- « Fianarantsoa : doro ala mahatsiravina » (Fianarantsoa : un grave feu de forêt), **Mada** du 21 septembre 1990, p.9.
- « La recrudescence des feux de brousse », **LM** du 4 novembre 1990, p6.
- « Collectivités décentralisées et environnement », **LM** du 20 février 2000, p6.
- « Saison sèche, élection et feu de brousse », **LM** du 17 Octobre 1999 , p5.
- « Législation et feux de brousse à Madagascar », **Mémoires de l'Académie Nationale des Arts, des Lettres et des Sciences**, Fascicule LI , Antananarivo 2003 ,pp177-182.
- « Le reboisement industriel de la Haute – Matsiatra : bilan et perspectives », **Mémoires de l'Académie Nationale des Arts, des Lettres et des Sciences**, Fascicule LI, Antananarivo 2003, pp 185 – 189.

- « Route Nationale 7 : la recrudescence des feux de brousse », **La Gazette – dgi** du p 4.
- « Haute – Matsiatra : des feux de brousse partout », **La Gazette – dgi** du 25 août 2005,p2.
- Etat, communautés villageoises et phénomènes pathologiques en milieu rural malgache (vol de bœufs et feux sauvages à Madagascar) », **communication présentée au colloque International sur les Sciences Sociales**, op cit .
- « Fianarantsoa : atahorana koa ny momba sy rano fisotro » (Fianarantsoa : inquiétude également concernant l’eau à boire), **La Gazette – dgi**, du 25 Octobre 2005, p18.
- « Couvert forestier, pluviométrie et problème d’eau dans la Haute – Matsiatra », **Communication présentée à l’Académie Malgache** le 27 Octobre 2005 , rediscutée le 26 mars 2006 .
- « Fianarantsoa :baisse du niveau des réservoirs d’eau », **La gazette-dgi** du 22 mars 2006,p 8.

G – Etudes et chroniques politiques

- « Madagascar : socialisme ou non ? », **Réforme** du 22 juin 1985, Paris, p5.
- « Banditisme social et philosophie orientale », **Réforme** du 17/24 août 1985, p3.
- « Un traité de realpolitik africain », **Journal des Missions Evangéliques**, 161 è année, Paris, Mars 1986 , p 46.
- « Un voyage à travers la mythologie politique malgache », **LM** du 14 août 1988, p5.
- « Les enjeux de l’élection présidentielle à Madagascar », **LM** du 05 février 1986, p 6 et 8.
- « Les idées forces de la campagne électorale » , **LM** du 05 mars 1989 , p6.
- « Imbroglia et contradictions », **LM** du 16 avril 1989, p8.
- « Madagascar : épreuves de force », **Réforme** du 13 mai 1989, p 4.
- « Un climat d’incertitude », **LM** du 14 mai 1989, p 8.
- « Une élection sans motivation », **LM** du 28 mai 1989, p 6.
- « Vers un fort taux d’abstention », **LM** 28 mai 1989, p 7.
- « La reconquête de la confiance populaire », **LM** du 18 juin 1989, p 6.
- Pour une recomposition du paysage politique malgache, **LM** du 25 juin 1989, p 6.
- « de nouveaux combats pour l’assemblée Nationale », **LM** du 2 juillet 1989, p 5.
- « Les dernières prises de position des partis politiques à Madagascar », **LM** du 13 août 1989, p 6.

- « Les rapports entre les institutions selon la Constitution », **LM** du 10 septembre 1989, p 6.
- « Le boycottage des urnes », **LM** du 1^{er} Octobre 1989, p 7.
- « Vers une explosive fin d 'année », **LM** du 8 Octobre 1989, p 5.
- « La longue marche vers la démocratie », **LM** du 3 septembre 1989, p 6.
- « Vers la bipolarisation du paysage politique malgache », **LM** du 29 Octobre 1989, p 7.
- La fin du commencement », **LM** du 26 Novembre 1989, p 6.
- « Les derniers remous électoraux », **LM** du 10 décembre 1989, p 7.
- « Dans le doute », **LM** du 24 décembre 1989, p 7.
- « Les grandes décisions de l'année », **LM** du 31 décembre 1989, p 5.
- « Les derniers remparts du socialisme malgache », **LM** du 14 janvier 1990.
- « Le virage libéral », **Réforme** du 3 février 1990, p 4.
- « Le pouvoir pris entre plusieurs feux », **LM** du 4 février 1990, p 6.
- « Insécurité et rumeurs », **LM** du 18 février 1990, p6
- « Démocratie chrétienne, social – démocratie et libéralisme », **LM** du 25 février 1990 .
- « le peuple malgache aujourd'hui », **LM** du 11 mars 1990, p 5.
- « La libéralisation est mal partie », **LM** du 18 mars 1990, p 6.
- « Une évolution politique douteuse », **LM** du 25 mars 1990, p 6.
- « L'évolution de la politique étrangère malgache », **LM** du 22 avril 1990, p 6 et 8.
- « La résurrection du P.S.D », **LM** du 1^{er} avril 1990, p 6 et 7.
- « La résistance du politique », **LM** du 8 avril 1990, p 6 et 8.
- « La quatrième vague des partis politiques à Madagascar », **LM** du 15 avril 1990, p 6.
- « La difficile succession de Monjajaona », **LM** du 05 mai 1990, p 5 et 6.
- « La course contre la montre entre le pouvoir et l'opposition », **LM** 13 mai 1990, p 5.
- « La Constitution malgache sur la sellette », **LM** du 27 mai 1990, p 5.
- « Afrique : vers une démocratie athénienne », **La Croix L'événement** du 27/28 mai, p 19.
- « Vers un équilibre des forces en faveur de l'opposition », **LM** du 3 juin 1990, p 5.
- « Festivités et politiques », **LM** du 10 juin 1990, p 5.
- « Les controverses autour du Mondiale et la visite du Président Mitterrand », **LM** du 17 juin 1990, p 5.
- « Les lettres du Père Louis Dumond », **LM** du 1^{er} Juillet 1990, p 6.
- « La marche forcée du régime », **LM** du 9 juillet 1990, p 6.

- Déception sur l'ANP », **LM** du 15 juillet 1990, p 7.
- « Vers un nouveau projet de société », **LM** du 22 juillet 1990, p 9.
- « Les malentendus entre le pouvoir et la presse écrite », **LM** du 29 juillet 1990, p 1.
- « La timide apparition d 'un nouveau front des socialisants », **LM** du 5 août 1990,p 6.
- « Concertation et jeux des îles », **LM** du 11 août 1990, p 6.
- « Vers un sursaut national », **LM** du 9 septembre 1990, p 6.
- « La fin du spectacle », **LM** du 16 septembre 1990, p 5.
- « Doutes et polémiques sur l'économie », **LM** du 23 septembre 1990, p 5.
- « Le pluralisme des opinions en marche », **LM** du 30 septembre 1990, p 5.
- « Baroud d'honneur et défi en perspective », **LM** du 21 Octobre 1990, p 6.
- « Le bras de fer psychologique », **LM** du 14 octobre 1990, p 7.
- « Ces voix – venues de l'extérieur », **LM** du 11 novembre 1990, p 6.
- « La folle attente d'investisseurs étrangers », **LM** du 2 décembre 1990, p 6.
- « Deux constitution à l'épreuve », **LM** du 16 décembre 1990, p 6.
- « Vers le temps des ruptures », **LM** du 9 décembre 1990, p 6.
- « Une année d'ambiguïtés », **LM** du 30 décembre 1990, p 6.
- « Les malgaches et la crise du golfe », **LM** du 20 janvier 1991, p 7.
- « Affrontement ou consensus ? », **LM** du 3 février 1991, p 7.
- « Leçon d'une rencontre au sommet de la C.O.I », **LM** du 31 mars 1991, p 6.
- « L'échec des militaires », **LM** du 7 avril 1991, p 6 et 7.
- « Le temps des propositions concrètes », **LM** du 14 avril 1991, p 6.
- « La malgachéité en question », **LM** du 21 avril 1991, p 5.
- « Une sénilité politique », **LM** du 28 avril 1991, p 4.
- « Les dernières contradictions du régime », **LM** du 5 mai 1991, p 6.
- « La méconnaissance de l'homme malgache », **LM** du 12 mai 1991, p 7 et 8.
- « Pressions sur le Chef de l'Etat », **LM** du 19 mai 1991, p 6.
- « La poursuite des manifestations », **LM** du 26 mai 1991, p 6.
- « Référendum et ordre nouveau », **LM** du 2 juin 1991, p 7.
- « Une rencontre entre la plate-forme et le M.M.S.M », **LM** du 7 juillet 1991, p 7.
- « La fuite en avant du pouvoir », **LM** du 9 juin 1991, p 6.
- « Le rejet de l'obscurantisme socialiste », **LM** du 9 juin 1991, p 5.

- « L'ultime bras de fer entre l'opposition et le pouvoir », **LM** du 23 juin 1991, p 7.
- « Une transition à la malgache », **LM** du 30 juin 1991, p 6.
- « Un peuple mûr pour la démocratie et le développement », **LM** du 14 juillet 1991, p 3.
- « Deux déterminations différentes », **LM** du 4 août 1991, p 5.
- « Le peuple malgache et ses élites », **LM** du 11 août 1991, p 6.
- « Madagascar dans l'attente de l'élection présidentielle », **La Croix et L'Evènement** du 22 octobre 1992, p 27.
- « Vers une crise sociale et politique grave », **LM** du 21 mars 1999, p 5.
- « Sauterelles, saphir, fléau et conflits politiques », **LM** du 25 avril 1999, p 5.
- « Le réveil de l'opposition », **LM** du 6 juin 1999, p 5.
- « Election communales : la bataille des grandes villes », **LM** du 12 septembre 1999, p 5.
- « La machination politique à Madagascar », **LM** du 24 avril 1999, p 5.
- « Elections : partis politiques ou société civile ? », **LM** du 7 novembre 1999, p 5.
- « La fin d'une génération », **LM** du 14 novembre 1999, p 5.
- « La victoire des hommes d'affaires », **LM** du 21 novembre 1999, p 5.
- « Vers une crise politique et sociale grave ? », **LM** du 28 novembre 1999, p 6.
- « Rapport de force et hold-up politique », **LM** du 9 janvier 2000, p 5.
- « L'an 2000 a mal commencé à Madagascar », **LM** du 23 janvier 2000, p 6.
- « Difficultés et fuite en avant du pouvoir », **LM** du 13 février 2000, p 5.
- « Jusqu'où le régime peut-il tenir sans répression », **LM** du 5 mars 2000, p 6.

H- Le problème de l'enseignement

- « Ny fidiran'ny sekoly taty Fianarantsoa, zato taona lasa », **L.M** du 13 décembre 1987, p.3.
- « L'enseignement à Madagascar : bilan et perspectives », **L.M** du 3 juillet 1988, p.5.
- « Ny sekoly aty Fianarantsoa », **L.M** du 4 décembre 1988, p.1 et 8.
- « Ny sekoly miaramilam-pirenena », **L.M** du 24 septembre 1989, p.6.
- « Débat autour de la langue d'enseignement », **L.M** du 21 octobre 1990, p.5 et 6.
- « Adihevitra mitohy momba ny fampianarana eto Madagasikara », (Débat continu sur l'enseignement à Madagascar), **L.M** du 18 novembre 1990, p.4.
- « Les intellectuels malgaches et le développement », **L.M** du 18 novembre 1990, p.6

- « L'oubli de l'anglais », **L.M** du 16 décembre 1990, p.7.
- « Education en perdition : un débat erroné », **L.M** du 26 mai 1991, p.7.
- « Université de Fianarantsoa : taux de réussite limité à 60% pour les Facultés », **La Grande-dgi** du 10 septembre 2003, p.7.
- « Université de Fianarantsoa : un nouveau de département », **La Gazette-dgi** du 6 novembre 2003, p.9.
- **Etat, communautés villageoises et banditisme rural. L'exemple du vol de bœufs dans la Haute-Matsiatra Madagascar.** Thèse pour le Doctorat de Sociologie et Sciences Politiques, Université de Perpignan. Université de Fianarantsoa, décembre 2000.
- « 50^e année des Editions Ambozontany », **La Gazette-dgi** du 19 février 2004, p.9.
- « Lycée Raherivelo : tsy misy fiantraikany tamin'ny fanadinana ny grevy », **La Gazette-dgi** du 06 août 2004, p.19.
- « Fampianarana ambony : miteraka fanavakavahana ny lalàna 2005 – 008 ». (Enseignement supérieur : la loi n°2003 – 008 entraîne une ségrégation), **La Gazette-dgi** du 22 avril 2005, p.18.
- « Fianarantsoa : vers la rectification du décret n°2005 – 098 ? », **La Gazette-dgi** du 05 mai 2005, p.6.
- « Université de Fianarantsoa : Atelier d'information sur le LMD, **La Gazette-dgi** du 09 décembre 2005, p.19.

I- Etude de la ville de Fianarantsoa

- « Fianarantsoa : la reconstruction », **Ny Malagasy** n°6, pp.39-41, 1988.
- « Il y a 160 ans la ville de Fianarantsoa », **Madagascar Tribune** du 02 juin 1990, p.4.
- **Fianarantsoa**, Edition d'Ambozontany, 1994.
- “Ny tananan'I Fianarantsoa”, (La ville de Fianarantsoa), **Bulletin de l'Académie Nationale des Arts et des Sciences**, tome LXXII/1-2, Antananarivo 1997, pp.33 – 37.
- « Fianarantsoa : d'importantes constructions dans le centre ville », **La Gazette-dgi** du 31 mars 2006, p 4.

J- La chanson malgache

- « La chanson malgache à la recherche d'un nouveau souffle », **L.M** du 17 avril 1986, p.6.
- « Les thèmes de la chanson malgache », **Madagascar Matin** du 11 janvier 1988, p.4.
- « La chanson malgache aujourd'hui », **Madagascar Tribune** du 31 août 1989, p.6.

- « Ny hira Malagasy tao anatin'ny 30 taona (1960 – 1990) », **L.M** du 15 Juillet 1990, p.3.
- « Samoela sy 18.3 ary ny zava-misy eto Madagasikara », (Samoela et 18.3 sur les réalités Malgaches) **L.M** du 21 novembre 1999, p.5.
- « Sareraka mitsikera ny fifidianana ny zava-misy », (Sareraka critique les élections et la réalité), **L.M** du 5 décembre 1999, p.5.
- « Ireo tarika misongadina tamin'ny taona 1999 », (Les groupes en vogue au cours de l'année 1999), **L.M** du 02 janvier 2000, p.8.
- « Ny hira malagasy eo amin'ny sehatra iraisam-pirenena », (la chanson malgache sur le plan international), **L.M** du 23 janvier 2000, p.6.
- « Galeoka de Majeur 7 : un tube qui crève l'Audimat », **La Gazette-dgi** du 27 décembre 2003, p.9.

Autres faits pathologiques : violences urbaines, alcoolisme, suicide, etc*.

- « Banditisme social et philosophie orientale », **Réforme** du 17/24 août 1985.
- « Madagascar : cinéma et transformations culturelles », **LM** du 20 avril 1986, p.6
- « Les coups et blessures volontaires reçus auprès des hôpitaux », **LM** du 13 décembre 1987
- « Trafics d'armes et insécurité à Madagascar », **LM** du 30 juillet 1989, p.7
- « Vers la multiplication des opérations suicides à Madagascar », **LM** du 20 mai 1990, p.5.
- « Une étude sur le **toaka gasy** d'Ambodivoara », **LM** du 8 août 1999, p.5.
- « L'alcoolisme, nouvelle forme de suicide en milieu rural », **La Gazette-dgi** du 06 juin 2003, p.4.
- « Matsiatra Ambony : mitombo isa ny olona matiny toaka », (Haute-Matsiatra : multiplication des décès suite à l'alcoolisme) **La Gazette-dgi** du 8 juin 2004, p.4.
- « Dia nariana ny toaka gasy 915 litatra » (on a brûlé 915 litres d'alcool interdit), **La Gazette-dgi** du 16 août 2003.

*Nous avons laissé de côté les articles qui ne cadrent pas dans ces thèmes et qui se comptent en quelques centaines

- « Fianarantsoa : renforcement des rondes policières », **La Gazette – dgi** du 3 juin 2004, p 5.
- « Attaque à la grenade à Fianarantsoa », **La Gazette – dgi** du 9 juillet 2004, p 3.
- « Fianarantsoa II : nolotoan’ny sasany ny fiangonana ao Soatanana » (Le temple de Soatanana sali par des inconnus), **La Gazette – dgi**, du 15 juillet 2004, p 24.
- « Fianarantsoa : miverina indray ny vaky trano sy ny vono olona » Fianarantsoa : retour des vols avec effractions et assassinats), **La Gazette – dgi** du 26 novembre 2004, p 21.
- « Fianarantsoa : les bureaux de l’ADEMA saccagés », **La Gazette – dgi** du 23 mars 2004, p 5.
- « Fianarantsoa II : heverina ho tena misy mpaka rà ? » (Fianarantsoa II : les suceurs de sang : une réalité ?) **La Gazette – dgi** du 8 juin 2005, p 18.
- « Fianarantsoa II : mitohy hatrany ny tsaho momba ny mpaka rà », (Les rumeurs sur les suceurs de sang se poursuivent), **La Gazette – dgi** du 18 juin 2005, p18.
- « Fianarantsoa II : Samborin ‘ny olona ireo heveriny ho mpaka rà » (Les habitants se saisissent de ceux qu’ils considèrent comme des suceurs de sang), **La Gazette – dgi** du 25 juin 2005, p 18.
- « Fianarantsoa : montée de la violence sexuelle », **La Gazette – dgi** du 28 juin 2005, p8
- « Fianarantsoa : atahorana hisy rà mandriaka » (La crainte d’un base de sang), **La Gazette – dgi** du 2 juillet 2005, p 20.
- « Fianarantsoa : nisy tampim-baravarana teny Beravina » (vol avec effraction à Beravina), **La Gazette – dgi** du 7 juillet 2005, p 2.

II – Autres ouvrages sur Madagascar

- Althabe G. (1966) **Progrès économiques et communautés villageoises de la Côte Orientale malgache**, ORSTOM, Tananarive, Mai 1966.
- Althabe G. (1968), « La circulation monétaire dans un village Betsimisaraka » **Terre Malgache** n°3, janvier 1968.
- Althabe G. (1969), **Oppression et libération dans l’imaginaire**, Maspero, Paris 1969.
- Ancian (1953) **Budget et niveau des cultivateurs d’Ambalavao**, 1953,
- Andriamanantena J., **La revue Teny Soa** (la bonne parole), Thèse de 3è Cycle, Paris, Sorbone, 1981-
- Andriamanjato R., **Le tsiny et le tody dans la pensée malgache**, *Présence Africaine*, 1957
- Andrianarahinjaka LXM (1987), **Le système littéraire betsileo**, Ed. Ambozontany, Fianarantsoa, 1987.
- Andrianaivo J.C. (1968), **La B.N.M. dans la province de Fianarantsoa**, E N P S, Mai 1968
- Andrianomanana P. (1980), **Impérialisme et développement du capitalisme. Le cas de Madagascar**. U E R des Sciences Economiques de Nanterre, Thèse, 1980.
- Archer R. (1976), **Madagascar depuis 1972. La marche d’une révolution**, l’Harmattan, Paris, 1976.
- Beaujard Ph., **Princes et paysans. Les Tanala de l’Ikongo**, l’Harmattan.
- Beaujard Ph., « La violence dans les sociétés du sud-est de Madagascar », in **Cahiers d’Etudes Africaines** n°138-139, XXXV, 1995, pp.563-598.
- Berthier (1889), « Rapport ethnologique sur les races de Madagascar, **Notes Reconnaissances et Explorations**, Septembre 1889.
- Besson, Etudes ethnologiques sur les Betsileo », **Notes Reconnaissances et Explorations**, décembre 1897.
- Besson (1902), Madagascar. Pays betsileo et sud de l’Ile, **Bulletin de la Société Géographique de Marseille**, n°26,1902
- Bezy F. (1979), les transformations socio-économiques à Madagascar. (1960-1978), in **Cultures et Développement** n°11, vol. 1, 1979, pp.83-116.
- Bloch B. (1967), « Notes sur l’organisation sociale de l’Imerina avant le règne de Radama 1^{er} », **Annales de l’Université de Madagascar**, n°7, 1967.

- Bloch B. (1983), « La séparation du pouvoir et du rang comme processus d'évolution. Une esquisse du développement des royaumes », in « études réunies et présentées par F. Raison Jourde **Les Souverains de Madagascar**, Karthala, Paris, 1983, pp. 265-298.
- Boiteau P. (1958), **Contribution à l'histoire de la nation malgache**, Ed. Sociales, Paris, 1958.
- « La situation matérielle et morale des travailleurs malgaches, **Revue Esprit** 1948, pp.240-256.
- Boiteau P. (1969), « Les droits sur la terre dans la société précoloniale (contribution à l'étude du « mode de production asiatique »), in C E R M. **Sur le mode de production asiatique**. Ed. Sociales, Paris, 1969.
- Cabanes R. (1974-1975), Evolution des formes sociales de la production agricole dans la plaine de Tananarive, in **Cahiers du Centre d'Etudes des Coutumes**, n°X et XI, Université de Madagascar, Tananarive, 1974-1975.
- Cabannes R. (1983), « Guerres lignagères et guerre de traite sur la côte-nord-est de Madagascar aux XVII et XVIIIè siècles ». in **Guerres de lignages et guerres d'Etat en Afrique**, J. Bazin et E Terray ed, Editions Archives Contemporaines, Paris, 1983, pp.145-186.
- Camacho M (1982), « Bilan de la politique de coopérativisation de l'agriculture 1976-1980 », **Terre Malgache**, n°21, Août 1982.
- Campbell G. (1981), Madagascar and the slave trade, 1810-1833. **Journal African History**. 22,1981, 203-227.
- Chaigneau P. (1985), **Rivalités politiques et socialisme à Madagascar**, le Centre de Hautes Etudes sur l'Afrique et l'Asie Moderne, Paris.
- Chardon-Moet B. (1972), **Vohimasina village malgache. Tradition et changement dans une société paysanne**, Nouvelles Editions Latines, Paris, 1972.
- Chapus G.S. et Ratsimba E. (1960), **Histoire des rois**, Traduction du **Tantaran'ny Andriana** « R.P. Callet, -Condominas, **Fokon'olona et collectivités rurales en Imerina**, Berger-Levrault, Paris 1960.
- Coulaud D. (1973), **Les Zafimaniry. Un groupe ethnique à la poursuite de la forêt**, Tananarive, Fanontam-boky Malagasy.
- Condominas G.(1960), **Fokon'olona et collectivités rurales en Imerina**, Paris, Berger-Levrault.
- Coulaud D. (1974), « Reflexion sur la notion d'ethnie à Madagascar. L'exemple du nord des pays Tanala et Betsileo », **Taloha** n°6, 1974, pp.89-116.

- Dandouau A., **Histoire des rois betsileo**, Manuscrit, Bibliothèque de l'Académie Malgache.
- Delcroix F., (1994), **Les cérémonies lignagères et la crise de l'élevage bovin extensif en pays sakalava Menabe**, Thèse de doctorat, E H E S S, Marseille, 1994.
- Delval R. (1972), **Radama II prince de la Renaissance malgache 1861-1863**, Ed. de l'Ecole, Paris, 1972.
- Delval R. (1986), « Le Résident Besson, Médecin, Administrateur et humaniste », **Omaly sy Anio**, n°23-24, 1986, pp.263-282.
- Deschamps H. (1959), **Les migrations, intérieures à Madagascar**, Berger-Levrault, Paris, 1959.
- Deschamps H. (1965), **Histoire de Madagascar**, Berger-Levrault, Paris, 1965.
- Desjeux D. (1975), **Despotisme bureaucratique et développement des rapports marchands à Madagascar (le cas du groupement Opération Productivité Rizicole : le G O P R)**, Thèse de 3^{ème} cycle, Université René Descartes, Paris, 1975.
- Desjeux D. (1979), **La question agraire à Madagascar, Administration et paysannat de 1895 à nos jours**, Postface de Germain Rakotonirainy, Editions l'Harmattan, Paris, 1979.
- Dez J. (1968), « Un des problèmes du développement rural, la limitation des feux de végétation », **Terre Malgache**, n, juillet 1968, pp. 94-124.^o
- Dez J. (1981), « L'illusion de la non-violence dans la société traditionnelle malgache », **Cahiers du Centre de Recherche, des Sciences Juridiques** n°2, CNRS – Paris X – Nanterre, 1981,
- Donque G (1971), **Contribution géographique à l'étude du climat de Madagascar**, Tananarive, Novembre 1971.
- Dubois H.M. (1938), **Monographie des Betsileo**, Institut d'Ethnologie, Paris, 1938.
- Dumont R. (1962), **L'Afrique Noire est mal partie**, Seul, Paris, 1962.
- Elli L. (1994), **une civilisation du bœuf. Les Bara de Madagascar**, Ambozontany, Fianarantsoa, 1994.
- Esoavelomandroso F. (1986), « Le Foyer culturel de Fianarantsoa au début du XX^{ème} siècle », **Omaly sy Anio**, n°23-24, 1986, pp.429-443.
- Erta M.(1990), **Etudes de la problématique et des potentiels forestiers de la zone Matsiatra**. Projet Polfr. Rapport intermédiaire, février 1990.

- Esoavelomandroso M. (1986), « L'insécurité dans la province du Royaume de Madagascar, **Omaly sy Anio**, n°23-24, Antananarivo, 1986, pp.229-237.
- Evers S.(1997), « Solidarity and antagonism in suifrant societies on the Southern Highlands **in Esclavage à Madagascar**, Actes du Colloque International sur l'Esclavage, Institut des Civilisations – Musée d'Art et d'Archéologie, Antananarivo 1997, pp.333-340.
- Fanony F.(1975), **Fasina, Tradition religieuse et changement social dans une communauté villageoise malgache**, Thèse pour le doctorat de 3^e cycle en Ethnologie, Paris V, 1975.
- E Fauroux (1970), **Les transformations d'une communauté villageoise malgache. Ambohidranandriana O R S T O M**, 1970.
- Fauroux F. (1980), « Les rapports de production sakalava et leur évolution sous l'influence coloniale », in **Les changements sociaux dans l'ouest malgache**, ORSTOM, Collection Mémoires, n°90, Paris, 1980, pp.81-107.
- Fauroux F. (1975), **La formation sakalava ou l'histoire d'une articulation ratée**, ORSTOM, Paris 1975.
- Fauroux E. (Editeur scientifique) (1989), Le bœuf et le riz dans la vie économique et sociales sakalava de « la Maharivo », MRSTD – ORSTOM, **Aombe** n°3, ERA, 1989.
- Fauroux E. (2003), Les sociétés rurales de l'ouest malgache : des transformations profondes et complexes », in **Afrique contemporaine**, n°202-203, avril-septembre 2003, pp.111-132.
- de Flacourt E. , **Histoire de la Grande-Isle de Madagascar, chez Pierre Bienfait**
- François P.J. (1966), **Budgets et alimentation des ménages ruraux en 1962**, République Malgache, Commissariat Général du Plan, I N S R E E, 1966.
- Fraslin J.H. (2002). Quel avenir pour les paysans de Madagascar ? **Afrique Contemporaine** n°202-203, avril – septembre 2002, pp.93-110.
- Fremigacci J.(1975), « Ordre économique colonial et exploitation de l'indigène : petits colons et forgerons betsileo 1900-1923 », **Terre Malgache**, n°17, juillet 1975, pp.65.
- Fremigacci J. (1916-1922), 'Travail et main d'œuvre dans le pays betsileo : les prestations (1916-1922), **Omaly sy Anio** n°23-24, pp 319-333.
- Fremigacci J. , « Insécurité, banditisme et criminalité dans le nord de Madagascar au début du XX^e siècle », in **Omaly sy Anio**, n° 25-26, pp.279-320.

- Gendarme R. (1960), *l'Economie de Madagascar*, Ed Cujas, Paris, 1960.
- Gueunier N.J. (1977), **Les monuments funéraires et commémoratifs de bois sculpté betsileo. Madagascar**, Publication du Centre Universitaire de Tuléar, 1977.
- Guérin M. , **Les transformations socio-économiques de l'Androy**, Thèse de 3^e cycle en sociologie, Paris.
- Hoerner J.M. (1981), « Les vols de bœufs dans le sud malgache », **Revue de Géographie, Madagascar**, n°41, juillet – décembre 1981.
- Jacob G (1967), « Fahavalisme et troubles sociaux dans le Boina à la fin du XIX^e siècle », in **Annales de l'Université de Madagascar**, Série lettres et Sciences Humaines, n°6, 1967, pp.21-23.
- Jacob G. (1986), « Le Betsileo, Besson et la politique française à Madagascar, in **Omaly sy Anio**, n°23-24, 1986, pp.283-296.
- Kent R.R. (1970), **Early kingdoms in Madagascar 1500-1700**, Holt,Reinhart and Wiston, Newyork, 1970.
- Kottach Ph. C. (1971), « The processus of state formation in Madagascar », **American Ethnologist**,IV, 1971, pp. 136-185.
- Kottach Ph. C (1980), **The past in the present : History, ecology and cultural variation in Highland of Madagascar**, The University of Michigan press, 1980.
- Le Bourdieu F. (1978), **Hommes et paysages du riz à Madagascar**, Imprimerie F T M, Tananarive, 1978.
- Le Bourdieu F. (1980), « Le développement de la riziculture dans l'ouest malgache », ORSTOM, Collections, Mémoires et Documents n°90, Paris, 1980, pp.133-152.
- Leroy J.H. (1914), « La culture rationnelle », **Bulletin Economique** n°2, II^e trimestre, 1914, pp.115-121.
- Mamelomana E. (1967), « La psychologie du vol de bœufs à Madagascar », **Bulletin de Madagascar**, n°256, septembre 1967.
- Martineau (1894), **Madagascar en 1894**, Flammarion, Editeur, Paris, 1894.
- Mauro D. (2001), **Madagascar, l'opéra du peuple : anthropologie d'un fait social total : l'art Hira Gasy entre tradition et rébellion**, Karthala, Paris, 2001.

- Michel L. (1957), **Mœurs et coutumes du Bara**, Mémoires de l'Académie Malgache, XL, 1957.
- Nakany P. (1973), « Un Bara parle des vols de bœufs », **Lumière** du 5 août 1973, p.5.
- Olivier M. (1931), **Six ans de politique sociale à Madagascar**, Grasset, Paris, 1931.
- Office Nationale de l'Environnement et Institut National de la Statistique (1994), **Rapport sur l'état de l'environnement à Madagascar**, Antananarivo, F.T.M.
- Otonia V. (1989), « Pourquoi ce Faritany attire la convoitise des dahalo ? », **Madagascar Tribune**, 3 août 1989.
- Ottino P. (1963), **Les économies paysannes du Bas-Mangoky**, Berger-Levrault, Paris, 1963.
- Pacaud L. (2003), **Un culte des morts à Madagascar : le famadihana**, l'Harmattan, Paris.
- Pavageau J. (1981), **Jeunes paysans sans terre. L'exemple malgache**, l'Harmattan, 1981.
- Pavageau J. (2003), **Madagascar d'une révolution à l'autre, d'une génération à l'autre (1972-2002)** texte photocopié, Perpignan, juin 2003.
- Petit M. (2004) « L'homme et la forêt à Madagascar. Contribution à l'étude du paysage forestier d'après les textes du XVII au XX^e siècles », **Annales de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines** n° 13, pp.31-41.
- Petit Jean B., **Le système agro-industriel dans les pays du Tiers-Monde, le cas de Madagascar**, Thèse, **Terre Malgache** n°18-19.
- Pillas (1911), « l'Administration indigène en Imerina et dans le Betsileo », **Revue de Madagascar**, 1911.
- Portais M. (1974), **Le Bassin d'Ambalavao**, Travaux et documents de l'ORSTOM, n°33, Paris, 1974.
- Profita P. S J (2000), **Malgaches et malgachitude**, A Fianarantsoa, 2000.
- Rabarijaona H.H. (1985), **Contribution à l'étude de la fréquence des coups et blessures volontaires dans la région de Fianarantsoa**, Thèse en médecine, EESS.
- Rabearimanana L. (1986) « Le problème du riz dans la province de Fianarantsoa (1945-1960) », **Omaly sy Anio**, n°23-24, pp.347-371.
- Rabearimanana L. (1995), **La vie rurale à Madagascar de 1930 à 1958**, Thèse de doctorat d'Etat, Université Paris VII Denis Diderot, mars 1995.

- Rabearimanana L. (1996), « Les descendants d'andevo dans la vie économique et sociale au XXe siècle : le cas de la plaine d'Ambohibary Sambaina », in **L'esclavage à Madagascar. Aspects historiques et résurgences contemporaines**, Actes du Colloque International sur l'Esclavage Antananarivo, 24-28 septembre 1996, pp. 291-302.
- Rabearison (1965), **Les voleurs de bœufs**, Imprimerie Luthérienne, Tananarive
- Rabemanantsoa J.L. (1978), « Les divisions régionales du Betsileo », **Revue de Géographie, Madagascar** n°3 juin-décembre, 1978, pp.29-50.
- Raherisoanjato D. (1980), **Origine et évolution du royaume de l'Arindrano**, Mémoire de maîtrise, UER d'Histoire, Antananarivo
- Rainihifina J. (1968), **Lovantsaina I Tantatra II Fomba, III Fiteny**, Imprimerie Catholique, Fianarantsoa.
- Rainijoelina, **Tantaran'Isandra**, Manuscrit non daté.
- Rainijoelina, **Tantara sy Fomban-drazana**, Manuscrit non daté.
- Raison – Jourde F. (1983), **Les souverains de Madagascar**, Karthala, Paris.
- Raison – Jourde F. (1991), **Bible et pouvoir à Madagascar au XIXe siècle**, Karthala, Paris.
- Raison J.P. (1984) **Les Hautes Terres de Madagascar**, Karthala, Paris.
- Rajaoson F. (1969), **Contribution à l'étude du famadihana sur les Hauts-Plateaux de Madagascar**, Thèse de 3è cycle, Université de Paris, Sorbonne.
- Rajaoson F. (1981), **L'enseignement supérieur et le devenir de la société malgache**, Thèse de Doctorat ès-Lettres et Sciences Humaines, Université de Paris, Sorbonne.
- Rajaoson F. (1996), « Sequelles et résurgences de l'esclavage en Imerina », in **L'esclavage à Madagascar. Aspects historiques et résurgences contemporaines**, Actes du Colloque International sur l'Esclavage. Antananarivo, 24-28 septembre 1996, pp. 347-356.
- Rakotoarison E. (1980), **Condition de développement de la culture tabacole dans la région d'Ambalavao**, Mémoire de fin d'études E E S A.
- Rakotomalala M., Blanchy S. et Raison-Jourde F. (2001), **Madagascar : les ancêtre au quotidien. Usages sociaux du religieux sur les Hautes Terres malgaches**, L'harmattan, Paris, 2001.
- Rakotonirainy G. (1971), **Les transformations de la société malgache sous la colonisation**, *Cahiers de L'E N P S*. Université de Madagascar.

- Rakotonirina M (1968), « Ostentation économique et dynamique villageoise à Madagascar », **Cahiers de l'ISEA**, tome 2, pp.933-946.
- Rakotonirina M., « Transformations sociales et actions de développement rural à Madagascar », **Terre Malgache**, n°4, juillet 1968, pp.85-96.
- Rakotozafy E. (1972), « La mentalité du paysan betsileo », in **Lumière** du 19 décembre 1972.
- Rakotozafy E. (1973), « Pleins feux sur les vols de bœufs », in **Lumière** du 19 août 1973.
- Ralaikoa A (1981), **Fiscalité, administration et pressions coloniales dans le Sud-Betsileo (1895-1918)**, Travaux et Mémoires publics par le Département d'Histoire, E E S R Lettres, Université de Madagascar, Antananarivo.
- Ralaikoa A.(1986), **Pression fiscale et Hautes Terres Centrales Malgaches 1896-1945**. Thèse, Université de Paris VII.
- Ralambo J, **Tantaran'ny Andriana Betsileo tao Isandra**, Manuscrit non daté.
- Ramamonjisoa J. (2002), « Les relations entre « ethnies » à Madagascar : « une problématique souvent mal posée », **Afrique Contemporaine** n°202-203, pp.55-74.
- Ramanantsoavina G., « Perspective d'Investissement pour la production du bois de pâte à papier à Madagascar », **Terre Malgache**, n°7, pp.117-169.
- Ramandimbiason J.C.(2005), « Développement et « post-modernité », **Communication présentée au Colloque International sur les sciences sociales** du 23 au 27 mai 2005 à Antananarivo.
- Ramonja J.M. (1986), « Insécurité, problèmes sanitaires et désagrégation sociale dans la région de Fianarantsoa », **Omaly sy Anio**, n°23-24, Antananarivo, 1986.
- Ramonja J.M. (1993), « Les secrets des Anatoka dans la défense des cités royales betsileo », communication présentée à l'**Académie Malgache**, Antananarivo, 25 novembre 1993.
- Randriamarolaza L.P. (1982) **Le fer, le riz et le pouvoir politique dans le royaume betsileo du Lalangina**, Thèse, E H E S S, Paris.
- Randriamarolaza L.P. (1986), « Elevage et vol de bœuf en pays Bara, la dimension socio-culturelle », **Recherches pour le développement**, Série Sciences de l'homme et de la société, n°1, 1986, pp.87-104.
- Randriamarolaza L.P. (1986), « Fokonolona et cognatisme à Madagascar », **Omaly sy Anio**, n°23-24, pp.17-34.

- Randrianjafizanaka A.(1973), « Les vols de bœufs », **Terre Malgache**, n°11 décembre 1972 – janvier, 1973, pp.751-171.
- Randrianarison J. (1976), « Le bœuf dans l'économie rurale de Madagascar », **Madagascar. Revue de Géographie**, Janvier-juin 1976, pp.9-81.
- Rarijaona R. (1967), **Le concept de propriété en droit foncier de Madagascar**. Edition Cujas Paris.
- J C Rasandry, **Approche technico-économique de la théiculture paysanne dans la région de Sahambavy**, E E S A, Université de Madagascar 1983.
- Rasolomanana D.(1971), **Valeurs traditionnelles et communautés villageoises à Madagascar**, Thèse de doctorat de III^e cycle en Sociologie, Université de Nanterre, France.
- Rasolomanana D.(2005), « Sur l'approche de l'idée d'harmonie sociale en système traditionnel malagasy :proposition », **Communication présentée au Colloque International sur les sciences sociales** du 23 au 27 mai 2005 à Antananarivo.
- Ratovoboahangy B. (1988), **La desserte de la forêt de Sangasanga**, Institut pour la Recherche sur la forêt et le bois, Zurich.
- Ravaloson J. (1994), **Transition démocratique à Madagascar**, l'Harmattan, Paris.
- Razafimpahanana B. (1972), **Le paysan malgache**, Tananarive.
- Razafimpahanana B. (1993), **Changement de région politique à Madagascar**, Librairie Mixte Antananarivo.
- Razafindrabe M. (1989), **Logique lignagère, capitaliste et socialiste chez les paysans malgaches**, Thèse, Université de Paris VII.
- Razafindratovo J. (1969), « Etudes du village d'Ilafy », in **Annales de la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines** de l'Université de Madagascar, n°8-9-10, 1968 – 1969.
- Razafinimanana J.H.(1987), « Reflexions sur l'avenir du F F M V, après l'expérience du CVVB Fianarantsoa, Mémoire de fin d'études : E E S A ? Université de Madagascar.
- Razafintsalama A. (1971), **Les tsimahafotsy d'Ambohimanga : organisation familiale et sociale en Imerina, Madagascar**, Thèse de doctorat de 3^e cycle, E P H E, Paris.
- Razanadrakoto L. (2000), **Quartiers urbains à Madagascar. L'apparence et le quotidien. Contribution à l'interprétation de l'activité sociale**, Thèse pour le Doctorat d'Etat, Université d'Antananarivo.

- Razoharinoro – Randriamboavonjy (1971), « Note sur Madagascar pendant la deuxième guerre mondiale : la question du riz », **Bulletin de Madagascar**, n°303-306, octobre-novembre 1971, pp.3-51.
- Ribard E. (1926), « Le vol de bœufs dans le Sud-Ouest de Madagascar, **Bulletin de l'Académie Malgache**.
- Robson J.B. (1988), **Réflexions sur les problèmes de ravitaillement à partir de Fianarantsoa depuis 1977**, Mémoire de maîtrise, EESDEGS. Université de Madagascar.
- Roubaud F. (2000), **Identités et transition démocratique : l'exception malgache**, Editions Tsipika Antananarivo et l'Harmattan Paris,2000.
- Sambo C. (2004) **Tradition et oralité à Madagascar**, Thèse en vue de l'obtention du diplôme H D R. Université de Toliara Madagascar.
- Savaron C (1932), **Mes souvenirs à Madagascar avant et après la conquête 1885-1898**, Mémoire de l'Académie Malgache, Imprimerie Moderne de l'Emyrne Tananarive.
- Schlemmer B., « Les Sakalava du Menabe et la colonisation de la vallée de la Tsiribihina, **ORSTOM**, Collection Travaux et Documents n°64, pp.138-157.
- Schlemmer B. (1986), « A propos des migrations betsileo dans l'ouest malgache », **Omaly sy Anio**, n°23-24 pp.443-451.
- Shaw A. (1876), « The Betsileo country and people », **Antananarivo Annual**, Tananarive 1875-1876.
- SPacenski (1970), **Madagascar, Cinquante ans de vie politique de Ralaimongo à Tsiranana** , Nouvelles Editions Latines, Paris.
- Tronchon J., **L'insurrection malgache de 1947**, Maspero, Paris, 1974.
- Vérin P. (1990), **Madagascar**, Karthala, Paris.
- Vig L.(1892), **Les conceptions religieuses des anciens malgaches**,Paris, Karthala 2002.
- Waast R. (1974), « Les concubins de Soalala », **Cahiers du Centre d'Etudes des Coutumes**, n°X, Université de Madagascar.
- Waast R. (1975), « Places et limites assignées aux opérations de développement par la société paysanne, **Terre Malgache** n°13, pp.93-126.

- Waast R. (1980), Le développement des sociétés occidentales malgaches au XX^e siècle. Le cas de la transition coloniale au capitalisme dans le nord-ouest malgache, in **les changements sociaux dans l'ouest malgache**, ORSTOM, Collection Mémoires, n°90, Paris, 1980, p.35-80.
- Wurtz J. (1973), **Structures foncières et rapports sociaux dans la plaine de Tananarive**, Thèse de 3^e cycle, Université de Paris I .

III-Ouvrages généraux

- Amin S. (1973), **Le Développement inégal. Essai sur les formations sociales périphériques**, les Editions de Minuit.-R Aron (1967), **Les étapes de la pensée sociologique**, Paris, Gallimard.
- Balandier G. (1963), **Sociologie actuelle de l'Afrique Noire**, Paris, P U F. Paris
- Balandier G. (1969), **Anthropologie politique**, Paris, P U F, Paris.
- Balandier G. (1985), **Le détour : pouvoir et modernité**, Paris, Fayard.
- Bazin J. et Terray E. (1982), **Guerres de lignages et guerres d'Etat en Afrique**, Paris, Editions des Archives Contemporaines.
- Bloch M. (1952), « Apologie pour l'histoire ou le métier d'historien », **Cahier des Annales**, n°3, Colin.
- Braudel F. (1949) « Histoire et Sciences Sociales. La longue durée », **Annales**, 13, pp.725-753.
- Caplow T. et Vennesson P. (2000), **Sociologie militaire**, Armand Colin, Paris.
- C E R M (1969), **Sur le mode de production asiatique**, Paris ed Sociales.
- de Certeau M. (1975), **L'écriture de l'histoire**, Paris, Gallimard.
- Chesnaux J. (1976) **Du passé, faisons table rase ?** , Paris, Maspero.
- Chombart de law P.H. (1988), (sous la direction de), **Culture-actions des groupes dominés**.
- Rapport à l'espace et développement local**, l'Harmattan, Paris.
- Clastres P. (1974), **La société contre l'Etat, Recherches, d'Anthropologie politique**, Paris, Ed de Minuit.
- Clastres P. (1997), **Archéologie de la violence. La guerre dans les sociétés primitives**, Paris, L'Aube – Stratégie.
- Copans J. (1975), **Anthropologie et impérialisme**, (textes choisis), Paris, Maspero.

- Coquery – Vidrovitch C.(1985), **Afrique Noire. Permanences et ruptures**, Paris, Payot.
- Crozier M. (1963), **Le phénomène bureaucratique**, Ed du Seuil.
- Durkheim E. (1895), **Les règles de la méthode sociologique**, P U F.
- Durkheim E. (1897), **Le Suicide**, Paris, P U F 1966.
- Duverger M. (1973), **Sociologie de la politique**, Paris P.U.F 1988.
- Engels F., **L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat**, Ed du Progrès, 1979.
- Evans-Pritchard E.E. (1960), **Les Nuer**, Gallimard 1969.
- Foucault M. (1975) **Surveiller et punir**. Naissance de la prison, Gallimard, Paris 1
- Fougeyrollas P. (1980), **Sciences Sociales et marxisme**, Payot, Paris.
- Fougeyrollas P. (1985), **Les métamorphoses de la crise**, Paris, Hachette.
- Fox R. (1972), **Anthropologie de la parenté**, Paris, Gallimard.
- Godelier M. (1966), **Rationalité et irrationalité en économie**, Maspero.
- Gosselin G. (1970). **Développement et tradition dans les sociétés rurales africaines**.
- Grumery D. (1986), **Banditry, rebellion and social protest in Africa**, Heyneman.
- Guilaine J. et Zammit J. (2001), **Le sentier de la guerre, visages de la violence préhistorique**, Seuil,
- Guilaine J. (2004), « La longue histoire de la violence armée », **Sciences Humaines** n°151, juillet 2004, pp.32-35.
- Hobsbawm E.J. (1966), **Les primitifs de la révolte dans l'Europe moderne**, Fayard, Paris.
- Hobsbawm E.J. (1972), **Les bandits**, Paris, Maspero.
- Hyden G. (1985), « La crise africaine et la paysannerie non capturée », **Politique Africaine**, n°18, juin 1985, pp.93-113.
- Kellerman L. et Solin (1995), **Sujet – acteur et sociétés en transformations**, Actes du Colloque de l'A R C , Presses universitaires de Perpignan.
- Latouche S. (1986), **Faut-il refuser le développement ?** Paris, P U F.
- Lenine, **Les sources et les trois parties constitutives du marxisme**, Ed de Moscou
- Lenine, **L'impérialisme stade suprême du capitalisme**, Ed de Moscou.
- Lévi-Strauss C. (1949), **Les structures élémentaires de la parenté**, P.U.F.
- Lévi-Strauss C. (1958) **Anthropologie structurale**, Plon.
- Malinowski B. (1922), **Argonautes du Pacifique Occidental**, Gallimard.

- Malinowski B. (1944), **Une théorie scientifique de la culture**, Maspero (1968).
- Marx K , **Contribution à la critique de l'économie politique**, Ed du progrès, 1978.
- Mauss M. (1923), **Essai, sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques**, L'Année Sociologique 1923-1924.
- Meillassoux C. (1960), Essai d'interprétation du phénomène économique dans les sociétés traditionnelles d'auto-subsistance », **Cahiers d'Etudes Africaines**, décembre 1960, pp.38-67.
- Meillassoux C. (1975), **Femmes, greniers et capitaux**, Paris, Maspero.
- Mendras H. (1967), **Eléments de sociologie**, Paris, Collin.
- Mills W. (1967) **L'imagination sociologique**, Paris, Maspero.
- Olivier de Sardan J.P.(1995), **Anthropologie et développement. Essai en socio-anthropologie du changement social**, Paris, Karthala.
- Olivier de Sardan J.P.(2001), « Le « développement participatif » :ni solution miracle, ni complot néolibéral », in **Afrique Contemporaine** n° 199, juillet-septembre 2001,pp. 148-156.
- Paulme M. (1967), **Classes et associations d'âges en Afrique de l'Ouest**, Paris, Plon.
- Poulantzas N.. (1971) **Pouvoir politique et classes sociales**, Paris, Maspero.
- Rey P.P. (1971), **Colonialisme, néocolonialisme et transition au Capitalisme**, Paris, Maspero.
- Rocher G. (1970), **Introduction à la sociologie générale (1-l'Action sociale, - 2 l'organisation sociale, -3 le changement social)**, Paris, Points.
- Rudloff M. (1968), **Economie politique du Tiers-Monde**, Paris, Cujas.
- Schmitt J.C. (1978), « L 'histoire des marginaux », in **La Nouvelle Histoire**, sous la direction de Jacques le Golf, Roger Chartier et Jacques Revel. Les encyclopédies du savoir moderne, C E P.2, Paris, pp.344-369.
- Terray E. (1969), **La marxisme devant les sociétés primitives**, Paris, Maspero.
- Touraine A.1981), **Le pays contre l'Etat : luttes occitanes**, Paris, Ed de Seuil.
- Weber M. (1904), **l'éthique protestante et l'esprit du capitalisme**, Plon (1959).
- Weber M. (1919), **Le savant et le politique**, Paris, Plon (1959)

TABLE DES MATIERES

- Curriculum Vitae	4
- Publications scientifiques	5
- Direction de mémoires	8
- Introduction	12
 Chap I – L'évolution des idées et de la recherche à Madagascar et dans le Betsileo	
A. L'évolution des idées	14
B. L'évolution de la recherche en sciences sociales	19
C. Société Betsileo et premiers chercheurs	29
Chap II- Recherches personnelles sur les communautés villageoises.....	
A- Les structures sociales anciennes et les traditions qui persistent.....	36
B- Les facteurs de changement.....	45
Chap III– Vols de bœufs et feux sauvages à Madagascar	
A. Etat de la recherche et choix des thèmes.....	53
B. La métamorphose du phénomène de vol de bœufs à travers l'histoire de Madagascar	58
C. Les feux sauvages.....	74
Chap IV – Le suivi des réalités politiques et sociales Malgaches à travers la presse	
A. L'évolution politique de Madagascar (1985 – 1991) et (1998 – 2001)	85
B. Le problème de l'enseignement	86
C. L'étude de la ville de Fianarantsoa	88
D. Les thèmes de la chanson et l'évolution de la société malgache	92
E. Les autres écrits journalistiques	93
Conclusion générale	95
Orientations bibliographiques	98